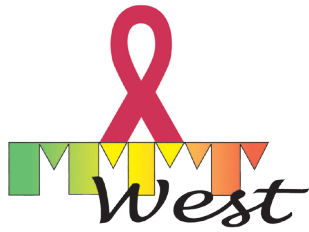


Ressources techniques et financières à la disposition du secteur de l'éducation au Sénégal, au Mali, en Guinée et au Ghana

Version 1.0 Published October 2005





Ressources techniques et financières à la disposition du secteur de l'éducation au Sénégal, au Mali, en Guinée et au Ghana



REMERCIEMENTS

Nous n'aurions pu réaliser le présent document sans les conseils et les informations, le temps et l'énergie que lui ont consacré un certain nombre de personnes, de manière tout à fait bénévole. Nous les remercions tous et toutes bien sincèrement.

Nous devons l'essentiel du travail de recueil des données et d'élaboration du présent guide à Susan Gannon, consultante indépendante basée à Dakar. MTT/West aimerait lui exprimer sa profonde gratitude pour ce travail précis, mais aussi pour avoir été un partenaire fidèle tout au long de ces dernières années.

Nous aimerions remercier tout particulièrement Valerie Moulay-Omar, Coordinatrice administrative du Projet MTT/West, pour avoir passé des heures à relire et corriger ce document avant sa publication.

C'est à Grey Cardigan Consulting [info@greycardigan.com] que nous devons la conception et la mise en page du présent document.

Ce document a été traduit de l'anglais par Bougouma Mbaye Fall [bmftww@yahoo.com].



La réalisation du présent guide a bénéficié de l'appui de l'USAID dans le cadre de l'Accord de Coopération N° RLA-A-A-00-03-00026-00. Les opinions exprimées ici sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'USAID.

MODE D'EMPLOI DU PRESENT GUIDE

La lutte contre le VIH/SIDA nécessite des ressources et l'objet du présent outil est de vous aider à identifier ces ressources, financières comme techniques, auxquelles peut avoir accès le secteur de l'éducation au Sénégal, au Mali, en Guinée et au Ghana.

Les informations présentées ici sont à jour au moment de la publication mais il faut noter que les changements interviennent très rapidement, des ressources continuent de se présenter et de nouvelles alliances se forment entre bailleurs de fonds et autres partenaires. Par conséquent, ce document devrait uniquement servir d'outil pouvant vous assister dans la phase initiale de vos recherches et appuyer, sans vouloir la remplacer, la concertation directe avec les partenaires au niveau pays comme au niveau international.

Ce guide est pour vous. Vos remarques et observations seront précieuses quant à son utilité et à sa présentation. Nous vous invitons donc à nous faire part de vos suggestions et commentaires en écrivant à la Coordinatrice du Projet MTT à l'adresse électronique ci-après : vmoulayomar@acibaobab.org. Suivant l'intérêt manifesté et la disponibilité des financements, nous pourrions mettre à jour ce document par la publication d'éditions revues et corrigées. Ce guide est également disponible en langue anglaise.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ ANALYTIQUE	i
SIGLES	v
1.0 GÉNÉRALITÉS	1
1.1 CONTEXTE	1
1.2 MTT: EQUIPE MOBILE D'INTERVENTION	2
1.3 RÔLE D'ACI	2
1.4 PLAN DU RAPPORT	3
1.5 LIMITES DE L'EXERCICE DE CARTOGRAPHIE DES RESSOURCES	4
2.0 RESSOURCES AUX NIVEAUX RÉGIONAL ET MONDIAL	5
2.1 PRINCIPAUX BAILLEURS DE FONDS BILATÉRAUX	5
2.1.1 USAID	5
2.1.2 DFID	9
2.1.3 GTZ	10
2.1.4 ACDI	10
2.1.5 JICA	11
2.2 ORGANISATIONS MULTILATÉRALES	12
2.2.1 La Commission Européenne	12
2.2.2 Le Fonds mondial pour la lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme	12
2.2.3 La Banque mondiale/IDA (Association internationale de Développement)	13
2.2.4 ONUSIDA	14
2.2.5 UNESCO	16
2.2.6 UNICEF	16
2.3 AUTRES INITIATIVES RÉGIONALES ET MONDIALES	18
2.3.1 « FRESH » Concentration des ressources sur la santé en milieu scolaire	18
2.3.2 Initiatives dans la région Afrique de l'Ouest : Accélérer la réponse du secteur de l'Education au VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest anglophone et francophone	18
2.3.3 Conférence des Ministres de l'Education de la CEDEAO	19
2.3.4 Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)	19
2.3.5 Réseau Ouest et Centre-Africain de Recherche en Education (ROCARE)	20
3.0 FONDATIONS INTERNATIONALES ET DONATEURS INSTITUTIONNELS	21
3.1 FONDATION BILL ET MELINDA GATES	21
3.2 BRISTOL-MYERS SQUIBB : APERÇU DE « SÉCURISER LE FUTUR »	23
3.3 FONDATION ROCKEFELLER	23
3.4 CARNEGIE CORPORATION DE NEWYORK	24
3.5 FONDATION COCA COLA AFRICA	25
3.6 LA FONDATION ELTON JOHN SIDA	26
3.7 OSIWA (OPEN SOCIETY INITIATIVE FOR WEST AFRICA)	26
3.8 LUTHERIAN WORLD RELIEF /LWR (SECOURS LUTHERIEN MONDIAL)	27
3.9 COALITION MONDIALE DES ENTREPRISES CONTRE LE VIH/SIDA / CME	28
3.10 EDUCATION INTERNATIONAL	28
3.11 HOPE FOR AFRICAN CHILDREN INITIATIVE	29

4.0 RESSOURCES SPÉCIFIQUES AUX PAYS	31
4.1 SÉNÉGAL	31
4.1.1 Coordination du financement de la lutte contre le VIH/SIDA et secteur de l'éducation	31
4.1.2 Bailleurs de fonds bilatéraux	32
4.1.3 Bailleurs de fonds multilatéraux	36
4.1.4 Quelques organisations non-gouvernementales et Fondations choisies	38
4.1.5 Activités liées au VIH/SIDA menées à travers le ministère de l'Education	39
4.2 MALI	43
4.2.1 Coordination du financement de la lutte contre le VIH/SIDA et secteur de l'éducation	43
4.2.2 Bailleurs de fonds bilatéraux	43
4.2.3 Bailleurs de fonds multilatéraux	44
4.2.4 ONG et OPV choisies	47
4.3 GUINÉE	49
4.3.1 Coordination du financement de la lutte contre le VIH/SIDA et secteur de l'éducation	49
4.3.2 Bailleurs de fonds bilatéraux	49
4.3.3 Bailleurs de fonds multilatéraux	50
4.3.4 OPV choisie	53
4.4 GHANA	54
4.4.1 Coordination du financement de la lutte contre le VIH/SIDA et secteur de l'éducation	54
4.4.2 Bailleurs de fonds bilatéraux	55
4.4.3 Bailleurs de fonds multilatéraux	57
4.4.4 ONG et OPV choisies	58
5.0 SITES INTERNET UTILES ET ADRESSES DE PROJETS	61
5.1 SITES INTERNET UTILES QUANT AUX FINANCEMENTS VIH/SIDA ET RESSOURCES TECHNIQUES	61
5.2 RESSOURCES SIDA DE L'UNESCO	62
5.3 RÉPERTOIRE DES PROJETS ONUSIDA EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE	63

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Face à l'évolution de la pandémie du VIH/SIDA, la réponse apportée aux plans local, régional ou mondial change afin de ne pas en perdre la mesure. C'est ainsi que l'on a noté une nette croissance des fonds engagés dans les activités de lutte contre le VIH/SIDA par les organisations bilatérales, multilatérales ou même privées comme la Fondation Bill et Melinda Gates. Le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme a reçu des promesses d'aide s'élevant à plus de 5,6 milliards de dollars EU d'ici 2008. Généralement, le programme « MAP » de la Banque mondiale (1 milliard \$ EU) et les subventions du Fonds mondial constituent les montants les plus importants que les bailleurs accordent aux activités liées au VIH/SIDA au niveau pays. Le plan d'Aide d'Urgence du Président des Etats Unis pour la lutte contre le SIDA (« PEPFAR ») annoncé par le président Bush en 2003 promet 1,5 milliards de dollars EU, avec un accent plus particulier placé sur le traitement, comparativement au passé. Toujours dans le cadre de la constante évolution de l'épidémie, l'on reconnaît, par ailleurs, le rôle important de l'éducation et de l'ensemble du secteur. La collaboration avec le système éducatif dans son ensemble (étudiants, enseignants, personnels d'appui, Associations de Parents d'Elèves, syndicats d'enseignants, etc.), constitue une autre possibilité pour contenir l'épidémie car ce secteur concerne une grande partie de la population. Toutefois, l'épidémie peut affaiblir le système même qui ouvre ces opportunités de stopper la propagation du VIH. Le premier impact du VIH/SIDA sur le système éducatif est de faire exploser l'échelle des problèmes systémiques et de gestion existants et cela compromet la capacité des Ministères à réaliser les objectifs de « L'Education pour Tous / EPT », de la Session Extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur le VIH/SIDA (« UNGASS »), des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et autres buts poursuivis à l'échelle internationale.

En Afrique, le programme Education de l'USAID s'est fixé trois objectifs quant à l'Education au service de la lutte contre le VIH : (1) atténuer l'impact du VIH/SIDA, (2) renforcer les services d'éducation et de soutien pour la prévention du VIH par les aptitudes à la vie quotidienne et (3) assurer l'éducation des orphelins et autres enfants affectés par le VIH/SIDA. C'est dans ce cadre que l'Agence a contribué à la création, en 2000, de la Mobile Task Team en Afrique australe (MTT/South). Ce groupe très mobile d'experts-consultants se consacre entièrement à l'impact du VIH sur le système éducatif. Il se sert d'un ensemble de stratégies de soutien pour aider les Ministères de l'Education à renforcer leurs capacités de gestion, particulièrement au niveau de l'évaluation de l'impact du VIH/SIDA, l'atténuation de celui-ci et de la planification de l'éducation à cet effet.

Le succès apparent de MTT/South a encouragé l'USAID à aider à la création d'une équipe semblable en Afrique de l'Ouest (« MTT/West ») basé sur le modèle d'Afrique australe mais adapté au contexte ouest-africain. En 2004, « Africa Consultants International/ACI », une ONG américaine basée à Dakar, au Sénégal, a été désignée par l'USAID comme institution devant abriter MTT/West. Les fonds de l'USAID destinés à ce projet seront canalisés par l'AIR (« American Institutes for Research »).

Pour démarrer le « MTT/West », ACI devait :

- préparer une carte des ressources financières disponible à l'échelle mondiale pour le financement d'actions classées prioritaires dans les plans d'action des ME (Fonds mondial, Banque mondiale, etc.) ; et de
- dresser une carte des ressources disponibles, toujours pour la mise en œuvre des actions prioritaires déterminées dans les plans des ME.

ACI avait alors opté pour son étude régionale de commencer par les quatre pays d'Afrique de l'Ouest où les premières activités devaient se dérouler ; à savoir : le Sénégal, le Mali, la Guinée et le Ghana, un accent particulier étant placé sur le cas du Sénégal.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

I. BAILLEURS DE FONDS BILATÉRAUX

En général, le soutien des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux se présente sous forme de ressources versées aux gouvernements, soit par le financement direct de projets et programmes soit par un appui budgétaire à différents secteurs de l'Etat. Quant aux Fondations et Organisations non-gouvernementales (ONG), elles fournissent un appui technique ou financier au secteur élargi par le biais de partenaires intervenant avec ou pour le compte des gouvernements ; généralement, elles ne financent pas les gouvernements de manière directe, à l'exception notable de certaines subventions en faveur d'institutions publiques de recherche, universités ou autres organisations de recherche engagées dans des études spécifiques.

Premier bailleur de fonds bilatéral des activités liées au VIH/SIDA, l'USAID finance diverses organisations et activités. Elle vient aussi en tête quant à la fourniture de sources étoffées d'informations par Internet, avec des projets comme « Policy Project » et « Synergie SIDA ». L'Agence a également accordé des subventions à des ONG américaines pour la mise en œuvre d'activités liées au VIH et au SIDA dans chacun des pays que nous avons visités. Family Health International (FHI) est la plus active de ces organisations, particulièrement au Sénégal.

Organe d'aide bilatérale du gouvernement britannique, le DFID est le deuxième plus gros bailleur de fonds bilatéral en matière de lutte contre le VIH/SIDA. Bien qu'il soit plus actif en Afrique australe et de l'Est, le DFID compte de nombreux programmes en Afrique de l'Ouest, en Guinée et au Ghana, notamment. En Afrique de l'Ouest, l'Agence canadienne pour le Développement international (ACDI) et la Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ, coopération allemande) sont très actives au Sénégal, au Mali, en Guinée et au Ghana, intervenant dans un vaste éventail de projets d'éducation et de santé. L'Agence japonaise pour la Coopération internationale (JICA) finance des projets éducation et santé en Afrique de l'Ouest et commence à se faire connaître de plus en plus dans les activités liées au VIH/SIDA.

2. BAILLEURS DE FONDS MULTILATÉRAUX

La Commission européenne (CE) a affecté, entre 2003-2006, un montant total de plus d'un milliard d'Euros à la lutte contre les trois maladies de la pauvreté (VIH/SIDA, tuberculose et paludisme). Les 340 millions d'Euros annoncés par la CE pour la période 2003-2006 (170 millions du budget et 170 millions du Fonds européen de développement (FED) viennent s'ajouter aux 120 millions d'Euros qu'elle y avait déjà affectés en 2002. L'aide de la Commission Européenne est directement octroyée sous forme d'appui budgétaire aux gouvernements plutôt qu'à des projets distincts.

Le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme avait été créé en 2001 pour attirer, gérer et décaisser des ressources. En étroite collaboration avec d'autres organismes privés, bilatéraux et multilatéraux impliqués dans les questions de santé et de développement, le Fonds veille à ce que les nouveaux programmes financés soient coordonnés à ceux qui existaient déjà. A la mi-2004, le Fonds mondial avait reçu 3,192 milliards de \$ US de contributions, sur un total annoncé de 5,615 milliards, d'ici 2008. Dans ses deux premiers tours d'octrois de subventions, le Fonds mondial avait engagé 1,5 milliards de financement sur 154 programmes, dans 93 pays à travers le monde.

La Banque mondiale/l'Association internationale de Développement (IDA) a engagé, dans la lutte contre le VIH/SIDA à travers le monde, plus de 1,7 milliards \$ EU dans la prévention, la prise en charge et le soutien ; dont 1 milliard \$ EU dans le programme « MAP » (programme multi-pays). Sur ce montant, 472 millions ont été engagés sous forme de dons alloués en 2003.

Le Programme conjoint des Nations Unies sur le VIH/SIDA, ONUSIDA, est le premier défenseur d'une action mondiale concertée sur la pandémie. Il dirige, renforce et soutient une réponse élargie destinée à prévenir la transmission du VIH, assurer la prise en charge et l'assistance, réduire la vulnérabilité des individus et communautés devant le VIH/SIDA et à atténuer l'impact de l'épidémie. L'ONUSIDA rassemble les initiatives et ressources de dix organisations du système des Nations Unies ayant pour but d'aider le monde à prévenir de nouvelles infections au VIH, prendre en charge ceux qui sont déjà

infectés et atténuer l'impact de la pandémie. L'ONUSIDA est l'organe de coordination de l'ensemble des interventions relatives au VIH/SIDA du système des Nations Unies.

Au niveau régional, l'ONUSIDA a mis sur pied une Equipe inter-agences pour l'éducation (IATT) ainsi qu'un Groupe de Travail devant aider les pays à accélérer la réponse de leur secteur éducation au VIH/SIDA, en Afrique sub-saharienne. Il s'agit d'un effort de plusieurs partenaires impliquant les pays, les partenaires au développement, la société civile et le secteur privé, qui vise la promotion d'une meilleure compréhension, d'un leadership plus fort et de réponses nationales plus efficaces à tous les niveaux du secteur de l'éducation. Le programme poursuit deux objectifs fondamentaux. Le premier consiste à réaliser l'Education Pour Tous (EPT) et les OMD, malgré l'impact du VIH/SIDA sur les systèmes d'éducation. Le deuxième objectif consiste à ouvrir une « Fenêtre d'Espoir » pour la prochaine génération, en renforçant la capacité du secteur de l'éducation à répondre par des actions de prévention de l'infection à VIH, menées en temps opportun auprès des apprenants et des enseignants.

Autre agence importante du système, l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, les Sciences et la Culture, UNESCO fonctionne comme un laboratoire d'idées qui fixe les normes de passation d'accords sur des questions d'éthique émergentes. Elle sert également de Clearing house pour la dissémination et l'échange d'informations dans les domaines de l'éducation, des sciences, de la culture et de la communication. S'agissant de l'éducation, l'UNESCO abrite l'Institut International de Planification de l'Education (IIEP) qui avait été créé pour renforcer la capacité des pays en matière de planification et de gestion de leurs systèmes éducatifs. L'IIEP offre aux planificateurs et gestionnaires une formation en analyse, gestion, exécution, suivi et évaluation. Par ailleurs, il fournit aux institutions une assistance technique visant à améliorer leurs routines administratives, leur organisation et les compétences de leurs dirigeants. Au sein de l'IIEP, l'UNESCO a créé un service d'échange d'informations sur l'impact du VIH/SIDA sur l'éducation, appelé Clearing house qui offre des centaines de documents et des liens à des sites Internet. L'impact du VIH/SIDA y est appréhendé par le biais d'outils et approches pratiques à la prévention et à l'atténuation de l'impact. L'UNESCO assure également la mise en œuvre du programme « Global Curriculum Bank for Preventive Education », une banque de données internationale regroupant des programmes scolaires et de la documentation connexe sur l'éducation préventive du VIH/SIDA au niveau de l'enseignement primaire et secondaire.

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, UNICEF, et le Fonds des Nations Unies pour la Population, FNUAP contribuent également à la réponse du secteur de l'éducation à l'épidémie par la fourniture d'une assistance technique et de matériels destinés aux programmes de sensibilisation comme les aptitudes à la vie quotidienne.

3. FONDATIONS, DONATEURS INSTITUTIONNELS ET ONG

C'est l'Afrique australe qui bénéficie de l'essentiel de l'appui fourni par les fondations car cette région est perçue comme étant plus affectée que l'Afrique de l'Ouest. Deuxième organisation philanthropique la plus importante, la Fondation Bill et Melinda Gates intervient à l'échelle du globe et ne s'impose aucune restriction géographique. Entre 1994 et juin 2004, la Fondation Bill et Melinda Gates a offert des dons d'un montant total de 796.864.785 \$ EU. Pour l'année 2003, elle a accordé 171.624.696 \$ EU et à la fin du premier trimestre 2004, elle en était à 47.425.413 \$ EU supplémentaires. La fondation Gates a par ailleurs annoncé une contribution de 100.000.000 \$ EU au Fonds mondial sur une période de 10 ans. Le financement des activités VIH/SIDA passe par le programme « Global Health » (Programme Mondial pour la Santé) de la fondation, lequel se concentre sur le VIH, la tuberculose, le paludisme et les autres maladies infectieuses, en plus des projets visant à améliorer la santé de la reproduction, la santé infantile et maternelle et la nutrition.

S'agissant de donateurs institutionnels privés intervenant en Afrique de l'Ouest, l'on peut en compter plusieurs parmi les plus proéminents : le programme de subvention Secure the Future de Bristol Myers Squibb, la Coca Cola Africa Foundation et la Open Society Initiative for West Africa. Ces organisations appuient une gamme d'activités liées au VIH et au SIDA dans toute la région de l'Afrique de l'Ouest. Il faut cependant noter que le programme de Secure the Future prend fin en 2005.

Les ONG participent de diverses manières à la réponse qu'apporte le secteur de l'éducation. En général, elles fournissent un appui technique dans l'ensemble du secteur de l'éducation et bien au-delà. Comme

indiqué plus haut, ACI est responsable de la mise en œuvre de MTT/West et est engagée dans d'autres activités de formation dans toute la région. Family Health International, FHI, est très active dans les activités de sensibilisation auprès des jeunes.

Education International (EI) est la plus grande organisation d'enseignants du monde avec 29 millions d'agents de tous les secteurs de l'éducation –du préscolaire à l'université- de 345 organisations membres dans 165 pays et territoires. En novembre 2001, EI avait organisé au Sénégal un séminaire pour l'élaboration de propositions de projets sur la santé en milieu scolaire et la prévention des IST et de l'infection à VIH/SIDA en Afrique centrale et de l'Ouest et dans les Caraïbes. En janvier 2002, sept projets ont été lancés, au Burkina Faso, en Guinée, à Haïti, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Rwanda et au Sénégal.

4. RESSOURCES DISPONIBLES AU NIVEAU DES PAYS

Le volume des ressources et le niveau d'organisation et de coordination varient de manière considérable dans les quatre pays concernés par la présente cartographie. Généralement, le programme « MAP » de la Banque mondiale et les subventions du Fonds mondial constituent les montants les plus importants que les bailleurs accordent aux activités liées au VIH/SIDA. Ces deux sources de financement accordaient des ressources à l'ensemble des quatre pays jusqu'au mois de juin 2005. Cependant, le programme « MAP » du Ghana devait se terminer à la fin juin 2005, période à laquelle devait démarrer le même programme au Mali.

L'USAID est très active dans les quatre pays où elle appuie diverses activités liées au VIH/SIDA par le biais d'ONG américaines, particulièrement FHI et World Education. D'autres bailleurs de fonds bilatéraux participent aux réponses des différents pays. Au Ghana, le DFID est le premier bailleur des activités relatives au VIH/SIDA alors que le Canada apporte son soutien à un programme régional de lutte contre le SIDA. La GTZ va arrêter ses projets VIH/SIDA au Ghana et au Mali car elle a intégré ces activités dans les programmes qu'elle va mettre en œuvre dans ces pays. En Guinée et au Sénégal, la GTZ a maintenu ses activités VIH/SIDA en cours d'exécution.

Chaque pays dispose d'un organe de coordination ou Conseil national consultatif sur le SIDA. Par ailleurs, chaque Ministère de l'Education a un point focal qui est chargé d'assurer la coordination de la réponse du département à l'épidémie. La mise en place de ces organisations est plus ancienne au Sénégal et au Ghana par rapport au Mali et à la Guinée. L'ONUSIDA joue le rôle de coordinatrice pour l'ensemble des activités VIH/SIDA des agences des Nations Unies.

Il existe beaucoup d'ONG ça et là dans l'ensemble des quatre pays sans que leur intervention soit facile à suivre. Toutes les ONG ne collaborent pas avec les ministères ou organes nationaux de coordination, ce qui rend tout rapport sur leurs activités extrêmement ardu. Nous les avons cependant présentées dans le présent rapport, dans les chapitres consacrés aux pays.

5. RESSOURCES DISPONIBLES SUR INTERNET

Le présent rapport contient plusieurs sites Web pertinents s'agissant d'informations sur le VIH/SIDA. A l'instar des Fondations, chaque bailleur dispose d'un site Web décrivant ses activités. L'USAID a développé une excellente source d'informations avec des liens vers les différents sites. Avec une approche similaire, le DFID dispose d'un site principal décrivant ses activités, outre des liens vers d'autres sites Web riches en informations. De même, l'ONUSIDA offre énormément d'informations à travers son site et a des liens vers d'autres programmes. Le moteur de recherche Google constitue un autre outil très utile d'identification de possibilités de financement mais aussi d'activités relatives au VIH/SIDA des bailleurs de fonds.

SIGLES

ACDI	Agence Canadienne pour le Développement International
ACI	Africa Consultants International
ADEA	Association pour le Développement de l'Education en Afrique
AIR	American Institutes for Research
AP	Appel à Propositions de Projets
APEE	Association Parents d'Elèves – Enseignants
CCA	Communication pour le Changement d'Attitude
CEDAP	Centre pour le Développement et les Affaires de Population
CDV	Counselling et Dépistage Volontaire(s)
CE	Commission Européenne
CEA	Commission Economique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CME	Coalition Mondiale des Entreprises contre le VIH/SIDA
CNLS	Conseil National de Lutte contre le SIDA
CDC	Centres pour la Prévention et la Lutte contre les Maladies
DFID	Département du développement International
EI	Education International
EPT	Education Pour Tous
FED	Fonds Européen de Développement
FHI	Family Health International
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
Fonds mondial	Fonds mondial pour la Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme
FRESH	Concentration des ressources sur la santé en milieu scolaire
GEEP	Groupe d'Etude et d'Enseignement des Questions de Population
GTZ	Agence Allemande de coopération technique
HACI	Initiative « Espoir pour les Enfants Africains »
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
IATT	Groupe de Travail Inter-Agences sur l'Education
IDA	Association Internationale de Développement
IEC	Information, Education, Communication
IPE	Institut International pour la Planification de l'Education
IST	Infection Sexuellement Transmissible
JICA	Agence Japonaise de Coopération Internationale

LD	Lettre de demande
LSBE	Education basée sur les aptitudes à la vie quotidienne
MAP	Programme multi-pays de lutte contre le VIH/SIDA
ME	Ministère de l'Education
MNC	Mécanisme National de Coordination
MTT	« Mobile Task Team » : Équipe d'Intervention Mobile
MTT/South	MTT/South
MTT/West	MTT/West
OCB	Organisation Communautaire de Base
OBR	Organisation à Base Religieuse
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
ONUSIDA	Programme conjoint des Nations Unies sur le VIH/SIDA
OPV	Organisation Privée de Volontaires
OSC	Organisation de la Société Civile
OSIWA	Open Society Initiative for West Africa
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PEPFAR	Plan d'aide d'urgence du Président des Etats Unis pour la lutte contre le SIDA
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTME	Prévention de la Transmission Mère-Enfant
PVIH	Personne Vivant avec le VIH
ROCARE	Réseau Ouest et Centre-Africain de Recherche en Education
SIDA	Syndrome d'Immunodéficience Acquise
SLM	Secours Luthérien Mondial
TS	Travailleur Sexuel
UNESCO	Bureau des Nations Unies pour l'Education, les Sciences et la Culture
UNGASS	Session Extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur le VIH/SIDA
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNODC	Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
USAID	Agence Américaine pour le Développement International
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine

I. GÉNÉRALITÉS

I.1 CONTEXTE

Face à l'évolution de la pandémie du VIH/SIDA, la réponse qui lui est apportée aux plans local, régional ou mondial change afin de ne pas en perdre la mesure. Ainsi, depuis 2001, l'on a noté une nette croissance des fonds engagés dans les activités de lutte contre le VIH/SIDA par les organisations bilatérales, multilatérales ou même privées comme la Fondation Bill et Melinda Gates. Le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme, par exemple, a reçu des promesses d'aide s'élevant à plus de 5,6 milliards de dollars EU d'ici 2008. Le plan d'Aide d'Urgence du Président des Etats Unis pour la lutte contre le SIDA (« PEPFAR ») annoncé par le président Bush en 2003 promet 1,5 milliards de dollars EU, avec un accent plus particulier placé sur le traitement, comparativement au passé.

Devant cette augmentation des fonds disponibles pour les activités liées au VIH/SIDA, les pays exigent plus de coordination et d'harmonisation des efforts. Aussi bien ONUSIDA, le Programme conjoint des Nations Unies sur le VIH/SIDA devenu une agence spécialisée des Nations Unies, que les principaux bailleurs de fonds (Banque mondiale, Gouvernement américain et DFID- Département pour le Développement international du Royaume Uni, etc.), recommandent un nouveau cadre appelé « Three Ones » ou Trois Principes, à savoir un cadre d'actions UNIQUE contre le VIH/SIDA qui serve de base à la coordination des interventions de tous les partenaires, un responsable national UNIQUE pour la coordination de la lutte contre le SIDA ayant une mission élargie pour couvrir les différents secteurs, et un système national UNIQUE de suivi-évaluation accepté de tous.

Toujours dans le cadre de la constante évolution de l'épidémie, l'on reconnaît, par ailleurs, le rôle important du secteur de l'éducation. L'impact de ce dernier sur les indicateurs de développement est désormais largement documenté et reconnu. Quant à cet impact sur la prévention de l'infection à VIH, un ouvrage de la Banque mondiale décrit l'éducation comme une « Lueur d'Espoir »¹ parce que :

- les enfants âgés de cinq à 14 ans représentent un créneau d'opportunité car ils sont moins susceptibles d'être infectés par le VIH. Si une éducation leur est assurée avant qu'ils n'atteignent l'âge de vulnérabilité, ils seront protégés et si, très tôt, une bonne hygiène de vie leur est inculquée et qu'ils apprennent à éviter les comportements à risque, cette protection sera renforcée;
- les jeunes de 15 à 24 ans constituent un autre créneau. Ce groupe vulnérable qui représente quelque 60 % des nouveaux cas d'infection du VIH dans de nombreux pays est également celui dans lequel l'ignorance reste dangereusement prédominante et où les efforts d'éducation donneront donc les meilleurs résultats.

La collaboration avec le système éducatif dans son ensemble, intégrant les étudiants, les enseignants, les personnels d'appui, les Associations de Parents d'Elèves, les syndicats d'enseignants, etc. constitue une autre possibilité pour contenir l'épidémie parce que celle-ci affecte une large portion de la population. Au Sénégal, par exemple, étudiants, enseignants et autres employés des écoles, constituent près de 25 % de la population.

Toutefois, l'épidémie peut affaiblir le système même qui ouvre ces opportunités de stopper la propagation du VIH. Le premier impact du VIH/SIDA sur le système éducatif est de faire exploser l'échelle des problèmes systémiques et de gestion existants et cela compromet la capacité des Ministères à réaliser les objectifs de « l'Education pour Tous / EPT », de la Session Extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur le VIH/SIDA (« UNGASS »), des OMD/Objectifs du Millénaire pour le Développement et autres buts poursuivis à l'échelle internationale.

¹ HIV/AIDS and Education: A Window of Hope, The World Bank, Washington, DC, 2002, page 5.

I.2 MTT, LA MOBILE TASK TEAM OU ÉQUIPE D'INTERVENTION MOBILE

En Afrique, le programme Education de l'USAID s'est fixé trois objectifs quant à l'Education au service de la lutte contre le VIH : (1) atténuer l'impact du VIH/SIDA, (2) renforcer les services d'éducation et de soutien pour la prévention du VIH par les aptitudes à la vie quotidienne et (3) assurer l'éducation des orphelins et autres enfants affectés par le VIH/SIDA.

Pour réaliser ces objectifs et améliorer l'éducation dans les milieux affectés par le VIH, l'USAID apporte son concours aux Gouvernements et Ministères de l'Education (ME). C'est ainsi que l'Agence a contribué à la création, en 2000, de la Mobile Task Team en Afrique australe (MTT/South). Ce groupe très mobile d'experts-consultants se consacre entièrement à l'impact du VIH sur le système éducatif. Il se sert d'un ensemble de stratégies de soutien pour aider les Ministères de l'Education à renforcer leurs capacités dans l'évaluation de l'impact du VIH/SIDA, l'atténuation de celui-ci et la planification de l'éducation à cet effet.

Au bout de quatre années d'intervention, le succès de MTT/South a encouragé l'USAID à aider à la création d'une équipe semblable en Afrique de l'Ouest (« MTT/West ») basé sur le modèle d'Afrique australe mais adapté au contexte ouest-africain. MTT jouera un rôle-clé dans ce processus en faisant partager sa riche expérience ainsi que les outils de consultation qu'il a mis au point, et en apportant une assistance technique pour le renforcement des capacités de MTT/West.

« Africa Consultants International/ACI », une ONG américaine basée à Dakar, au Sénégal, a été désignée par l'USAID comme institution devant abriter MTT/West. Les fonds de l'USAID destinés à ce projet seront canalisés par l'AIR (« American Institutes for Research »), qui apportera son soutien administratif à ACI. MTT/West aura pour but :

- d'étudier le modèle d'intervention élaboré par MTT pour l'Afrique australe,
- d'adapter le modèle au contexte ouest-africain, en collaboration avec MTT/South, sous forme de renforcement de capacités,
- de tester sur le terrain le modèle pour l'Afrique de l'Ouest, et
- de pouvoir contribuer à l'enrichissement du modèle afin de l'étendre au reste du continent africain, en y ajoutant l'expérience ouest-africaine

I.3 RÔLE D'ACI

ACI aidera les Ministères de l'Education (ME) intéressés en Afrique de l'Ouest à pousser leur planification au-delà du cadre restreint de la programmation à court terme autour de la prévention, du traitement, de la prise en charge et du soutien, en acceptant que le VIH/SIDA est un problème de gestion des systèmes sur le long terme, auquel il faut donc apporter une réponse systémique. Celle-ci devra faire l'objet d'un plan exhaustif d'actions hiérarchisées, allant de la pré-évaluation et de l'élaboration de politiques sectorielles à la planification et l'exécution décentralisées ; le tout basé sur des données fiables, un suivi-évaluation et une revue régulière. Les fonds nécessaires à l'exécution des activités qui résulteront de ce processus devront provenir du budget des ME, de l'aide des partenaires traditionnels et des sources actuelles de financement de la lutte contre le VIH/SIDA.

Pour démarrer le "MTT/West", AIR a demandé à ACI de procéder à un recensement préliminaire des ressources disponibles pour les ME aux niveaux mondial, régional et local. C'est ainsi que ACI devait, entre autres:

- préparer une carte des ressources financières disponible à l'échelle mondiale pour le financement d'actions classées prioritaires dans les plans d'action des ME (Fonds mondial, Banque mondiale, etc.) ; et
- dresser une carte des ressources disponibles au niveau régional, en Afrique de l'Ouest, toujours pour la mise en œuvre des actions prioritaires déterminées dans les plans des ME.

ACI avait alors opté pour son étude régionale de commencer par les quatre pays d'Afrique de l'Ouest où les premières activités devaient se dérouler ; à savoir : le Sénégal, le Mali, la Guinée et le Ghana, un accent particulier étant placé sur le cas du Sénégal.

Le choix d'ACI pour l'exécution de ces activités s'explique par sa place parmi les leaders de la lutte contre le VIH/SIDA au Sénégal. D'autre part, ACI disposait déjà d'un répertoire des ressources disponibles au Sénégal et tient une base de données sur le financement et l'assistance technique aux organisations qui y interviennent. La cartographie des ressources vient compléter cette documentation en identifiant des organisations qui pourraient apporter un appui financier aux activités liées au VIH/SIDA menées par les ME, le secteur plus élargi de l'éducation et d'autres ministères dans les quatre pays sélectionnés. Au fur et à mesure que MTT/West s'étendra à d'autres pays de la région, des études similaires seront menées.

1.4 PLAN DU RAPPORT

Le présent rapport donne les résultats des recherches sur Internet et entretiens avec des bailleurs de fonds, ONG et personnes sélectionnées au Sénégal, au Mali, en Guinée et au Ghana. Il s'ouvre sur une présentation des ressources trouvées à l'échelle mondiale, régionale et locale, dont pourraient profiter les ME et la communauté plus large de l'éducation dans leur réponse à la pandémie du VIH/SIDA. Un accent particulier a été placé sur le Sénégal compte tenu, d'une part, de la compilation déjà mise en place – par ACI – des ressources disponibles pour la lutte contre le VIH/SIDA dans ce pays, mais également parce que cet exercice est basé à Dakar.

De manière générale, les bailleurs de fonds multilatéraux comme bilatéraux octroient leur assistance directement au gouvernements, soit sous forme de financement de projets et programmes, soit comme aide budgétaire aux différents secteurs. Les Fondations et ONG apportent généralement une assistance technique ou financière au secteur élargi, par le biais de partenaires travaillant avec ou au nom du gouvernement, mais ne donnent habituellement pas de fonds aux gouvernements. La seule exception à ce constat reste les dons de fondations à des universités ou autres institutions publiques pour des études spécifiques.

Le rapport est subdivisé en cinq parties dans le souci de le rendre aussi exploitable que possible par ses utilisateurs potentiels. La première partie procède à une présentation générale, tandis que la deuxième contient des informations sur les Principaux bailleurs de fonds Bilatéraux et Multilatéraux. La troisième section passe en revue les Fondations Régionales et Internationales ainsi que les principales ONG offrant une assistance technique et financière aux ME et au secteur de l'éducation en général dans leurs activités de lutte contre la pandémie. Quant à la quatrième section, elle présente les rapports individuels sur chacun des quatre pays (Sénégal, Mali, Guinée et Ghana). La cinquième partie donne des sources d'informations utiles sur Internet.

I.5 LIMITES DE L'EXERCICE DE CARTOGRAPHIE DES RESSOURCES

Ce premier exercice de cartographie des ressources a connu certaines limites, vu que les mois d'août et septembre ne constituaient pas la période idéale pour contacter les personnes travaillant dans le secteur de l'éducation. Par ailleurs, l'étude étant basée à Dakar, il était particulièrement difficile d'obtenir des données du Mali, de la Guinée et du Ghana. Au Sénégal, le consultant avait pu rencontrer le personnel du ME ainsi que les membres du Conseil National de lutte contre le SIDA (CNLS), alors que pour le Mali, la Guinée et le Ghana, il a fallu recourir à Internet pour obtenir des informations qui étaient dès lors incomplètes. La consultation nécessaire à la production du présent document a donc été prolongée jusqu'en décembre 2004, puis poursuivie durant le premier trimestre 2005, pour permettre au consultant de recueillir des informations essentielles.

2. RESSOURCES DISPONIBLES AUX NIVEAUX RÉGIONAL ET MONDIAL

2.1 PRINCIPAUX BAILLEURS DE FONDS BILATÉRAUX

2.1.1 USAID (AGENCE DES ÉTATS UNIS POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL)

L'USAID a apporté plus de 3,2 milliards \$ EU depuis le lancement, en 1986, du programme international VIH/SIDA, soit plus que toute autre organisation privée ou publique. A l'heure actuelle, l'USAID compte des programmes VIH/SIDA dans près de 100 pays à travers le monde et représente le plus gros bailleur de fonds en matière de VIH/SIDA dans le monde². Il existe ainsi des programmes VIH/SIDA dans 21 pays africains et trois programmes régionaux.

L'USAID est un partenaire au « PEPFAR », plan d'aide d'urgence du Président des Etats Unis d'un montant de 15 milliards de \$ EU pour la lutte contre le SIDA annoncé par le Président Bush en 2003. Cette initiative a pour but de traiter par les anti-rétroviraux au moins deux millions de personnes infectées par le VIH, de prévenir quelque sept millions de nouvelles infections et d'assurer la prise en charge et le soutien à 10 millions de personnes infectées ou affectées par le VIH, dont les orphelins et enfants vulnérables dans 15 pays- cibles. Cinquante pour cent (50 %) des personnes infectées par le VIH vivent dans ces 15 pays qui sont : le Botswana, la Côte d'Ivoire, l'Ethiopie, la Guyane, Haïti, le Kenya, le Mozambique, la Namibie, le Nigeria, le Rwanda, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, l'Ouganda, le Vietnam et la Zambie.

En Afrique de l'Ouest, l'USAID soutient des programmes au Sénégal, au Mali, en Guinée et au Ghana, dans les secteurs de l'éducation et de la santé. L'Agence n'a pas de projet spécifique « Education et VIH/SIDA » mais finance des Organisations Privées de Volontaires (OPV) et autres associations, à mener des activités liées au VIH/SIDA dans les écoles. Ainsi, par exemple, elle a financé, à travers « World Education » plusieurs initiatives de renforcement des capacités des enseignants à assurer des cours sur le VIH/SIDA dans les classes, au Ghana, en Guinée et au Mali. « Family Health International/FHI » est également engagée dans la formation des jeunes en santé de la reproduction et sur des sujets liés au VIH/SIDA. Des programmes-pays complets sont présentés plus loin dans la partie consacrée aux rapports-pays.

De 2000 à 2003, les financements de l'USAID au Sénégal, au Mali, en Guinée et au Ghana ont atteint un total d'environ 62 millions \$ EU, répartis comme indiqué au Tableau 1.

² http://www.usaid.gov/our_work/global_health/aids/index.html, Décembre 2004

TABLEAU I: TOTAL DES FINANCEMENTS USAID DE 2000 À 2003 (EN MILLIONS \$ EU)

PAYS/ANNÉE	2000	2001	2002	2003	TOTAL
SÉNÉGAL	4,2	4,5	5,0	6,0	19,7
MALI	2,5	3,2	3,2	4,0	12,9
GUINÉE	1,7	2,2	2,2	2,2	8,3
GHANA	4,0	4,5	5,5	7,0	21,0
TOTAL	12,4	14,4	15,9	19,2	61,9

Source: http://www.usaid.gov/our_work/global_health/aids/Funding/FactSheets/africa.html

COMMUNITY REACH

Outre son programme mondial VIH/SIDA, l'USAID a un programme de financement appelé Community REACH / Rapid and Effective Action for Combatting HIV/AIDS (programme à base communautaire d'actions rapides et efficaces de lutte contre le VIH/SIDA). Ce programme de cinq ans lancé en septembre 2001 est destiné à faciliter un flux suffisant de ressources en dons vers les organisations jouant un rôle important dans la lutte contre le VIH/SIDA (OPV, ONG locales et régionales, universités, organisations confessionnelles, etc.). La mise en œuvre du programme « Community REACH » a été confiée, par l'USAID, à « PACT » et « The Futures Group », des dons mis à disposition dans le cadre de ce mécanisme, devant normalement aller de 100.000 à 500.000 \$ EU, étalés sur une à trois années. L'appel à candidature pour ces dons est annoncé à intervalles réguliers et les attributions sont effectuées pour trois catégories principales d'actions : l'éducation et la prévention de base, le dépistage et le counselling volontaire(s) et, enfin, la prise en charge des personnes vivant avec le VIH ou le SIDA.

Community REACH a adopté la classification des pays selon l'USAID, fondée sur des facteurs tels que l'acuité de l'épidémie, l'impact socio-économique de la maladie, le risque d'augmentation rapide de la séroprévalence, et la solidité des partenariats établis par le pays – hôte. Ainsi, deux catégories d'actions et les pays sélectionnés sont :

- **DÉMULTIPLICATION RAPIDE** (élargissement de programmes modèles pour un impact significatif en une ou deux années) : Cambodge, Kenya, Ouganda, Zambie.
- **INTENSIFICATION** (utilisation sélective de ressources ciblant la réduction de la séroprévalence et la transmission du virus, l'assistance accrue aux personnes vivant avec le VIH ou affectées par celui-ci ; ce, en trois à cinq années) : Ethiopie, Ghana, Tanzanie, Malawi, Mozambique, Nigeria, Rwanda, Afrique du Sud, Sénégal, Zimbabwe, Inde, Indonésie, Népal, Brésil, République Dominicaine, Haïti, Honduras, Russie et Ukraine.

Modalités de demande de financement : Le calendrier et les actions ciblées du programme sont annoncés sur le site Internet de Community REACH et les formulaires de demande de fonds peuvent être téléchargés sur le même site : <http://www.pactworld.org/reach> ou demandés à l'adresse: reachgrants@pactchq.org.

Pour toute question s'adresser à l'équipe à la même adresse ou visiter le site.

THE SYNERGY PROJECT

L'USAID finance d'autres programmes d'assistance technique liés au VIH/SIDA tels que le Projet Synergy. Ce dernier n'est pas un projet d'exécution mais son personnel et ses consultants travaillent en étroite collaboration avec l'USAID, pour assurer au Bureau VIH/SIDA (« OHA »), aux Missions et autres services de l'USAID, l'assistance technique dans les domaines ci-après :

- Planification stratégique et choix d'objectifs stratégiques, cadres d'évaluation de résultats et détermination de résultats escomptés ;
- Sélection d'indicateurs appropriés de gestion de programme et système de rapport sur l'élargissement de la réponse au VIH/SIDA ;
- Elaboration de systèmes de suivi-évaluation et de rapports pour les programmes VIH/SIDA ; et
- Utilisation des données de suivi-évaluation et de surveillance pour la production de rapports, la planification et l'amélioration des programmes.

Le projet assiste également l'USAID dans son rôle de leader dans la mise au point et la vulgarisation de systèmes de suivi-évaluation et rapports techniquement fiables et utiles, avec des indicateurs sur le VIH/SIDA et les systèmes de gestion de données pour décrire des activités de programme et mesurer les résultats. Le projet a élaboré du matériel pour aider des institutions privées et publiques dans la planification de réponses efficaces à l'épidémie. Un de ces outils est le kit « APDIME » de Pré-évaluation, Conception, Planification, Exécution et de Suivi-Evaluation des programmes VIH/SIDA qu'il est possible de télécharger ou de commander sur le site <http://synergyproject.org>.

LE PROJET « POLICY »

Le Projet « Policy » est une autre initiative de l'Agence visant l'amélioration des politiques, à travers :

- l'élargissement et le renforcement du soutien populaire et politique aux programmes et politiques de PF/SR, VIH/SIDA et maternité sans risque ;
- l'amélioration de l'environnement opérationnel de ces programmes avec, entre autres, une meilleure planification et des financements ;
- la prise de décisions basées sur des données précises et actualisées ; et
- le renforcement, aux niveaux national et régional, de capacités à participer à l'élaboration de politiques.

Ce projet favorise les approches multisectorielles impliquant un partenariat avec les agences gouvernementales, groupes de la société civile, entités du secteur privé et institutions de recherche auxquelles il faudra également apporter une assistance technique dans l'élaboration de politiques et plans servant de cadre à la mise en œuvre de programmes et services durables et adéquats de réponse à l'épidémie. Une composante-clé de cette approche à l'amélioration des programmes et services consiste à renforcer dans le pays les capacités des partenaires à participer au processus décisionnel. Cette approche responsabilise les communautés, encourage une participation élargie et assure l'efficacité et la pérennisation des programmes.

Le site Internet www.policyproject.com contient des documents utiles. Pour des informations spécifiques sur les fonds de la Région Afrique pour le VIH/SIDA, contacter : Felicity Young, Responsable pays à l'adresse : fyoung@futuresgroup.com.

2.1.1.1 ORGANISATIONS PRIVÉES DE VOLONTAIRES FINANÇÉES PAR L'USAID EN AFRIQUE DE L'OUEST

L'USAID finance plusieurs Organisations Privées de Volontaires (OPV) impliquées dans l'assistance technique en matière de lutte contre le VIH/SIDA. Parmi les organismes travaillant directement avec le secteur de l'éducation en Afrique de l'Ouest, World Education fait figure de proue auprès des ministères au Mali, au Ghana et en Guinée. World Education est également présent au Sénégal mais n'intervenait pas dans le secteur de l'éducation jusqu'en mars 2005 ; travaillant plutôt avec les organisations communautaires de base (OCB) dans la sensibilisation des populations aux problèmes du VIH/SIDA, en Casamance et dans la région de Thiès.

FAMILY HEALTH INTERNATIONAL (FHI)

FHI est actif dans le secteur de la santé publique avec comme mission d'améliorer les conditions de vie partout dans le monde, grâce à la recherche, l'éducation et les services de santé familiale. FHI gère des activités de recherche et sur le terrain dans plus de 70 pays et intervient aux côtés de divers partenaires (organismes gouvernementaux et non-gouvernementaux, institutions de recherche, groupes communautaires et secteur privé). FHI vise plus particulièrement :

- la prévention de la propagation du VIH/SIDA et des infections sexuellement transmissibles et la prise en charge des personnes affectées par ces affections ;
- l'amélioration de l'accès des populations à des services de santé de la reproduction, notamment à des méthodes de planification familiale abordables, efficaces et sûres ; et
- l'amélioration de la santé des femmes et des enfants, surtout ceux et celles vivant dans des milieux aux ressources limitées.

FHI a mis au point YouthNet, un programme mondial d'amélioration de la santé de la reproduction et de prévention de la propagation du VIH/SIDA parmi les jeunes de 10 à 24 ans. YouthNet est impliqué dans la recherche, la diffusion d'informations, l'amélioration des services et le renforcement des politiques et programmes liés à la santé de la reproduction et aux besoins des jeunes en matière de prévention du VIH/SIDA, ainsi que dans la protection de leurs droits à travers le monde.

FHI offre divers outils très novateurs et publications, disponibles sur son site : <http://www.fhi.org>

Pour des informations sur YouthNet voir : <http://www.fhi.org/fr/Youthnet/index.htm>

ADVANCE AFRICA

Le consortium **Advance Africa** est un projet de prestation de services de planification familiale/santé de la reproduction (PF/SR), financé par l'USAID. Il intervient sur tout le continent aux côtés du « **Forum of African Women Educationalists/FAWE** », une ONG africaine dont la mission est de promouvoir l'éducation des filles en Afrique sub-saharienne et dont les membres et les filiales sont répartis sur 33 pays africains. Le principal objectif de l'organisation est d'accroître les taux de scolarisation et de rétention à l'école des filles ainsi que l'amélioration de la qualité de l'enseignement dispensé aussi bien aux filles à tous les niveaux du système scolaire qu'aux femmes dans les universités.

Pour aider les filles à surmonter les différents obstacles, Advance Africa et le FAWE cherchent à faciliter les informations et services de santé de la reproduction chez les adolescentes (SRA), dans le but de retarder le début de la vie sexuelle et encourager des comportements sexuels sûrs chez les adolescentes. Advance Africa s'emploie à doter les filles scolarisées des connaissances et compétences, par le biais des représentations nationales du FAWE. Ces représentations fonctionnent soit de façon autonome, soit au sein du système éducatif formel (ex. Centres d'Excellence), sous forme d'activités parascolaires (clubs de jeunes filles, éducation par les pairs) ou encore des programmes informels d'autonomisation. Le but ultime de l'organisation est de renforcer les capacités des sections nationales du FAWE afin qu'elles puissent intégrer la SRA dans leurs programmes ; ce, en leur offrant une formation et de petites subventions.

En Afrique de l'Ouest, des membres du Forum ressortissantes du Mali et du Sénégal ont pu participer au cours de SRA organisé en avril 2003. Ce cours visait à renforcer les capacités des membres en matière de mise en œuvre de programmes de SRA et techniques de formation. Il devait en outre leur permettre de transmettre les connaissances et compétences acquises à des enseignantes, pairs leaders et animateurs de clubs de jeunes filles, pour ainsi atteindre une plus large population de jeunes.

Pour des informations complémentaires sur l'assistance technique offerte par Advance Africa, visiter le site : <http://www.advanceafrica.org>

Pour des informations sur les activités du FAWE, voir <http://www.fawe.org>

MTT/WEST

La mise en œuvre de MTT/West est confiée à ACI, une ONG basée au Sénégal, sur financement de l'USAID, à travers AIR et FHI. MTT/West a été créée sur le modèle de MTT/South qui avait été mis au point et exécuté avec succès en Afrique australe et de l'Est (voir Chapitre 1 ci-dessus).

MTT/West consiste en une équipe pluridisciplinaire appuyée par un réseau de personnes ressources particulièrement sollicitées dans le secteur de l'éducation en Afrique de l'Ouest. De plus en plus, MTT/West se révèle être une source efficace d'assistance technique pour le développement de réponses efficaces et exhaustives à l'épidémie de VIH dans le secteur de l'éducation.

Les domaines de compétence de MTT/West couvrent : le développement d'organisations, la planification de l'éducation, l'élaboration de programmes scolaires, la formation d'enseignants, le suivi-évaluation, les systèmes de gestion de l'éducation, la recherche statistique, l'épidémiologie, le VIH/SIDA, la communication, l'administration d'écoles, la recherche opérationnelle, l'audit et les contrôles financiers, la production de matériel didactique.

A l'heure actuelle, MTT/South entretient de bonnes relations de travail avec des partenaires de l'éducation comme l'UNICEF, l'UNESCO, ERNWACA/ROCARE, la Banque mondiale et d'autres ONG d'éducation telles que World Education, Plan International, Aide et Action, mais aussi les Associations de Parents d'Elèves (APE), les syndicats d'enseignants et autres partenaires pour une réponse multisectorielle. MTT doit recevoir des financements d'un groupe de bailleurs de fonds (fondations, institutions de formation et organes consultatifs sur le VIH/SIDA, au niveau national).

Pour des informations complémentaires sur MTT/West, contacter ACI à : <http://www.acibaobab.org>

Adresser toute question concernant l'USAID, ses financements, son assistance technique et les conditions d'admissibilité à ses missions résidentes ou visiter le site www.usaid.gov

2.1.2 DFID / DÉPARTEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE

Organe d'aide bilatérale du gouvernement britannique, le DFID est le deuxième plus gros bailleur de fonds bilatéral en matière de lutte contre le VIH/SIDA. Bien qu'il soit plus actif en Afrique australe et de l'Est, le DFID compte de nombreux programmes en Afrique de l'Ouest, en Guinée et au Ghana, notamment. Ainsi, il soutient le programme régional pour l'Afrique de l'Ouest intitulé : « Accélérer la réponse du Secteur de l'Education au VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest Francophone » (voir détail plus bas). Par ailleurs, le DFID finance la recherche sur des questions relatives à la santé de la reproduction et au VIH/SIDA menée au Mali et au Ghana, par le Centre d'études sur la population de la « London School of Hygiene and Tropical Medicine ».³

En Guinée, le DFID a créé le « SGS », programme de petites subventions visant les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Les priorités retenues dans le cadre de ce programme tournent autour de l'appui aux politiques et actions de promotion de moyens de subsistance pérennes. Des ressources sont également engagées dans la promotion d'opportunités d'éducation et de santé, ainsi que la protection et la meilleure gestion de l'environnement. D'autres fonds sont accordés en appoint à des programmes de développement déjà lancés, surtout dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.

Devenue bénéficiaire du SGS en 2002, la Guinée a reçu des financements au cours des trois derniers exercices budgétaires 2001-2002, 2002-2003, et 2004-2005. L'ambassadeur de Guinée, seul fonctionnaire du programme basé au Royaume Uni, gère le programme, avec l'assistance administrative du bureau londonien du DFID. Les engagements du programme pour l'année en cours (2004-2005) s'élèvent à 50.000 £ (100.000 \$ EU).

³ Informations complémentaires sur : <http://www.lshtm.ac.uk/cps/dfid/westafrica.htm>

Au Ghana, le DFID est le plus gros bailleurs de fond bilatéral avec plus de 60 millions de £ (120 millions de \$ EU) d'aide en 2002-2003, dont 25 millions de £ sous forme d'appui budgétaire. Le DFID a également financé l'intégralité du programme de marketing social du préservatif et de l'approvisionnement du secteur public destiné à la lutte contre la propagation du VIH/SIDA.

Pour toute information complémentaire sur le rôle du DFID, voir : <http://www.dfid.gov.uk>

2.1.3 (GTZ) DEUTSCHE GESELLSCHAFT FÜR TECHNISCHE ZUSAMMENARBEIT

La GTZ est l'agence allemande d'aide bilatérale, présente au Sénégal, au Mali et en Guinée sur divers projets d'éducation et de santé. Au Sénégal, la GTZ finance actuellement des programmes de santé de la reproduction dans la zone de Grand Dakar et au Sud du pays. A Kaolack, elle finance un projet d'alphabétisation des femmes. Au Mali, le projet « Lutte contre le VIH/SIDA dans les programmes d'éducation de base » financé par la GTZ s'est achevé en avril 2005. En Guinée, la GTZ intervient dans le Counselling et le Dépistage Volontaire(s). Aujourd'hui, l'agence allemande s'oriente vers l'intégration de la lutte contre le VIH/SIDA dans tous les projets et ne finance dès lors plus de projets portant exclusivement sur le VIH/SIDA.

Pour de plus amples informations sur les activités de GTZ en Afrique de l'Ouest, voir <http://www.gtz.de>

2.1.4 L'AGENCE CANADIENNE POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

The Canadian International Development Agency (CIDA) is funding global HIV/AIDS initiatives in a variety of ways:

- soutient le Fonds mondial de Lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme ;
- est le bailleur de fonds principal de l'Initiative 3 x 5 de l'OMS
- contribue à l'Initiative internationale pour un vaccin contre le SIDA et au programme africain de recherche de vaccin contre le SIDA, tous deux travaillant à la mise au point d'un vaccin préventif du SIDA ; et
- aide au renforcement des capacités en matière de soins de santé, dans les pays en développement, grâce à son appui aux stratégies initiées et menées par les pays eux-mêmes pour la formation des agents de santé, l'établissement de systèmes d'approvisionnement en médicaments et de suivi-évaluation des programmes VIH/SIDA.

L'ACDI assure l'utilisation efficace et efficiente de ses ressources par l'intégration des problèmes liés au VIH/SIDA dans tous ses programmes en Afrique ainsi que la consolidation des acquis et le partage des leçons et expériences. Elle concentre par ailleurs ses ressources sur des pays dits difficiles tels que l'Afrique du Sud, le Mozambique et la Tanzanie. Cependant, elle compte aussi des programmes, de moindre envergure, en Afrique de l'Ouest (voir rapports pays). Ainsi, elle finance la phase 3 de « WAPCAS » - projet de lutte contre le SIDA et les IST en Afrique de l'Ouest, dont la mise en œuvre commencée en 2001 ira jusqu'en 2006. Ce programme régional porte sur la prévention, le traitement et la prise en charge de personnes évoluant dans les milieux du commerce sexuel, au Sénégal, au Mali, au Ghana et en Guinée.

L'ACDI est également un bailleur de fonds majeur du secteur de l'éducation à travers l'Afrique de l'Ouest. Au Sénégal, par exemple, près de 60 % du budget de l'ACDI est affecté à des programmes d'éducation comme :

- l'amélioration de la qualité,
- l'élaboration de programmes,

- le recrutement de volontaires de l'enseignement et
- l'enseignement technique.

L'ACDI n'a pas encore de programme Education et VIH mais elle est en train de passer en revue ses priorités et stratégies de développement pour les cinq prochaines années. Selon toute vraisemblance, son nouveau programme sera une continuation de son appui aux activités de lutte contre le VIH/SIDA, peut-être conjointement aux programmes éducationnels.

Pour de plus amples informations sur les activités de l'ACDI à travers le monde, voir le site : <http://www.acdi-cida.org>

Pour des informations sur les programmes locaux et l'accès aux financements, contacter la représentation de l'ACDI dans le pays.

2.1.5 JICA, L'AGENCE JAPONAISE DE COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

L'agence japonaise de coopération pour le développement international (JICA) est engagée depuis très longtemps dans des projets d'éducation et de santé en Afrique de l'Ouest. Elle s'intéresse de plus en plus à la réponse à la pandémie du VIH/SIDA. Ainsi, au Sénégal, JICA va financer des centres de counselling et dépistage volontaire(s) (CDV) dont huit seront installés par FHI. JICA apporte également un concours direct aux Etats ou à des organes de coordination des activités de lutte contre le VIH/SIDA, tels que le CNLS au Sénégal.

Pour de plus amples informations sur les programmes de la JICA visiter le site : <http://www.jica.go.jp/english/>

2.2 ORGANISMES MULTILATÉRAUX

2.2.1 LA COMMISSION EUROPÉENNE

Avec le soutien des Etats membres et du Parlement Européen, la CE a affecté, entre 2003-2006, un montant total de plus d'un milliard d'Euros à la lutte contre les trois maladies de la pauvreté (VIH/SIDA, tuberculose et paludisme). Les 340 millions d'Euros annoncés par la CE pour la période 2003-2006 (170 millions du budget et 170 millions du FED) viennent s'ajouter aux 120 millions d'Euros qu'elle y avait déjà affectés en 2002. Avec un total de 460 millions d'Euros, la CE est donc le deuxième plus gros contributeur au Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, derrière les Etats Unis.⁴

A l'heure actuelle, l'essentiel de l'aide de la Commission Européenne, notamment dans la santé et l'éducation, est directement octroyée sous forme d'appui budgétaire aux gouvernements. Par conséquent, l'accès aux fonds de la CE est négocié par les hauts responsables des ministères sectoriels.

Pour des informations complémentaires sur la Commission Européenne, visiter : <http://www.Europa.eu>

⁴ <http://europa.eu>: Action de la Commission Européenne contre le VIH/SIDA, 28 novembre 2003, Bruxelles, Belgique..

2.2.2 LE FONDS MONDIAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME

Le Fonds mondial avait été créé en 2001 pour attirer, gérer et décaisser des ressources destinées à la lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. En étroite collaboration avec d'autres organismes privés, bilatéraux et multilatéraux impliqués dans les questions de santé et de développement, le Fonds veille à ce que les nouveaux programmes financés soient coordonnés à ceux qui existaient déjà. Aussi, le fonds recherche-t-il activement le complément nécessaire aux financements dégagés par les différents bailleurs de fonds et utilise ses propres subventions pour catalyser des investissements supplémentaires de la part des bailleurs de fonds et des bénéficiaires eux-mêmes.

A la mi-2004, le Fonds mondial avait reçu 3,192 milliards de \$ EU de contributions, sur un total annoncé de 5,615 milliards, d'ici 2008. Dans ses deux premiers tours d'octrois de dons le Fonds mondial avait engagé 1,5 milliards de financement sur 154 programmes, dans 93 pays à travers le monde.

Le Fonds mondial accorde des subventions aux pays par un processus d'appel d'offres. Ainsi, tous les trois ans environ, il lance auprès des pays un appel à projets sur le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme. Ces propositions de projets sont ensuite examinées par un panel de spécialistes de différents domaines d'expertise.

Modalités de demande de financement. Préalablement à toute demande de financement, chaque pays doit établir un Mécanisme National de Coordination (MNC) afin de coordonner les soumissions de projets et de gérer les financements. Ces MNC comprennent des représentants des secteurs privé et public (gouvernement, agences bilatérales et multilatérales, organisations non-gouvernementales, institutions universitaires, entreprises privées, et personnes vivant avec les maladies).

Pour chaque financement, le MNC désigne une ou plusieurs organisations privées ou publiques comme Bénéficiaire Principal. Ce Bénéficiaire Principal est légalement responsable de l'exécution au niveau local, du projet financé et assure, entre autres, la supervision des sous-bénéficiaires et la communication au MNC de l'état d'avancement du projet. Le Bénéficiaire Principal travaille également avec le secrétariat à l'élaboration d'un accord sur deux ans précisant les résultats escomptés du programme. Durant la période couverte par l'accord, le Bénéficiaire Principal demande des décaissements supplémentaires sur la base des progrès avérés en direction des résultats attendus. Ce système d'octroi de financement basé sur les performances démontre l'engagement du Fonds mondial quant à ces résultats.

**TABLEAU 2: MOBILISATION DE RESSOURCES POUR LE FONDS MONDIAL
AU 26 NOVEMBRE 2004**

SOURCE	CONTRIBUTIONS À CE JOUR		ENGAGEMENTS POUR 2005		ENGAGEMENTS JUSQU'EN 2008	
	\$ EU MILLIONS	%	\$ EU MILLIONS	%	\$ EU MILLIONS.	%
USA	983	31%	200	22%	1,883	33%
EUROPE	1,669	52%	638	71%	3,098	55%
RESTE DU MONDE	386	12%	67	7%	480	9%
PRIVATE SECTOR	154	5%	0	0%	154	3%
SECT. PRIVÉ	3,192	100%	905	100%	5,615	100%

Source: http://www.theglobalfund.org/resource_mobilization

**TABLEAU 3: ALLOCATIONS ET DÉCAISSEMENTS DU FONDS MONDIAL DANS NOTRE
ZONE D'ÉTUDE**

PAYS	FINANCEMENT TOTAL REQUIS	FINANCEMENT APPROUVÉ POUR LES 2 PREMIÈRES ANNÉES	TOTAL DÉCAISSÉ À MARS 2005
GHANA	14.170.122 \$ EU	4.965.478 \$ EU	3.324.603 \$ EU
MALI	56.340.436 \$ EU	23.483.230 \$ EU	0 \$ EU
GUINÉE	13.230.165 \$ EU	4.804.696 \$ EU	1.386.720 \$ EU
SÉNÉGAL	11.714.285 \$ EU	6.000.000 \$ EU	3.142.859 \$ EU

Source: <http://www.theglobalfund.org/disbursements>

Pour de plus amples informations sur le Fonds mondial et les modalités de soumission de projets voir le site :
<http://www.theglobalfund.org>

2.2.3 LA BANQUE MONDIALE/ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

L'Association internationale de Développement (IDA)⁵ a engagé dans la lutte contre le VIH/SIDA à travers le monde, plus de 1,7 milliards \$ EU dans la prévention, la prise en charge et le soutien ; dont 1 milliard \$ EU dans le programme « MAP » (programme multi-pays). Sur ce montant, 472 millions ont été engagés sous forme de dons alloués en 2003. Outre les projets exclusivement consacrés au VIH/IDA et aux infections sexuellement transmissibles, l'IDA finance des projets dans lesquels le VIH/SIDA figure comme composante parmi d'autres améliorations plus larges du secteur de la santé. L'IDA appuie également les volets VIH/SIDA de projets dans des secteurs autres que la santé, la nutrition et la population.

⁵ L'Association internationale de Développement fait partie du groupe de la Banque mondiale. Créée en 1960, elle offre des prêts à long terme et sans intérêts au pays en développement les plus pauvres. L'IDA accorde une période de grâce de 10 ans avant le début des remboursements qui s'étalent sur 40 ans. Aujourd'hui, 39 des pays IDA sont situés en Afrique. La classification IDA est fonction du revenu par tête d'habitant et de la capacité de remboursement des pays. Ainsi, les pays ayant un revenu per capita de moins de 885 \$ EU sont généralement classés IDA.

Destiné à intensifier l'action dans le plus grand nombre de pays possible, le MAP a pour objectifs spécifiques de démultiplier les programmes de prévention, prise en charge et traitement, d'atténuer l'impact de la pandémie dans tous les secteurs et de renforcer la mise en œuvre de programmes à tous les niveaux. Tous les pays IDA d'Afrique peuvent accéder aux fonds du MAP, sous forme de prêts ou de dons. Les projets MAP viennent en appui à la mise en œuvre de stratégies nationales de lutte contre le VIH/SIDA. Ils permettent d'amener les flux de financement vers tous les secteurs et parties prenantes de la réponse au VIH/SIDA ; une part considérable (près de 50 %) allant aux ONG et organisations à base communautaire ou religieuse. Les projets MAP soutiennent également le développement d'institutions, outils et processus fiduciaires tendant à renforcer la capacité de chaque pays à mettre en œuvre ses propres programmes.

Le projet MAP avait été lancé en septembre 2000, avec un montant initial de 500 millions \$ EU (MAP 1), puis une allocation supplémentaire de 500 millions \$ EU avait été approuvée, en février 2002, au titre du MAP 2. En fin février 2002, le Sénégal était le premier pays bénéficiaire du MAP 2 et au 31 décembre 2003, quelque 28 programmes MAP étaient approuvés et 8 autres attendaient leur approbation avant la fin 2004. En mi- 2004, tous les fonds MAP étaient engagés.⁶

En juin 2001, la Session Extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur le VIH/SIDA (UNGASS) recommandait que tous les financements de la lutte contre le VIH/SIDA se fassent sous forme de dons. En juillet 2002, cette recommandation fut prise en compte par l'IDA 13, autorisant l'Association à accorder des dons pour des projets VIH/SIDA conçus à partir de la fin 2002, comme ceux du Mali et de la Guinée. Le tableau 4 ci-dessous présente un récapitulatif des financements MAP au Sénégal, en Guinée, au Mali et au Ghana.

En juin 2004, un don IDA de 60 millions \$ EU avait été approuvé au profit d'un programme régional visant à améliorer l'accès au traitement dans trois pays africains : le Burkina Faso, le Ghana et le Mozambique. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) apporteront leur assistance technique et leur concours dans la coordination afin de faciliter un processus d'apprentissage mutuel entre pays.

TABLEAU 4: ALLOCATION DE FONDS MAP DANS NOTRE ZONE D'ÉTUDE

PAYS	MONTANT ACCORDÉ (PRÊTS/DONS)	DATE D'APPROBATION	DATE D'ACHÈVEMENT
SÉNÉGAL	30.000.000 \$ EU (prêt)	7 février 2002	30 septembre 2007
MALI	15.000.000 \$ EU (don)	17 juin 2004	31 juillet 2009
GUINÉE	20.300.000 \$ EU (don)	13 décembre 2002	30 juillet 2008
GHANA	25.000.000 \$ EU (prêt)	28 décembre 2000	30 juin 2005

Source: <http://www.worldbank.org/afr/aids/map.htm>

Pour de plus amples informations sur les programmes de la Banque mondiale, voir: <http://www.worldbank.org>

2.2.4 ONUSIDA

Le Programme conjoint des Nations Unies sur le VIH/SIDA, ONUSIDA, est le premier défenseur d'une action mondiale concertée sur la pandémie. Il dirige, renforce et appuie une réponse élargie destinée à prévenir la transmission du VIH, assurer la prise en charge et le soutien, réduire la vulnérabilité des individus et communautés devant le VIH/SIDA et à atténuer l'impact de l'épidémie. L'ONUSIDA rassemble les initiatives et ressources de dix organisations du système des Nations Unies ayant pour but

⁶ Interim Review of MAP, October 2004, the World Bank, Washington, DC

d'aider le monde à prévenir de nouvelles infections au VIH, prendre en charge ceux qui sont déjà infectés et atténuer l'impact de la pandémie.

Les dix organisations co-parrainant l'ONUSIDA sont :

- Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR)
- Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)
- Programme Alimentaire Mondial (PAM)
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
- Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP)
- Office des Nations Unies contre les Drogues et le Crime (UNODC)
- Organisation Internationale du Travail (OIT)
- Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO)
- Organisation Mondiale de la Santé (OMS)
- Banque mondiale

Au niveau régional, l'ONUSIDA a mis sur pied une équipe inter-agences pour l'éducation (IATT) ainsi qu'un groupe de travail devant aider les pays à accélérer la réponse de leur secteur éducation au VIH/SIDA, en Afrique sub-saharienne. Il s'agit d'un effort multi-partenaires impliquant les pays, les partenaires au développement, la société civile et le secteur privé, qui vise la promotion d'une meilleure compréhension, d'un leadership plus fort et de réponses nationales plus efficaces à tous les niveaux du secteur de l'éducation. Le programme poursuit deux objectifs fondamentaux. Le premier consiste à réaliser l'Education Pour Tous (EPT) et les OMD, malgré l'impact du VIH/SIDA sur les systèmes d'éducation. Le deuxième objectif consiste à ouvrir une « Fenêtre d'Espoir » pour la prochaine génération, en renforçant la capacité du secteur de l'éducation à répondre par des actions de prévention de l'infection à VIH, menées en temps opportun auprès des apprenants et des enseignants.

A ce jour, 24 pays et autant de partenaires au développement ont pris part à la création de réseaux de partage des informations et à l'organisation de séminaires aux niveaux régional et sous-régional. Des réseaux ont ainsi été créés en Afrique de l'Est (avec six pays et un premier séminaire sous-régional à Mombasa, au Kenya, en novembre 2002), en Afrique Centrale (sept pays ayant démarré à Libreville, au Gabon, en mai 2003), au Nigeria (le gouvernement fédéral et 14 Etats, lancement à Abuja, en juin 2003) et un réseau régional lusophone (cinq pays, lancement à Maputo, au Mozambique, en février 2004). Les pays d'Afrique de l'Ouest ont pour leur part tenu deux conférences distinctes (voir détail à la section 2.3.2). Ces séminaires ont pour but d'aider les ME dans :

- la promotion, au niveau ministériel, d'une meilleure compréhension et d'une participation des leaders politiques ;
- le partage d'expériences entre pays et Etats pour le renforcement des capacités, la promotion de la compréhension des problèmes et la planification d'actions réalisables ; et
- l'assistance pour une capacité accrue du secteur de l'éducation à mettre au point et appliquer une réponse plus efficace et à accéder aux ressources destinées à la lutte contre le VIH/SIDA.

Pour de plus amples informations sur ces activités et les actions de suivi, visiter le site <http://www.UNAIDS.org>

2.2.5 UNESCO

L'UNESCO fonctionne comme un laboratoire d'idées qui fixe les normes de passation d'accords sur des questions d'éthique émergentes. Elle sert également de Clearing house pour la dissémination et l'échange d'informations dans les domaines de l'éducation, des sciences, de la culture et de la communication. S'agissant de l'éducation, l'UNESCO abrite l'Institut International de Planification de l'Education (IIEP) qui avait été créé pour renforcer la capacité des pays en matière de planification et de gestion de leurs systèmes éducatifs. L'IIEP offre aux planificateurs et gestionnaires une formation en analyse, gestion, exécution, suivi et évaluation. Par ailleurs, il fournit aux institutions une assistance technique visant à améliorer leurs routines administratives, leur organisation et les compétences de leurs dirigeants.

Au sein de l'IIEP, l'UNESCO a créé un service d'échange d'informations sur l'impact du VIH/SIDA sur l'éducation, appelé Clearing house qui offre des centaines de documents et des liens à des sites Internet. L'impact du VIH/SIDA y est appréhendé par le biais d'outils et approches pratiques à la prévention et à l'atténuation de l'impact.

Pour de plus amples informations sur le Clearing house VIH/SIDA de l'IIEP, visiter les sites:

http://www.unesco.org/iiep/eng/focus/hiv/hiv_1.htm

[http://www.hivaidsclearinghouse@unesco.org](mailto:www.hivaidsclearinghouse@unesco.org)

L'UNESCO assure également la mise en œuvre du programme « **Global Curriculum Bank for Preventive Education** », une banque de données internationales regroupant des programmes scolaires et de la documentation connexe sur l'éducation préventive du VIH/SIDA au niveau de l'enseignement primaire et secondaire.

Le matériel géré par cette banque de données comprend, entre autres :

- des documents-cadres, plans, programmes scolaires, à utiliser dans les écoles et les instituts de formation d'enseignants ;
- du matériel d'apprentissage et d'enseignement à utiliser dans les salles de classe (cahiers, fiches, livres, etc.) ;
- des guides de formation des enseignants et supports didactiques (sous différents média);
- des études et recherches liées à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de programmes ;
- des descriptions/études de cas de programmes VIH/SIDA efficaces.

Pour de plus amples informations sur le Global Curriculum Bank, visiter :

http://www.ibe.unesco.org/hivaids/5-databk/databk1_intro.htm

2.2.6 UNICEF

Toutes les actions de l'UNICEF sont régies par les principes contenus dans la Convention sur les droits de l'Enfant qui reconnaît à chaque enfant le droit de se développer physiquement, mentalement et socialement selon ses potentialités et d'exprimer librement ses opinions. Le VIH/SIDA constitue une préoccupation majeure pour l'UNICEF car l'épidémie affecte nombre de ces droits fondamentaux de l'enfant.

Figurant parmi les principales agences des Nations Unies luttant contre le VIH, l'UNICEF mobilise des ressources financières et s'emploie à convaincre les Etats à placer le VIH/SIDA au sommet de leurs priorités. L'UNICEF combat l'épidémie aux côtés des gouvernements, des ONG, des groupes religieux, des organisations de jeunes et de nombreux autres partenaires, dans 160 pays à travers le monde.

Dans de nombreux pays, l'UNICEF fait la promotion de l'éducation basée sur les aptitudes à la vie quotidienne comme moyen de donner aux jeunes la capacité de relever les défis que pose la situation. Cette éducation basée sur les aptitudes à la vie quotidienne fait appel à un processus interactif d'enseignement et d'apprentissage qui permet aux apprenants d'acquérir des connaissances et de développer des attitudes et aptitudes les amenant à adopter des comportements sains. Elle constitue un élément indispensable dans la définition de l'éducation de qualité à l'UNICEF.

Pour de plus amples informations sur le programme « LSBE » /Aptitude à la vie quotidienne, voir : <http://www.unicef.org/>

2.3 AUTRES INITIATIVES RÉGIONALES ET MONDIALES

2.3.1 LE PROGRAMME « FRESH » (CONCENTRATION DES RESSOURCES SUR LA SANTÉ EN MILIEU SCOLAIRE)

Reconnaissant l'importance et le potentiel d'un environnement scolaire sain, quatre agences internationales - possédant chacune plusieurs décennies d'expérience spécialisée dans l'amélioration de l'enseignement et de la santé à l'école – ont récemment convenu d'un cadre commun de renforcement des programmes de santé, d'hygiène et de nutrition à l'école. Ouvrant ensemble à la concentration des ressources sur une santé à l'école effective, l'UNESCO, l'UNICEF, l'OMS et la Banque mondiale, en collaboration avec « Education International », recommandent l'adoption d'un cadre embrassant un noyau de composantes à bon rapport coût-efficacité, comme point de départ commun à toutes les écoles. Parmi ces composantes figurent :

- des politiques scolaires liées à la santé,
- l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement comme première étape vers un milieu scolaire sain, sûr et sécurisant,
- l'éducation pour la santé basée sur des compétences,
- la santé et les services de nutrition à l'école.

Toutes ces composantes s'appuient sur des partenariats effectifs entre apprenants, enseignants, parents, communautés et autres.

« FRESH » constitue surtout un outil d'assistance aux gouvernements et autres agences dans leurs actions pour une meilleure santé pour l'éducation et une meilleure éducation à la santé. Il faudra une intégration réussie de FRESH dans les plans nationaux d'action pour mettre ces idées en pratique au profit des enfants et des jeunes.

2.3.2 INITIATIVES RÉGIONALES EN AFRIQUE DE L'OUEST : ACCÉLÉRER LA RÉPONSE DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION AU VIH/SIDA, EN AFRIQUE DE L'OUEST FRANCOPHONE ET ANGLOPHONE.

« Accélérer la réponse du secteur de l'éducation au VIH/SIDA, en Afrique sub-saharienne » est une initiative des pays affectés par le VIH/SIDA et l'équipe inter-agences de l'ONUSIDA pour l'éducation (IATT) qui appelle à un effort concerté de plusieurs partenaires pour la promotion de l'Education Pour Tous (EPT) et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), et le renforcement des capacités du secteur de l'éducation à répondre à temps par des actions de prévention de l'infection chez les apprenants et les enseignants. Les pays affectés travaillent avec les partenaires au développement à l'opérationnalisation de cette initiative par :

- la promotion, au niveau ministériel, d'une meilleure compréhension et d'une participation des leaders politiques ;
- le partage d'expériences entre pays et Etats pour le renforcement des capacités, la promotion de la compréhension des problèmes et la planification d'actions réalisables ; et
- l'assistance pour une capacité renforcée du secteur de l'éducation à concevoir et mettre en œuvre une réponse plus efficace et à accéder aux ressources destinées à la lutte contre le VIH/SIDA.

A ce jour, deux ateliers ont été organisés en Afrique de l'Ouest, l'un au Sénégal, en novembre 2004, pour les pays francophones et l'autre, par le Ministère ghanéen de l'éducation, en août 2004, pour les pays anglophones (Gambie, Ghana, Liberia et Sierra Leone, avec des observateurs du Nigeria et de pays francophones).

Ces ateliers devraient mener à la constitution d'un réseau régional ouest-africain de communication de pays anglophones comme francophones. Les rapports des ateliers seront diffusés dans tous les pays d'Afrique de l'Ouest et traduits, le cas échéant.

Pour de plus amples informations, voir :

<http://www.schoolandhealth.org/HIV-AIDS&Ed/HIV-AIDS&Education-Accelerate.htm>

2.3.3 CONFERENCE OF MINISTERS OF EDUCATION OF THE ECONOMIC COMMUNITY OF WEST AFRICAN STATES

La CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) est une organisation inter-gouvernementale regroupant 15 pays (Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo). La Mauritanie y avait adhéré mais s'est retirée, ne participant plus qu'à certaines manifestations comme les ateliers décrits plus haut.

La Conférence des Ministres de l'Education s'est engagée à soutenir un nouveau programme dénommé « Appui à l'Education Préventive contre le VIH/SIDA dans les Pays de la CEDEAO ». ⁷ Ce programme couvre les 15 pays de la CEDEAO pour la période septembre 2004 - août 2007, avec un budget de 1.115.573 \$ EU. Le programme a pour objectifs :

- d'établir un cadre consultatif d'échange et de partage d'expériences entre les acteurs intervenant en matière de VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation des pays membres de la CEDEAO ;
- de promouvoir, à tous les niveaux du système éducatif, un enseignement des compétences nécessaires à la vie quotidienne qui soit spécifique au contexte ; et
- de promouvoir la prise en charge et le soutien en faveur du personnel du système éducatif infecté ou affecté par le VIH/SIDA.

Ce programme sera mis en œuvre avec le soutien de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA).

2.3.4 ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'EDUCATION EN AFRIQUE (ADEA)

L'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA) a été créée à l'initiative de la Banque mondiale en 1988. Alors appelé « Donors to African Education/DAE », son objectif était d'encourager la collaboration et la coordination entre agences de développement dans l'appui à l'éducation en Afrique. L'ADEA se concentre désormais sur le développement de partenariats entre ME et agences de financement en vue de promouvoir des politiques d'éducation efficaces basées sur l'appropriation et la direction des actions par les Africains eux-mêmes.

L'ADEA est un réseau constitué de Ministères africains de l'Education, d'agences de développement, de chercheurs et spécialistes de l'éducation et d'ONG actives dans le secteur de l'éducation. Sa mission est :

- de promouvoir le dialogue et les partenariats ;
- de développer un consensus autour des questions de politique qui se posent à l'Afrique ;

⁷ Conférence des Ministres de l'Education des Pays membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDAO), Programms D'Education, Document de Programme 1: Appui à l'Education Préventive contre le VIH/SIDA dans les Pay de la CEDAO, Révisé, Dakar, avril 2004.

- de renforcer les capacités des ministères africains à élaborer, gérer et exécuter des politiques ;
- de promouvoir le partage d'expériences et de stratégies efficaces ; et
- de promouvoir des politiques, projets et programmes d'éducation endogènes.

ADEA has established several working groups and the ad hoc Working Group on HIV/AIDS and Education to address the impact of HIV/AIDS on the education sector in sub-Saharan Africa. Working in collaboration with ADEA constituencies (working groups, partner agencies and countries), the ad hoc group supports the sharing of strategies and practices that mitigate the devastating impact of HIV/AIDS.

This initiative addressed the problems and issues of HIV/AIDS in terms of the impact of HIV/AIDS on the education sector and ways by which the education sector can respond to the challenges of HIV/AIDS. The rationale for its creation stems from the need by ADEA to address cross-cutting issues in a more systematic and coherent manner. The activities mentioned above will be carried out in collaboration with other partners such as the UNESCO IIEP, the IATT, the MTT and UNDP HIV/AIDS Regional Project.

Pour de plus amples informations sur les activités de l'ADEA, veuillez visiter : <http://www.adeanet.org>

2.3.5 ROCARE : RÉSEAU OUEST ET CENTRE-AFRICAIN DE RECHERCHE EN EDUCATION

Seul réseau bilingue de recherche en éducation en Afrique de l'Ouest et du Centre, le ROCARE compte 250 membres actifs dans 13 pays. Le VIH/SIDA et l'éducation figurent parmi ses priorités de recherche pour la période 2002-2010. Le ROCARE a déjà effectué des travaux sur ce thème au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Sénégal et au Togo et pourrait en mener d'autres au Bénin et en Guinée. Les synthèses thématiques et nationales produites sont disponibles sur le site du Clearing house de l'IIEP.

Pour des informations complémentaires sur le travail du ROCARE, visiter : <http://www.rocare.org>

3. FONDATIONS INTERNATIONALES ET DONATEURS INSTITUTIONNELS

Selon l'ONUSIDA, il existe très peu de données sur les dépenses des fondations internationales et ONG en matière de VIH/SIDA. Suite à une enquête sur l'an 2000, le Secrétariat de l'ONUSIDA a pu documenter un total de 136 millions \$ EU dépensés par 20 fondations internationales et ONG. Pour 2001 et 2002, les dépenses comparables devraient être de l'ordre de 200 millions \$ EU par année.

Une description sommaire des fondations soutenant des programmes en Afrique de l'Ouest est présentée ci-après. Celles-ci pourraient être autant de sources potentielles de financement pour les ME ou le secteur plus large de l'éducation. Des informations spécifiques ont été données sur les modalités de demande de financement auprès de certaines de ces fondations.

3.1 FONDATION BILL ET MELINDA GATES

La fondation Bill et Melinda Gates est la deuxième organisation philanthropique la plus importante. Entre 1994 et juin 2004, la Fondation Gates a offert des dons d'un montant total de 796.864.785 \$ EU. Pour 2003, elle a accordé 171.624.696 \$ EU et à la fin du premier trimestre 2004, elle en était à 47.425.413 \$ EU supplémentaires. La fondation Gates a par ailleurs annoncé une contribution de 100.000.000 \$ EU au Fonds mondial sur une période de 10 ans.

Le « Global Health Program » (Programme Mondial pour la Santé) œuvre à combler l'écart en matière de santé, entre pays en développement et pays industrialisés, en apportant les ressources nécessaires pour favoriser le progrès en science, médecine et santé publique. Le programme « Global Health » se concentre sur les maladies et conditions de santé qui pèsent le plus sur le monde en développement et sont à la base des disparités sanitaires entre pays en développement et développés mais font l'objet de très peu d'attention comparativement aux exigences du fardeau qu'elles représentent. Les financements ciblent particulièrement le VIH, la tuberculose, le paludisme et les autres maladies infectieuses, en plus des projets visant à améliorer la santé de la reproduction, la santé infantile et maternelle et la nutrition.

De manière générale, Gates appuie les projets et programmes de : mise au point, mise à l'évidence et consolidation.

Mise au point : Découverte, mise au point de produits ou expérimentation de technologies sanitaires nouvelles ou améliorées. Exemples :

- découverte et invention de technologies sanitaires apportant une solution à des problèmes qui jusque-là n'étaient pas abordés de manière efficace ;
- recherche appliquée ou expérimentation de technologies sanitaires qui seront utiles aux populations des pays en développement ;
- adaptation de technologies sanitaires efficaces, visant à les rendre plus accessibles, faciles à utiliser et acceptables dans les pays en développement.

Mise à l'évidence : Recherche opérationnelle et projets pilotes ayant pour but de démontrer l'efficacité, dans les pays en développement, d'interventions sanitaires nouvelles ou améliorées.

Exemples :

- tests sur le terrain de nouvelles technologies sanitaires ou autres interventions, en vue de déterminer leur efficacité dans les pays en développement ;
- démonstrations à grande échelle d'interventions préalablement testées sur le terrain, pour en déterminer la faisabilité et le rapport coût-efficacité ; et
- démonstrations de mécanismes novateurs permettant d'accélérer l'élimination et/ou l'éradication de maladies.

Consolidation : analyse des politiques, mécanismes de capacités humaines et mécanismes d'exécution, afin de consolider des interventions dont l'efficacité dans les pays en développement a été prouvée et de soutenir les causes sanitaires à l'échelle mondiale.

Exemples :

- mécanisme de mobilisation de ressources financières, organisationnelles et humaines pour la mise en œuvre d'interventions sanitaires dans les pays en développement ;
- recherche et analyse pour apporter des preuves nécessaires à la prise de décision et à l'évaluation des programmes de santé à l'échelle mondiale ; et
- plaidoyer en faveur d'une prise de conscience, d'un niveau d'activité et de priorité plus important des questions de santé à l'échelle mondiale.

Le programme "Global Health" ne finance pas :

- les campagnes de constitution de capital ou des constructions ;
- les projets ciblant les inégalités sanitaires ou maladies chroniques dans les pays développés ;
- l'assistance directe à des individus ;
- les projets à but exclusivement religieux ;
- les coûts récurrents de programmes ou prestation de services de santé ;
- les campagnes politiques ; et
- le lobbying parlementaire destiné à influencer des lois ou des élections.

Il existe deux voies pour soumettre des demandes de financement dans le cadre du programme «Global Health » :

- en répondant à un appel à propositions, ou
- en envoyant une lettre de demande en ligne.

Avant de déposer une demande de financement, passer soigneusement en revue les priorités d'octroi de dons du programme « Global Health » afin de déterminer si le projet proposé tombe dans le cadre des priorités et stratégies de la Fondation.

Etape 1 : Appel à propositions (AP)

Déterminer d'abord si la proposition correspond à un appel à propositions. Chaque AP a ses propres directives et délais.

Etape 2 : Lettre de Demande (LD)

Si votre projet ne correspond pas à l'un des appels à propositions mais cadre avec les priorités d'octroi de dons, soumettre une LD. Toutes les organisations doivent soumettre une LD sur un formulaire en ligne ; aussi bien les organisations déposant une demande à la fondation pour la première fois que celles qui bénéficient ou ont bénéficié de dons de la fondation.

Étape 3 : Proposition

Si votre demande est acceptée, le personnel du programme va solliciter une proposition qui sera soumise à un examen plus approfondi. Le responsable du programme chargé de votre proposition précisera les directives ainsi que le tableau du budget pour vous aider à développer votre proposition. Ne pas soumettre de proposition à la place de la lettre de demande, ni avant que votre LD ne soit acceptée.

Pour de plus amples informations ou une demande de financement, visiter : <http://www.gatesfoundation.org>

3.2 BRISTOL-MYERS SQUIBB : APERÇU DE « SÉCURISER LE FUTUR »

En 1999, Bristol-Myers-Squibb, un grand laboratoire international fournissant des antirétroviraux et autres produits pharmaceutiques et de soins de santé, cherchait un autre rôle à jouer dans la lutte contre la pandémie. En mai de cette année-là, encouragé par le Secrétaire Général des Nations Unies, Koffi Annan, le laboratoire créa « Sécuriser le Futur », la plus grande initiative jamais lancée par une entreprise pour combattre le VIH/SIDA.

Démarré avec seulement cinq pays d'Afrique australe (Botswana, Lesotho, Namibie, Afrique du Sud et Swaziland), « Sécuriser le Futur » s'est étendu, en 2001, à quatre autres pays d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali et Sénégal). Cet engagement de 115 millions \$ EU sur cinq ans se concentre sur deux domaines : l'animation et l'éducation des communautés, d'une part, la recherche et les soins médicaux de l'autre. « Sécuriser le Futur » cherche à prévenir la transmission du VIH/SIDA et des IST, réduire l'impact du VIH/SIDA sur les individus en responsabilisant les femmes et enfants infectés ou affectés, et étendre l'accès au traitement de diverses manières.

En Afrique de l'Ouest, « Sécuriser le Futur » publie deux fois par an des appels à propositions. Les propositions soumises sont examinées par des comités au niveau national avant d'être transmises au bureau de l'initiative à Bamako. Les propositions sont alors réexaminées par un Comité consultatif international indépendant composé d'Africains impliqués dans la prise en charge et le soutien mais aussi de médecins et chercheurs de France, du Canada et de la Belgique.

Ce comité se réunit deux fois par an, dans chacun des quatre pays d'Afrique de l'Ouest alternativement.

Pour de plus amples informations sur le programme « Sécuriser le Futur », visiter : <http://www.securethefuture.com>

3.3 FONDATION ROCKEFELLER

La Fondation Rockefeller est l'un des plus anciens et plus gros philanthropes privés du monde. Elle s'est engagée à réaliser des améliorations durables des conditions de vie des pauvres, en travaillant avec eux pour les aider à ne pas être exclus des avantages de la mondialisation. Pour ce faire, elle accorde des financements destinés à éradiquer la pauvreté et la faim, réduire le fardeau des maladies, accroître les opportunités d'emploi, améliorer la disponibilité et la qualité des logements et des écoles, et stimuler la créativité et l'expression culturelle.

Dans le cadre du programme « Global Health Equity » la Fondation Rockefeller offre des financements pour :

- les partenariats public-privé combinant des modèles d'entreprise à une mission sociale, dans le but d'accélérer la recherche et l'introduction de médicaments abordables et vaccins contre les maladies de la pauvreté ;
- la compréhension et la prise en charge des problèmes des ménages affectés par le VIH/SIDA tout au long de la chaîne prévention, prise en charge et atténuation de l'impact ; et

- le renforcement de la formation et du déploiement de ressources humaines responsabilisées dans le secteur de la santé, et la promotion de l'utilisation des informations sur la santé dans les processus décisionnels et d'allocation budgétaire.

Les lettres de demande de financement doivent comporter une brève description des problèmes que le projet se propose de prendre en charge, des informations sur l'expérience de l'organisation dans ce domaine, un budget prévisionnel et la durée envisagée du projet, et les qualifications du personnel-clé du projet (ne pas envoyer de pièces jointes).

Les demandes sont examinées au fur et à mesure qu'elles sont reçues, tout au long de l'année et l'examen peut prendre six à huit semaines. Les organisations soumettant des demandes de financement jugées utiles dans certains domaines d'action de la Fondation, par le personnel, seront invitées à présenter des propositions de projet plus détaillées.

Demandes de financement à envoyer à : health@rockfound.org; pour des informations complémentaires sur la Fondation Rockefeller, visiter : <http://www.rockfound.org>

3.4 CARNEGIE CORPORATION DE NEW YORK

La Carnegie Corporation de New York est une fondation donatrice d'intérêt général créée en 1911 par Andrew Carnegie « pour la promotion et la diffusion des connaissances et de la compréhension parmi les populations des Etats Unis d'Amérique ». Les dons de la Fondation pendant l'exercice budgétaire 2003-2004 s'élèvent à plus de 80 millions \$ EU, octroyés à des organisations et institutions à but non-lucratif, pour des projets de nature éducative susceptibles d'avoir un impact national ou international.

LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

La Carnegie Corporation créa en 1999 un programme dit de développement international (« IDP ») qui devait « tenter de renforcer un nombre limité d'universités africaines du Commonwealth afin qu'elles servent de modèle de transformation réussie, soutiennent la cause des femmes dans l'Enseignement supérieur et positionne les bibliothèques publiques africaines dans l'ère de l'informatique ». Le programme cible la formation, l'amélioration de l'accès à la connaissance et l'échange d'informations entre l'Afrique et le reste du monde. Pour réaliser ces objectifs, l'IDP s'est fixé trois axes d'intervention :

- le renforcement des universités africaines,
- la promotion des opportunités des femmes dans l'Enseignement supérieur;
- la redynamisation de quelques bibliothèques africaines sélectionnées.

La Carnegie Corporation poursuit son objectif de renforcement des universités et ses initiatives en faveur des femmes dans l'Enseignement supérieur en Ouganda, en Tanzanie, au Ghana, au Nigeria et en Afrique du Sud. Au Kenya, au Botswana et en Afrique du Sud elle travaille à la redynamisation des bibliothèques. Toutes ces initiatives ont en commun : l'amélioration de l'accès et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, la formation des dirigeants et administrateurs d'institutions et la promotion de l'égalité des genres. Aussi bien dans les universités que les bibliothèques, la fondation reconnaît la nécessité d'une assistance institutionnelle à long terme, souple et axée sur des priorités, sur une durée d'environ 10 ans.

La Carnegie Corporation accepte les demandes de financement à tout moment et il n'y a pas de délais de soumission. Les décisions d'attribution de dons sont prises en fonction des informations fournies par les demandeurs sur le formulaire de soumission de projet de la Corporation. Seules les propositions présentées selon le format officiel sont examinées. Il est conseillé aux candidats au financement qui souhaitent contacter la Corporation avec une demande préliminaire de présenter une lettre de

demande. Si le projet décrit dans ladite lettre est conforme aux directives de la Corporation, l'expéditeur sera contacté et aura à soumettre une proposition selon le format de la Corporation. Une telle sollicitation ne traduit pas l'intention ou l'engagement de la Corporation à accorder le financement.

LETTRÉ DE DEMANDE DE FINANCEMENT : INSTRUCTIONS

La lettre de demande de financement doit décrire sommairement mais clairement le projet envisagé, son but, son importance, sa durée et le montant requis. Ce document ne doit pas dépasser cinq pages. Il doit comporter des réponses aux questions suivantes :

- Quel est le problème ciblé par le projet ? En quoi ce problème est-il important ? Quelle est la relation entre le problème/la question et les centres d'intérêt de la Corporation indiqués dans son bulletin d'information ou sur son site Internet ?
- Quels points forts et compétences votre organisation et son personnel apporteront-ils au projet ?
- Qu'est-ce qui fait de votre organisation la mieux placée pour mener ce projet ?
- Qui va diriger le projet ? Indiquer le personnel-clé et joindre leur CV.
- Que comptez-vous démontrer ou prouver ? Quels moyens utiliserez-vous ? S'il s'agit d'un projet déjà en cours, qu'avez-vous accompli jusque là ?
- Si vous demandez un financement à la Carnegie corporation pour une (ou plusieurs) composante(s) d'un grand projet, préciser les activités pour lesquelles vous demandez une contribution de la Corporation et leur place dans l'ensemble du projet.
- Quels sont les résultats attendus, dans l'immédiat et sur le long terme ?
- Si vous avez demandé des fonds auprès d'autres sources (ou envisagez de le faire), donner la liste de celles-ci et indiquer l'état de votre requête.
- Comment envisagez-vous la diffusion, auprès du public, des informations sur le projet ?

Pour en savoir plus, visiter : <http://www.carnegie.org>

3.5 FONDATION COCA COLA AFRICA

La société Coca Cola et ses partenaires sont parmi les premiers employeurs en Afrique, avec 60.000 employés dans 54 pays. La fondation Coca Cola fut créée pour aider les communautés dans lesquelles la société travaille dans de petits projets communautaires.

En 2001, Coca Cola Africa a entrepris de se focaliser sur trois domaines, en leur consacrant un budget annuel de 4 à 6 millions \$ EU:

1. VIH/SIDA,
2. Education, et
3. Environnement.

Outre son assistance directe à des programmes VIH/SIDA, la fondation est en partenariat avec ONUSIDA pour des initiatives :

- d'infrastructures communautaires, au niveau local ;
- de pratiques sur les lieux de travail ; et
- de communication et marketing.

En septembre 2002, la Fondation Coca Cola Africa lançait un programme d'aide à ses partenaires pour l'élargissement des programmes de soins de santé existants pour y inclure la distribution d'antirétroviraux

à tous les employés, leurs épouses et enfants. Par ailleurs, Coca Cola Africa identifie des opportunités d'animation communautaire susceptibles d'être menées sur une base volontaire au profit des associés, grâce au soutien et au financement de la société-mère. La Fondation est en phase d'établir des partenariats et autres liens avec les ONG et les gouvernements pour la mise en œuvre de programmes VIH/SIDA.

Pour de plus amples informations sur le travail de la Fondation Coca Cola Africa, voir: http://www2.coca-cola.com/citizenship/foundation_africa.html

3.6 LA FONDATION ELTON JOHN SIDA

La vision de la Fondation Elton John SIDA est de procurer des ressources et promouvoir un leadership national qui résultera en des programmes éducationnels sur la prévention du VIH/SIDA et l'amélioration des soins aux personnes vivant avec le VIH/SIDA. La mission de la fondation est d'apporter des financements à des programmes éducatifs visant la prévention de l'infection à VIH et/ou l'élimination des préjugés et de la discrimination contre les personnes affectées par le VIH/SIDA, ou encore des programmes offrant certains services aux personnes porteuses du virus ou à risque.

Les financements de la fondation Elton John pour le SIDA couvrent une large gamme de services d'assistance aux hommes, femmes, jeunes adultes, enfants, nourrissons, minorités et familles entières vivant avec le VIH/SIDA ou à risque. Les dons sont destinés à des programmes et services comprenant l'éducation, les modèles de réduction des risques, la promotion du dépistage et du traitement précoces, l'assistance juridique, les programmes d'accompagnement, les banques d'aliments, les programmes de distribution de repas, les soins en hospice et les services d'adoption pour les orphelins infectés ou affectés par le VIH.

Les demandes de financement auprès de la fondation Elton John SIDA émanant d'organisations situées EN DEHORS des Etats Unis, du Canada et du Mexique, doivent être envoyées à l'adresse suivante :

Elton John AIDS Foundation
1 Blythe Road
London, U.K.
W14 OHG

Pour en savoir plus sur la Fondation Elton John SIDA, visiter: <http://www.ejaf.org>

3.7 OSIWA (OPEN SOCIETY INITIATIVE FOR WEST AFRICA)

OSIWA fait partie de la fondation Soros et dispose d'un budget annuel de 10 millions de \$ EU de subventions, avec quelque 2 millions \$ EU affectés aux activités liées au VIH/SIDA. Les priorités actuelles d'OSIWA en matière de VIH/SIDA comprennent le plaidoyer et le lobbying en faveur des groupes vulnérables et marginalisés, au niveau politique et communautaire, afin de réduire la discrimination et la stigmatisation. Cependant, OSIWA préfère les projets de renforcement des capacités et compétences des OSC pour leur permettre de poursuivre leurs activités une fois le financement OSIWA arrivé à terme.

OSIWA ne finance pas la distribution de traitements, les activités de sensibilisation ou prévention en tant que telles mais plutôt des activités qui viennent en appoint à ce type de programmes ; les fonds OSIWA apportent donc de la « valeur ajoutée ». Il serait par ailleurs plus avantageux pour les pays de soumettre des demandes de financement groupés plutôt qu'individuellement.

OSIWA exige des organisations sollicitant des fonds qu'elles soumettent un dossier complet. En effet, outre la proposition de projet en soi, la demande doit être accompagnée :

- d'une lettre de couverture signée par le président du Conseil d'administration de l'organisation ou un autre haut responsable ;
- du nom de la personne à contacter pour le projet et les coordonnées complètes de l'organisation pour les besoins du suivi et d'éventuels éclaircissements ;
- de la preuve de l'enregistrement de l'organisation et, si possible, un exemplaire de ses statuts ;
- de la liste des membres du Conseil d'administration et de son personnel ;
- de la liste de ses activités en cours ou, si possible, son dernier rapport annuel d'activités ;
- du budget de l'organisation et, si possible, un état financier audité ; et
- d'une évaluation récente du projet ou de l'organisation, si disponible.

Pour en savoir plus sur les actions d'OSIWA, contacter : OSIWA, Point E, Dakar, Sénégal ; Tél. : 221-869 10 24 ou visiter : <http://www.soros.org/about/foundations/westafrica>

3.8 LUTHERAN WORLD RELIEF /LWR (SECOURS LUTHERIEN MONDIAL)

Les bureaux régionaux pour l'Afrique ont identifié trois domaines d'intervention qui reflètent les valeurs et l'expertise de LWR et répondent à des besoins humains importants :

- la prévention du VIH/SIDA (y compris la communication pour le changement de comportements) et le renforcement des capacités des communautés à assister les personnes vivant avec le VIH/SIDA ou affectées par le virus ;
- la sécurité alimentaire à partir d'activités agricoles ou non-agricoles ; et
- la responsabilisation des communautés et l'équité sociale pour tous, notamment les femmes.

En Afrique de l'Ouest, LWR finance actuellement des projets au Sénégal, au Mali, au Niger et au Burkina Faso.

Pour de plus amples informations sur les actions de LWR, visiter : <http://www.lwr.org/africa/>

3.9 COALITION MONDIALE DES ENTREPRISES CONTRE LE VIH/SIDA / CME

La Coalition Mondiale des Entreprises contre le VIH/SIDA (CME) travaille avec une multitude d'organisations intervenant dans la lutte contre le VIH/SIDA et la responsabilité sociale des entreprises au renforcement de ses actions et de celles du secteur privé en général. Des partenariats formels sont constitués au niveau international en vue de créer un réseau pour le secteur privé et de promouvoir des réponses multisectorielles durables face à l'épidémie. Ces partenaires travaillent avec la CME et ses membres dans différentes activités : élaboration de politiques et programmes, planification de manifestations, renforcement de capacités, prestation de services, assistance d'ordre général, etc.

L'INITIATIVE DES FEMMES DU SECTEUR PRIVÉ CONTRE LE VIH/SIDA (« BWI »)

L'initiative des femmes du secteur privé contre le VIH/SIDA (BWI) a été créée en 2004 dans le but de contribuer à la réalisation de ces objectifs. BWI vise à servir de catalyseur à l'implication des femmes chefs d'entreprises dans les initiatives liées au VIH/SIDA ciblant les femmes et les filles. Ce faisant, BWI œuvre à la mobilisation des ressources particulières et énormes du secteur privé, ses réseaux et aptitudes à renforcer les efforts de la CME et à sauver la vie de millions de femmes et de filles à travers le monde. Cette initiative était co-financée par Mary Robinson, ancien Haut Commissaire aux Réfugiés et Présidente de la République d'Irlande, et Dr Mary Ann Leeper, Présidente de Female Health Company (Société pour la santé des femmes), un membre de la CME.

Pour en savoir plus sur BWI, contacter Alison Byrne Fields : abyrnefiel@aol.com et pour des informations sur la CME, visiter : <http://www.businessfightsaids.org>

3.10 EDUCATION INTERNATIONALE

Education International (EI) est la plus grande organisation d'enseignants du monde avec 29 millions d'agents de tous les secteurs de l'éducation –du pré-scolaire à l'université– de 345 organisations membres dans 165 pays et territoires.

Education International a pour objectif de :

- défendre les droits professionnels et sociaux des enseignants et autres personnels de l'éducation ;
- promouvoir la paix, la démocratie, la justice sociale et l'équité, pour les peuples de toutes les nations, grâce au développement d'une éducation de qualité pour tous ;
- combattre toutes les formes de discrimination et le racisme dans l'éducation et la société ;
- consacrer une attention particulière au développement du rôle de leader des femmes et leur engagement dans la société, la profession enseignante et les organisations d'enseignants et de personnels de l'éducation ;
- veiller au respect des droits des groupes les plus vulnérables tels que les peuples autochtones, minorités ethniques, migrants et enfants. Les actions d'EI pour faire cesser l'emploi de la main-d'œuvre infantile constituent un volet-clé de sa campagne pour les droits de la personne humaine.

Avec ses 26 millions de membres, EI est la plus importante Fédération mondiale de syndicats. Elle est associée à la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL),- Fédération mondiale de syndicats nationaux indépendants et démocratiques. Education International a tissé des relations privilégiées avec de nombreux organismes internationaux importants.

Education International entretient des relations d'associé avec l'UNESCO, notamment au niveau du Bureau International de l'Éducation (BIE) et jouit d'un statut consultatif auprès du Conseil Economique

et Social des Nations Unies (ECOSOC). Education International coopère plus particulièrement avec l'OMS, l'ONUSIDA, l'OIT, la Banque mondiale et l'OCDE dans la mise en œuvre d'activités communes.

Ces relations permettent à Education International de promouvoir les objectifs collectifs des enseignants et autres personnels de l'éducation à de multiples tribunes internationales et de contribuer à la prise de décisions politiques importantes.

En novembre 2001, EI avait organisé, au Sénégal, un séminaire pour l'élaboration de propositions de projets sur la santé en milieu scolaire et la prévention des IST et de l'infection à VIH/SIDA en Afrique centrale et de l'Ouest et dans les Caraïbes. En juin 2002, sept projets ont été lancés, au Burkina Faso, en Guinée, en Haïti, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Rwanda et au Sénégal.

Pour en savoir plus sur Education International, visiter : <http://www.ei-ie.org>

3.1 I HOPE FOR AFRICAN CHILDREN INITIATIVE

HACI est une initiative panafricaine destinée à relever les défis énormes auxquels font face des millions d'enfants africains orphelins du SIDA ou vivant avec des parents malades ou mourants de maladies liées au SIDA.

Créé en 2000, ce partenariat sans précédent réunit six organisations partageant le même intérêt au niveau international : Care, Plan, Save the Children, la SWAA, la conférence mondiale sur la Paix et la religion et World Vision. Ces organisations travaillent ensemble pour accroître la capacité des communautés locales à assister les orphelins et autres enfants vulnérables en Afrique.

Le Réseau des Personnes vivant avec le VIH/SIDA a rejoint récemment le partenariat, renforçant davantage sa capacité à relever les défis qui se posent aux enfants vulnérables du continent.

L'initiative s'est fixée quatre objectifs principaux :

Vaincre l'ignorance et réduire la stigmatisation autour du VIH/SIDA. En effet, l'ignorance a engendré la peur, la honte et le déni, d'où un mur de silence qui a entravé les actions de prévention et de prise en charge. HACI encourage les différents acteurs à unir leurs efforts afin de réduire la stigmatisation pour que l'on puisse assister les enfants vulnérables et leur faire profiter des services disponibles sans crainte.

Rallonger la durée des relations parent-enfant. L'objectif poursuivi ici est de réduire la période de vulnérabilité des enfants en retardant l'âge auquel ils deviennent orphelins. La prévention et le traitement des infections opportunistes accompagnés d'une meilleure nutrition et de sécurité alimentaire prolongent la vie des parents infectés. L'accès aux anti-rétroviraux est très important dans la politique-cible de l'initiative qui collabore avec d'autres structures afin de rendre ces traitements disponibles pour les enfants et les adultes infectés par le VIH.

Préparer les familles à la transition. Les parents doivent être soutenus pour planifier au mieux l'avenir de leurs enfants. Cette planification comprend la désignation de tuteurs, la rédaction d'un testament et des instructions claires sur l'avenir des enfants.

Assurer l'avenir des enfants. L'accès à l'éducation et aux aptitudes de la vie quotidienne constitue la base permettant à l'enfant de se donner de meilleures conditions d'existence. Les communautés connaissant une crise économique grave lorsqu'elles doivent prendre en charge des enfants vulnérables, les plus jeunes risquent de ne pas être scolarisés et ceux qui le sont seront plus susceptibles de manquer l'école certains jours pour prendre soin de leurs parents malades.

Pour en savoir plus, visiter : <http://www.hopeforafricanchildren.org>

4. RESSOURCES SPÉCIFIQUES DES PAYS

4.1 SÉNÉGAL

4.1.1 COORDINATION DU FINANCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LE VIH/ SIDA ET SECTEUR DE L'ÉDUCATION

Le Sénégal a la séroprévalence la moins élevée en Afrique avec un taux estimé actuellement à 1,5 %.⁸ Cependant, les données récentes indiquent des tendances potentiellement alarmantes, notamment dans le sud du pays. Ainsi, par exemple, six des onze régions du Sénégal ont un taux de séroprévalence de plus de 2 %. Les sites sentinelles de Tambacounda, Kolda et Ziguinchor rapportent une prévalence du VIH chez les femmes enceintes âgées de 25 ans et plus, de 3,5 %, 4,5 % et 3 %, respectivement, soit nettement au-dessus de la moyenne nationale.

Le Sénégal est administrativement subdivisé en 11 régions et 43 départements. Le ME est représenté au niveau régional par un administrateur, l'Inspecteur d'Académie (IA) et au niveau départemental par les Inspections Départementales de l'Enseignement (IDEN). S'agissant de la prévention du VIH/SIDA dans le système éducatif, il existe un point focal SIDA national et un Comité Interne de la Lutte contre le SIDA (CILS) regroupant tous les départements ministériels et autres partenaires du secteur de l'éducation.

Le ME fonctionne selon un Plan Décennal d'Education et de Formation (PDEF) intégrant les activités VIH/SIDA. Par ailleurs, il y a un Plan Stratégique de Lutte contre le SIDA pour la période 2002-2006, supervisé par le Conseil National de Lutte contre le SIDA (CNLS). Là également, un accent particulier est placé sur la prévention de l'infection à VIH dans le secteur de l'éducation et le ME a passé un accord avec le CNLS prévoyant des plans de financement annuels. Cet accord se trouve à l'annexe I du présent rapport.

Au Sénégal, le CNLS est le principal organe de coordination des ressources multilatérales et -de plus en plus- bilatérales destinées aux démembrements de l'État. Ainsi, aussi bien le Fonds mondial que le programme MAP de la Banque mondiale passent par le CNLS. Celui-ci coordonne les plans de tous les ministères ou secteurs financés dans une année donnée.

Selon une analyse récente effectuée par la Banque mondiale sur les actions VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation, la stratégie nationale de lutte contre le SIDA contient les activités suivantes:⁹

- réalisation d'un plan de lutte contre le SIDA dans le secteur de l'éducation (formelle comme non-formelle) ;
- établissement d'un mécanisme de coordination, d'un système de collecte de données, d'un plan de suivi-évaluation et la formation des apprenants dans les systèmes d'éducation formelle et non-formelle ;
- développement de la recherche-action afin d'améliorer l'efficacité des programmes basés sur le VIH/SIDA dans les systèmes d'éducation formelle et non-formelle ; et
- renforcement des capacités institutionnelles dans le cadre du volet Santé et nutrition du réseau des agents de vulgarisation, afin de permettre une meilleure coordination dans les systèmes d'éducation formelle et non-formelle.

⁸ Bulletin Séro-épidémiologique de Surveillance du VIH No. 11, République du Sénégal, Conseil National de Lutte Contre le SIDA, Ministère de la Santé et de la Prévention Médicale, Division de Lutte Contre le SIDA/IST, Laboratoire de Bactériologie et de Virologie CHU A. Le Dantec, Dakar, Sénégal, Septembre 2004

⁹ Camara, Balla, Rapport de Consultation pour la Revue technique de Plan d'Action de Lutte Contre le SIDA dans le Système au Sénégal, Banque mondiale, Juin 2004.

L'étude de la Banque mondiale fait également ressortir la désignation par le CNLS d'un facilitateur dans chaque région administrative en vue d'appuyer les initiatives locales de lutte contre le VIH/SIDA qui s'est révélée très utile au CNLS. Les plans d'action élaborés au niveau local sont financés directement par les bureaux régionaux.

A la demande des ministres africains de l'éducation, des différentes agences et équipes d'ONUSIDA, le ME avait organisé au Sénégal, du 22 au 26 novembre 2004, un atelier sous-régional sur le thème « Accélérer la réponse du secteur de l'éducation à l'épidémie de VIH/SIDA ». Cet atelier avait réuni des pays francophones de la sous-région et a été l'occasion de constituer un réseau de points focaux des ME pour poursuivre le dialogue engagé au cours de la réunion et servir de forum d'échanges réguliers d'expériences.

Le tableau 5 ci-après illustre la diversité et les allocations budgétaires devant contribuer à l'accomplissement du Plan stratégique de lutte contre le SIDA. Ce tableau n'indique pas à quels secteurs ou activités ces fonds seront affectés mais donne une image précise des ressources disponibles en faveur du CNLS.

TABLEAU 5: SÉNÉGAL FINANCEMENT DU PLAN STRATÉGIQUE NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA POUR LA PÉRIODE 2002-2006 EN F CFA

PARTENAIRE	BUDGET ALLOUÉ 2002-2006	BUDGET EXECUTÉ 2002-2004	BUDGET PRÉVU 2005	BUDGET PRÉVU 2006
Gouv. du Sénégal	9 030 000 000	4 100 000 000	2 215 000 000	2 715 000 000
Coopération française	2 000 668 850	1 503 453 444	497 215 406	
PAM	153 000 000	25 500 000	63 750 000	63 750 000
USAID	10 180 549 620	5 449 361 730	2 783 580 000	1 947 607 890
Banque mondiale	18 924 506 054	5 932 972 000	6 118 242 027	6 118 242 027
Fonds mondial	2 892 091 000	760 469 000	1 065 811 000	1 065 811 000
Banque africaine de Développement	77 000 000		35 000 000	42 000 000
UNICEF	25 000 000		25 000 000	
JICA	356 856 050		165 408 200	191 447 850
KfW	1 639 892 500		983 935 500	655 957 000
FNUAP	504 407 468	235 340 489	126 805 253	191 447 850
PNUD	153 000 000		102 000 000	51 000 000
ONUSIDA	127 500 000	66 300 000	30 600 000	30 600 000
OMS	127 500 000	76 500 000	25 500 000	25 500 000
Canada	741 105 000	665 640 000	75 465 000	
Union européenne		264 612 169	90 000 000	
TOTAL	47 779 440 873	19 080 148 832	14 403 312 386	12 987 662 537

SOURCE: Conseil National de Lutte contre le SIDA, Sénégal, Réunion de Planification, 8-9 février 2005

4.1.2 BAILLEURS DE FONDS BILATÉRAUX

USAID

Family Health International (FHI) est le principal sous-traitant de l'USAID chargé de la mise en oeuvre de la composante VIH/SIDA de l'Objectif stratégique Santé. FHI intervient au Sénégal depuis les années '70 et travaille avec plus de 100 structures gouvernementales et ONG. FHI joue actuellement un rôle important dans la réponse au VIH/SIDA au Sénégal. En effet,

- FHI contribue à la coordination des stratégies du Programme national SIDA du Sénégal. Ce programme met l'accent sur :

- la réduction des risques ;;
 - l'amélioration de la prise en charge des IST ;
 - la disponibilité de données de surveillance épidémiologique et comportementale de qualité ; et
 - l'augmentation de la disponibilité de préservatifs.
- FHI travaille en étroite collaboration avec les ONG au niveau national et décentralisé à l'élargissement et l'amélioration des réponses complètes au VIH/SIDA.
 - **FHI apporte une assistance technique et financière.** FHI assiste l'hôpital Le Dantec dans la surveillance sentinelle dans sept régions du Sénégal. L'hôpital Le Dantec effectue une supervision bimensuelle de tous ses sites pour leur apporter son assistance technique et collecter les échantillons de sang.
 - **FHI met en place un « Fonds de Réponse rapide ».** En 2002, ce fonds a appuyé financièrement de petits projets localisés. Durant sa première année d'existence, FHI a eu à accorder des dons à cinq organisations dont l'une, un projet de plaidoyer, a formé plus de 20 décideurs sur les questions et politiques relatives au VIH/SIDA. FHI est en train d'étendre ses activités pour former les chefs religieux, journalistes et grandes sociétés privées. Le fonds a également appuyé des organismes établis qui forment des pairs éducateurs afin d'atteindre des populations-cibles telles que les étudiants, les femmes, les pêcheurs et les transporteurs/chauffeurs-routiers.
 - **FHI étend ses services de CDV.** FHI a élargi un sous-accord avec Sida Services pour créer trois nouveaux centres de counselling et dépistage volontaire(s) (CDV), à Dakar, Thiès et Kaolack. D'autres sous-accords sont en cours d'élaboration pour étendre davantage les services de CDV à Dakar et dans les régions périphériques. FHI travaille également avec JICA à la création de huit nouveaux centres de CDV.
 - **FHI intervient dans l'IEC :** Dans le cadre de sa stratégie d'information, éducation, communication (IEC), FHI/Sénégal a publié une série de documents d'IEC entièrement en français. Cette série offre différents outils et ressources d'IEC et de CCP (communication pour le changement des comportements) pour la prévention des IST/VIH/SIDA. La série comprend des supports de prévention tels que cassettes audio, posters, pochettes pour transporter des préservatifs et brochures sur les préservatifs féminins. Les organisations peuvent télécharger ce matériel sur le site Internet de FHI ou en demander des exemplaires personnalisés.

Pour en savoir plus sur FHI/Sénégal, contacter :

Family Health International

45 Avenue Cheikh Anta Diop

BP 3335

Dakar, Sénégal

Tél : (221) 869 70 00

Fax: (221) 864 05 36

Site Internet : <http://www.fhi.org>

CEDPA - CENTRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LES AFFAIRES DE POPULATION

CEDPA a mis en place en 2001 à Dakar, un bureau de projet, qui a coïncidé avec le lancement du projet **ENABLE** au Sénégal. CEDPA/Sénégal intervient à Dakar, Thiès, et Kaolack avec des organisations non-gouvernementales partenaires dans les domaines de la formation, du plaidoyer, de la mobilisation sociale, du renforcement des capacités et de l'information, de l'éducation et de la communication (IEC). La principale stratégie de CEDPA est de créer des réseaux d'individus et d'organisations qui puissent concevoir et mettre à exécution des programmes garantissant l'appropriation et l'engagement au niveau local. Pendant ce temps, les échanges sud-sud ont été utilisés comme outil de développement

et de renforcement des capacités des réseaux. La formation dans les domaines de la santé de la reproduction, du VIH/SIDA, des questions de genre, du leadership, des aptitudes à la vie quotidienne, a permis entre autres, de donner à bien des participants le pouvoir d'effectuer un changement positif dans leurs communautés et dans l'ensemble du Sénégal. Le projet **BRIDGE** qui a récemment été attribué, poursuivra tout en l'élargissant, le travail initié par CEDPA/Sénégal à travers ENABLE.

RENFORCER LA SANTÉ DE LA REPRODUCTION EN AMÉLIORANT LA DÉMOCRATIE, LA BONNE GOUVERNANCE, ET L'ÉQUITÉ POUR LES FEMMES ET LES JEUNES (BRIDGE):

Initié en septembre 2003, le projet BRIDGE de CEDPA est un projet bilatéral de trois ans (2003-2005) financé par l'USAID/Sénégal avec un budget total de 2,8 millions de dollars. BRIDGE continuera le travail d'ENABLE en matière d'exécution des programmes de renforcement de pouvoir des femmes et programmes des jeunes à Thiès, Kaolack et Dakar. Il s'étendra à plusieurs quartiers de Ziguinchor, Fatick et Louga durant la seconde année du projet et étendra sa couverture à toutes les régions où les Agences de Coopération de l'USAID travaillent à l'exécution des programmes de santé et autres projets connexes. CEDPA aidera aussi l'USAID/Sénégal dans l'intégration systématique des questions de genre par les Agences de Coopération qui travaillent dans la santé, de même que le Ministère de la Santé.

L'objectif de CEDPA pour le projet BRIDGE est de renforcer la capacité des femmes, des jeunes, et des organisations de soutien pour améliorer la santé de la reproduction aux niveaux local et national. Par le biais de BRIDGE, CEDPA vise à soutenir l'Objectif Stratégique 3 de l'USAID/Sénégal, à savoir : l'usage accru et durable des services de santé de la reproduction dans le contexte de la décentralisation des régions ciblées. L'approche de CEDPA vis-à-vis de la réalisation de cet objectif est de renforcer la capacité des organisations et réseaux locaux à promouvoir et fournir des services de santé de la reproduction durables et accessibles. Pour soutenir l'exécution directe, BRIDGE fournira formation, assistance technique et sous-accords aux organisations, associations et réseaux communautaires de base, régionaux et nationaux pour promouvoir et fournir des services de santé de la reproduction de qualité. On estime que 200.000 femmes et jeunes bénéficieront de ce programme.

Parmi les stratégies-clés nécessaires à la réalisation des objectifs de BRIDGE figurent les points suivants :

1. Créer des partenariats pour encourager des ONG durables afin de promouvoir une approche d'entrepreneur et l'adoption du concept de durabilité parmi les ONG locales.
2. Leadership et Renforcement de Capacités Organisationnelles pour renforcer le pouvoir des femmes et des filles autour des questions de IST/VIH/SIDA et de santé de la reproduction, et renforcer les compétences en matière de gestion, plaidoyer et programmation nécessaires à la pérennité de l'ONG.
3. Formation des jeunes en aptitudes à la vie quotidienne afin de satisfaire les besoins d'éducation non formelle des jeunes de la rue, des jeunes employés, et des jeunes au sein d'un contexte religieux.
4. Mobilisation Sociale, Plaidoyer, et Renforcement de Réseaux - pour influencer les prises de décisions au niveau local et national en vue de l'amélioration des programmes de santé de la reproduction et de VIH/SIDA.
5. Intégration des questions de genre - pour assurer leadership et expertise technique dans l'intégration des questions de genre pour les Agences de Coopération de l'USAID qui travaillent à la mise en œuvre de programmes de santé.

Pour de plus amples informations sur CEDPA, contacter :

CEDPA/Sénégal

Sacré Coeur I

Villa 8253

Dakar, Sénégal

Tél. : (221) 869 36 16

Fax : (221) 824 20 71

Email: cedpa@cedpasenegal.org

Site Internet: <http://www.cedpa.org/senegal>

AGENCE CANADIENNE POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Le Sénégal a été identifié comme pays-cible par le Canada et son programme devrait s'agrandir considérablement dans les années à venir. Conformément à sa nouvelle politique sur le renforcement de l'efficacité de l'aide, l'ACDI cherchera à accroître son assistance aux programmes de grande envergure initiés par les pays tels que ceux engagés dans les domaines de l'éducation ou de l'économie à base communautaire. Le nouveau programme consacrera près de deux tiers de ses ressources à l'éducation de base, avec, entre autres, un appui à l'alphabétisation, l'enseignement primaire, la formation professionnelle et l'élaboration de nouveaux programmes scolaires et méthodes de gestion novatrices. Environ 30 % des ressources du programme iront à l'appui à la microfinance et aux chefs de micro-entreprises ; le reste sera consacré à l'amélioration de la gouvernance.

S'agissant du VIH/SIDA, l'ACDI finance un programme régional connu sous le nom de SIDA 3/ Projet de lutte contre le Sida et les IST en Afrique de l'Ouest (WAPCAS), pour la période 2001 à 2006 ; ce projet vise la lutte contre la propagation des IST dans les milieux de la prostitution. Les opérations se concentrent dans certains districts des régions de Dakar, Tambacounda, Vélingara, Diaobé et Kolda. Le projet y développe des services essentiellement adaptés aux travailleuses du sexe (TS). Une cartographie des milieux de la prostitution est mise à jour annuellement afin de recenser non seulement les nouveaux sites de prostitution, mais aussi de faire ressortir les difficultés et contraintes pouvant entraver la fourniture de soins de santé.

Le projet appuie également les initiatives communautaires (très présentes au Sénégal) qui visent l'adoption de comportements préventifs responsables et le recours aux services de santé en matière d'IST et de sida. SIDA 3 contribue financièrement à des microprojets menés par des groupes et des organisations qui interviennent déjà dans les milieux de la prostitution. Le projet encourage en outre les groupements de base (notamment féminins) à promouvoir la santé auprès des groupes à risques, surtout les jeunes gens et les jeunes filles.

Pour en savoir plus, visiter :

<http://www.acdi-cida.gc.ca/CIDAWEB/webcountry.nsf/VLUDocEn/Senegal-Overview>

Ou appeler l'ambassade du Canada au: (221) 889 47 00

JICA (AGENCE JAPONAISE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE)

JICA a commencé son assistance au Sénégal en 1989 et sa contribution s'élevait en 2002 à 881,7 millions \$ EU avec quelque 181,19 millions alloués directement à la coopération technique. L'aide de JICA au Sénégal vise les domaines et questions de développement prioritaires ci-après :

1. L'amélioration des conditions de vie de base (adduction d'eau potable pour les populations rurales, élargissement de l'accès à une éducation de base de qualité, développement des ressources humaines et formation professionnelle des personnels impliqués dans le développement économique et amélioration des soins de santé primaires après le renforcement des infrastructures médicales).
2. La protection de l'environnement et la prévention de la désertification par la promotion d'un développement durable des forêts.
3. L'agriculture et la pêche (promotion du développement durable de l'agriculture et de la pêche).

Dans le secteur de l'éducation, JICA intervient dans la construction de salles de classe et la fourniture de matériel didactique aux niveaux élémentaire, pré-scolaire et de l'enseignement technique professionnel. JICA est également engagée dans le secteur de la santé tant au niveau central où elle travaille avec le Ministère de la Santé à la construction de diverses structures sanitaires et à la fourniture d'équipements, qu'au niveau communautaire avec les Volontaires japonais qui assurent l'éducation pour la santé dans les zones rurales.

Le VIH/SIDA est une haute priorité pour le Gouvernement du Japon et le Sénégal est l'un des 12 pays prioritaires du Japon dans le cadre de l'initiative mondiale sur les questions de population et le SIDA (GII). A l'heure actuelle, JICA travaille aux côtés de l'USAID/FHI à la création de centres de CDV dans au moins huit sites sélectionnés.

Pour de plus amples informations sur JICA et les possibilités de financement, contacter :

JICA, Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest

Immeuble ABM 5^e étage 20, Avenue Léopold Sédar Senghor Dakar, SENEGAL

(BP 3323, Dakar, SENEGAL) Tél. (221) 821 69 19, 823 00 22

Fax (221) 823 85 38 ou visiter le site :

<http://www.jica.go.jp/senegal/index.html>

4.1.3 BAILLEURS DE FONDS MULTILATÉRAUX

Les ressources financières venant des organisations multilatérales sont coordonnées par le CNLS. Le tableau 6 ci-dessous présente les principaux bailleurs de fonds multilatéraux au Sénégal avec une description sommaire de leurs activités et leurs coordonnées.

TABLEAU 6: BAILLEURS DE FONDS MULTILATÉRAUX AU SÉNÉGAL

ORGANIZATION	PRINCIPALES ACTIVITÉS LIÉES AU VIH/SIDA	COORDONNÉES AU SÉNÉGAL
Commission Européenne (CE)	Dans le cadre du Neuvième Fonds Européen de Développement, la CE a engagé 53 millions d'Euros dans les secteurs de la santé et de l'éducation sous forme d'appui budgétaire direct au gouvernement du Sénégal, dont un montant total de 14 778 845 FCFA en 2003.	12 Albert Sarraut Dakar, Sénégal; Tél : 221-889-1071; E-mail: delegation-senegal@cec.eu.int
Banque mondiale/ MAP	30 million \$ EU alloués au Sénégal dans le cadre du projet MAP II (voir Tableau 4, plus haut). Chaque ministère doit présenter un plan indiquant comment les fonds du MAP seront utilisés dans des activités liées au VIH/SIDA et ces plans sont soumis pour approbation au coordonnateur du MAP auprès du CNLS.	3 Place de l'Indépendance, Immeuble SDIH, BP 3296, Dakar, Sénégal Tel. 221-849-50-00 Fax: 221-823-62-77
Fonds mondial	Accord signé en février 2003 à l'approbation du budget total du Fonds pour un montant de 11,7 millions \$ EU, avec initialement 6 millions \$ EU pour couvrir les deux premières années (2003 –2005); En août 2004, 3,14 millions avaient été décaissés (voir tableau 3, plus haut).	CNLS VDN angle Ancienne Piste Dakar, Sénégal Tél : 221-869-0909
FNUAP	Dans le cadre du programme- Pilote de santé de la reproduction, dans le secteur de l'éducation, des élèves de l'enseignement moyen et secondaire apprennent la santé et l'hygiène de base, acquièrent ainsi des connaissances sur les questions de santé de la reproduction y compris sur le VIH/SIDA. Le FNUAP a également contribué aux cours d'Education à la Vie Familiale	Immeuble Faycal 19 Rue Parchappe, BP 154, Dakar, Sénégal Tél : 221-823-9168 http://www.unfpa.sn
UNICEF	Appui au secteur de l'éducation et aux activités liées au VIH/SIDA en tant que question transectorielle ; Signature d'un protocole d'accord et collaboration avec 2000 enseignants à travers les Comités Pédagogiques; A élaboré un nouveau manuel de formation pour introduire le VIH/SIDA dans l'enseignement primaire; Accorde des petits financements d'un montant maximum de 10 000 \$ EU pour des initiatives locales liées à l'un quelconque des divers aspects de la réponse au VIH/SIDA.	2 Rue Carnot angle Salva BP 429, Dakar, Sénégal; Tél : 221-823-5080 E-mail: unicef.dakar@unicef.org
UNESCO	Dans le cadre du projet Education pour Tous et par le biais de l'IPE (Institut International pour la Planification de l'Education), elle fournit de l'assistance technique pour les activités liées au VIH/SIDA.	12 Avenue LS Senghor, BP 3311 Dakar, Sénégal; Tél : 221-849-2323 http://www.dakar.unesco.org
PAM	Envisage d'intervenir par le biais des associations de parents d'élèves et d'étudiants au niveau des cantines scolaires; Les comités de gestion des comités vont servir de canal de diffusion des messages du FNUAP sur divers sujets liés au VIH/SIDA	10 Avenue Pasteur angle Rue Galliéni, BP 154 Dakar; Sénégal Tél : 221-849-6500

4.1.4 QUELQUES ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES ET FONDATIONS CHOISIES

COMITÉ SÉNÉGALAIS DES SYNDICATS DE L'ENSEIGNEMENT (COSSEL)

Avec l'aide de Education International, de l'OMS, du CDC (Centre de lutte et de prévention contre les maladies) et du Centre de Développement de l'Education, le COSSEL a participé à la formation d'enseignants dans les 11 régions administratives couvrant 21 départements, ainsi qu'à l'élaboration d'un manuel de formation édité par Education International.

FÉDÉRATION NATIONALE DES PARENTS D'ÉLÈVES DU SÉNÉGAL

Cette organisation a été constituée selon le modèle de groupes similaires en Guinée et au Burkina Faso qui avaient démarré, avec un financement de la Banque mondiale, un programme de sensibilisation appelé « l'école des parents ». L'idée de cette école des parents a vu le jour en 2002, lors d'une réunion du Congrès des Fédérations africaines d'Associations de Parents d'Elèves et d'Etudiants. Au cours de cette réunion, la Fédération africaine avait passé une résolution appelant à une plus forte implication des associations de parents d'élèves dans la réponse à l'épidémie de VIH/SIDA.¹⁰

AIDE ET ACTION

Aide et Action est une ONG française ayant pour mission d'augmenter les taux de scolarisation et d'améliorer la qualité de la vie des communautés dans lesquelles elle intervient. Au Sénégal, Aide et Action travaille dans la zone périurbaine de Dakar et dans les régions de Kolda, au sud du pays. Elle est engagée auprès de 1 052 écoles et associations communautaires à travers lesquelles elle atteint près de 340 146 enfants.

S'agissant du VIH/SIDA, Aide et Action travaille actuellement avec ActionAid (une ONG basée au Royaume Uni) sur un programme régional autour du marché de Diaobé à Kolda. Ce programme s'étend en Guinée, Guinée Bissau et au Mali, avec une variété d'activités de sensibilisation. Aide et Action ne mène pas encore d'activités liées au VIH/SIDA dans le cadre de ses programmes éducationnels et scolaires, mais le sujet est à l'examen pour le proche avenir.

FONDATION COCA COLA AFRICA

Au Sénégal, la Fondation Coca Cola a travaillé avec l'OIT en finançant un atelier d'une journée pour l'information des employeurs et employés sur les initiatives en milieu professionnel au Sénégal.

HACI

L'initiative « Espoir pour les enfants africains » intervient dans six régions du Sénégal pour l'atténuation de l'impact du VIH/SIDA sur les enfants et leurs familles. HACI collabore avec des ONG et OCB à Dakar, Thiès, Louga, Saint-Louis, Tambacounda et Kolda où elle soutient des programmes ciblant l'éducation, la fourniture de matériel scolaire, la nutrition, le soutien psychologique, la formation professionnelle, le logement et le plaidoyer. L'initiative est également en étroite collaboration avec les associations de personnes vivant avec le VIH/SIDA. HACI se concentre désormais sur l'intensification de ses activités en vue de toucher davantage d'enfants.

Pour en savoir plus sur l'action de HACI au Sénégal, contacter :

Tél. : (221) 824 51 78

E-mail : swainter@sentoo.sn

¹⁰ Camara, Balla, Juin 2004.

GROUPE POUR L'ETUDE ET L'ENSEIGNEMENT DE LA POPULATION (GEEP)¹¹

Le GEEP est une ONG pluridisciplinaire créée en mai 1989 dont la stratégie se concentrait au début principalement sur deux domaines : l'enseignement des questions de population et la formation de clubs d'éducation à la vie familiale (EVF) dans les établissements élémentaires et secondaires. Ces clubs étaient destinés à amener, dans les salles de classe, les discussions autour des questions de population, notamment la sexualité et la santé de la reproduction chez les adolescents, la prévention des IST et la compréhension du VIH/SIDA, afin de les situer dans le cadre des activités socio-éducatives et extrascolaires. Par la suite, le GEEP a créé des Centres d'Information et d'Orientation des Jeunes /COIN-jeunes dans plusieurs établissements secondaires et à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

Pour de plus amples informations sur les actions du GEEP, contacter :

BP 5036, Dakar

Tél. : 221-824-4877; Email: geepop@syfed.refer.sn

Site Internet: www.refer.sn/geep

4.1.5 ACTIVITÉS LIÉES AU VIH/SIDA MENÉES À TRAVERS LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Les tableaux ci-après ont été dressés par le ME pour montrer les activités et montants alloués par les différents bailleurs de fonds, ainsi que l'évolution des financements de 2001 à ce jour. De manière générale, les fonds sont affectés à la formation d'enseignants tant au niveau central, avec les administrateurs d'établissements scolaires, que décentralisé, dans les établissements urbains, péri-urbains et ruraux.

Ces tableaux montrent comment les fonds ont connu une croissance stable au cours des quatre dernières années, passant de 44 500 000 FCFA, soit environ 60 000 \$ EU (1 \$ EU = 750 FCFA en 2001) à 161 996 100 FCFA, soit 323 992 \$ EU en 2004 (1 \$ EU = 500 FCFA en 2004).

TABLEAU 7: ACTIVITÉS VIH/SIDA FINANCÉES PAR LES BAILLEURS DE FONDS AU SÉNÉGAL 2001

ACTIVITÉ	BAILLEUR DE FONDS	MONTANT ALLOUÉ
Définition d'une politique de santé en milieu scolaire	Banque mondiale	5 200 000 FCFA
Formation initiale en IST/SIDA dans le secteur de l'éducation	Banque mondiale	3 300 000 FCFA
Formation des IA et IDEN en méthodes expérientielles d'apprentissage	Banque mondiale	36 000 000 FCFA
TOTAL		44 500 000 FCFA

Source: Ministère de l'Éducation, Bureau Santé en Milieu Scolaire

¹¹ Pour plus de détails voir : The Group for the Study and Teaching of Population Issues (GEEP): An Experiment to Prevent the Spread of HIV/AIDS Among Schoolchildren; EDUCATION AND HIV/AIDS: A SOURCEBOOK OF HIV/AIDS PREVENTION PROGRAMS, The World Bank, Washington, DC, 2003; <http://www.schoolsandhealth.org>

TABLEAU 8: ACTIVITÉS VIH/SIDA FINANCÉES PAR LES BAILLEURS DE FONDS AU SÉNÉGAL 2002

ACTIVITÉ	BAILLEUR DE FONDS	MONTANT ALLOUÉ
Production d'un guide de l'enseignant et d'un cahier de l'élève sur les IST/SIDA	UNICEF	6 003 053 FCFA
Formation des enseignants à l'utilisation du guide	UNICEF	7 000 494 FCFA
Santé de la Reproduction	FNUAP	15 006 282 FCFA
TOTAL		28 009 829 FCFA

Source: Ministère de l' Education, Bureau Santé en Milieu Scolaire

TABLEAU 9: ACTIVITÉS VIH/SIDA FINANCÉES PAR LES BAILLEURS DE FONDS AU SÉNÉGAL 2003

ACTIVITÉ	BAILLEUR DE FONDS	MONTANT ALLOUÉ
Supervision des activités dans les régions-cibles du plan stratégique SIDA ¹²	Banque mondiale	300 000 FCFA
Atelier de partage d'expériences avec 50 membres de l'ETN et ETR	UNICEF	2 200 000 FCFA
	Banque mondiale	200 000 FCFA
Multiplication du guide de l'enseignant sur la prévention des IST/SIDA et du paludisme	UNICEF	10 000 000 FCFA
Formation de 72 formateurs ETR (Tamba – Kolda – Ziguinchor – Diourbel – Kaolack – Kébémér) à l'utilisation du guide de prévention des IST/SIDA et du paludisme	UNICEF	1 200 000 FCFA
	Banque mondiale	2 300 000 FCFA
Formation 1 740 enseignants et 30 formateurs à l'utilisation du guide de prévention dans 19 IDEN et à l'EFI de Kaolack	UNICEF	9 735 000 FCFA
	CE	12 532 000 FCFA
Réunion de discussion du Plan Stratégique avec les membres du CILS dans le secteur de l'éducation	Commission Européenne (CE)	575 000 FCFA
Etude pour déterminer les besoins des étudiants en Santé de la Reproduction	FNUAP	700 000 FCFA
Formation et sensibilisation en santé de la reproduction, des leaders locaux, parents d'élèves et autres établissements scolaires	FNUAP	10 192 916 FCFA
Formation des membres du CILS en prévention du SIDA et santé de la reproduction chez les adolescents à l'école	CE	1 671 845 FCFA
Formation en santé de la reproduction des personnels de santé des établissements secondaires de Dakar (infirmières, sages-femmes et assistants sociaux)	Banque mondiale	15 812 000 FCFA
Formation de 300 enseignants à l'utilisation du guide de prévention des IST/SIDA et du paludisme dans la Région de Diourbel	Plan Régional SIDA	9 136 500 FCFA
TOTAL		77 236 261 FCFA

Source: Ministère de l' Education, Bureau Santé en Milieu Scolaire

¹² République du Sénégal, Conseil National de Lutte Contre le SIDA, Plan Stratégique 2002-2006 de Lutte Contre le SIDA

TABLEAU 10: RÉCAPITULATIF DES FINANCEMENTS POUR DES ACTIVITÉS MAP PAR RÉGION AU SÉNÉGAL EN 2004

RÉGION	ACTIVITÉ	MONTANT PRÉVU
1. DAKAR	1. Ateliers de formation	14 965 500 FCFA
	2. Mobilisation Sociale	1 260 000 FCFA
	3. S & E	983 000 FCFA
	TOTAL	17 209 000 FCFA
2. LOUGA	1. Formation	11 366 000 FCFA
	2. CDV	750 000 FCFA
	3. Sensibilisation	600 000 FCFA
	4. S & E	780 000 FCFA
TOTAL	13 732 000 FCFA	
3. TAMBACOUNDA	1. Formation d'enseignants à l'utilisation du guide de prévention des IST/SIDA	12 888 050 FCFA
	2. Formation en Santé de la Reproduction chez les Adolescents, de 322 enseignants, 71 volontaires et maîtres d'alphabétisation et 101 professeurs	21 394 500 FCFA (UNICEF funded)
	3. Sensibilisation	930 000 FCFA
	4. S & E	3 952 000 FCFA
TOTAL	39 264 500 FCFA	
4. DIOURBEL	1. Formation d'enseignants à l'utilisation du guide IST/SIDA par une série d'ateliers	11 377 500 FCFA
	2. Plaidoyer et mobilisation sociale	6 110 000 FCFA
	3. Coordination et gestion	630 000 FCFA
TOTAL	18 117 500 FCFA	
5. FATICK	1. Formation de 136 enseignants en IST/SIDA par une série d'ateliers	8 211 000 FCFA
	2. Plaidoyer et mobilisation sociale	1 065 000 FCFA
	3. S & E	653 000 FCFA
TOTAL	9 929 000 FCFA	
6. ST. LOUIS	1. Formation en IST/SIDA de 260 enseignants aux niveaux central et décentralisé	14 416 000 FCFA
	2. Coordination et gestion	1 635 000 FCFA
	3. S & E	1 210 000 FCFA
TOTAL	17 261 000 FCFA	

TABLEAU 10 (CONT.) : RÉCAPITULATIF DES FINANCEMENTS POUR DES ACTIVITÉS MAP PAR RÉGION AU SÉNÉGAL EN 2004

RÉGION	ACTIVITÉ	MONTANT PRÉVU
7. ZIGUINCHOR	1. Formation d'enseignants et maîtres d'alphabétisation en IST/SIDA par une série d'ateliers	14 086 500 FCFA
	2. S & E workshops	913 500 FCFA
	TOTAL	15 000 000 FCFA
8. MATAM	1. Ateliers de formation sur les IST/SIDA	14 507 500 FCFA
	2. Plaidoyer et Mobilisation Sociale	448 500 FCFA
	3. S & E	N/A
	TOTAL	14 956 000 FCFA
9. THIES	1. Ateliers de formation sur les IST/SIDA et techniques de communication	7 426 500 FCFA
	2. Plaidoyer et Mobilisation Sociale	1 257 000 FCFA
	3. S & E	1 220 000 FCFA
	TOTAL	9 900 000 FCFA
10. KOLDA	1. Ateliers de formation sur les IST/SIDA aux niveaux central et décentralisé	10 291 000 FCFA
	2. S & E	1 961 000 FCFA
	TOTAL	12 252 000 FCFA
11. KAOLACK	1. Ateliers de formation des enseignants en IST/SIDA et santé de la Reproduction	11 725 500 FCFA
	2. Sensibilisation	708 000 FCFA
	3. S & E	1 367 500 FCFA
	TOTAL	13 801 000 FCFA
TOTAL		161 996 100 FCFA

Source: CNLS, décembre 2004

LE FINANCEMENT TOTAL PRÉVU POUR 2004 ÉTAIT DE 161 996 100 FCFA, SOIT \$ EU 323 992.

4.2 MALI

4.2.1 COORDINATION DU FINANCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA ET SECTEUR DE L'ÉDUCATION

Au Mali, toutes les activités VIH/SIDA sont coordonnées par le Haut Conseil pour la Lutte contre le SIDA (HCNLS) rattaché à la Présidence de la République. Le HCNLS est géré par un Secrétariat Exécutif. Créé en novembre 2004, il est relativement récent.

Le ME est engagé dans la prévention du VIH/SIDA et travaille à l'inclusion d'informations sur le VIH dans les programmes d'enseignement, à tous les niveaux. GTZ et World Education, en particulier aident à cette tâche.

4.2.2 BAILLEURS DE FONDS BILATÉRAUX

USAID

La stratégie 2001-2005 de l'USAID pour le Mali vise les populations vulnérables, la jeunesse, les leaders de communautés et le grand public, par des approches de changement de comportement, des services de counselling et dépistage volontaire(s) et la recherche qualitative. La Mission de l'USAID est en train d'élaborer une nouvelle stratégie VIH/SIDA pour la période 2003-2012 qui mettra l'accent sur le renforcement des capacités nationales et l'intensification/démultiplier de la deuxième génération de réponses au VIH/SIDA. En 2005, l'USAID est le plus gros bailleur de fonds pour les activités VIH/SIDA au Mali auxquelles elle a accordé 4 millions \$ EU concentrés sur l'appui à la surveillance sentinelle, la prévention de la transmission sexuelle et le renforcement des capacités d'élaboration de politiques.

Au Mali, l'USAID compte un grand programme d'éducation qui a pour but :

- l'amélioration de l'éducation en milieu scolaire,
- la mise en place de nouveaux programmes pour les cours élémentaires première et deuxième année,
- l'implication plus forte des parents et communautés dans les écoles et
- l'amélioration du processus de prise de décisions ministérielles au niveau décentralisé.

L'USAID/Mali n'a pas d'objectif spécifiquement lié au VIH/SIDA dans son programme éducation mais accorde des financements pour des activités liées au VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation, par le biais de World Education et d'autres OPV américaines qui sont décrites plus en détail plus loin. La Mission USAID a en outre soutenu le ME dans l'élaboration d'une politique VIH/SIDA.

Pour en savoir plus, contacter :

USAID

Immeuble Dotembougou,

Rue Raymond Poincaré & Rue 319

Quartier du Fleuve/BP 34 Bamako 34,

Tél. : (223) 222-36-02

Site Internet: www.usaid.gov/ml

ACDI

Le Canada est un bailleur de fonds majeur au Mali auquel il apporte une aide publique au développement depuis 1972. Son programme d'assistance comprend l'aide bilatérale et l'appui aux partenaires de l'ACDI dont des organismes internationaux tels que le PNUD et les ONG canadiennes au service du développement. Le programme bilatéral actuel s'élève, en moyenne, à quelque 16 millions \$ EU par an auxquels s'ajoutent 16 millions \$ EU d'appui aux programmes des partenaires.

Le programme bilatéral de l'ACDI appuie la stratégie de réduction de la pauvreté et se concentre sur l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base, l'augmentation du revenu des ménages, la promotion de la paix et de la sécurité, de la bonne gouvernance et de l'État de droit. L'ACDI soutient le Plan décennal du Mali pour la santé et l'éducation prévoyant l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base, y compris la lutte contre le VIH/SIDA, ainsi qu'une éducation de base de grande qualité, avec un accent particulier sur la scolarisation des filles.

Quant aux activités liées au VIH/SIDA, le projet régional SIDA 3 est en cours. Des actions sont orientées vers les travailleurs sexuels (TS) et leurs clients ainsi que les groupes professionnels à haut risque (chauffeurs-routiers, travailleurs saisonniers, jeunes commerçantes en voyage et domestiques). Les activités se poursuivront dans la région de Sikasso et dans les communes 5 et 6 de la zone de Bamako, puis s'étendront progressivement aux communes 1 et 4 de la ville de Bamako.

Pour de plus amples informations sur les interventions de l'ACDI au Mali, contacter : Tél. : (223) 221 22 36

GTZ

De tous les bailleurs de fonds bilatéraux, seule la GTZ a un programme directement mis en œuvre par le ME qui cible la prévention du VIH/SIDA à l'école primaire. Le projet Lutte contre le VIH/SIDA dans les programmes d'Éducation de Base avait été conçu pour la période 2002-2005, avec une concentration dans les zones géographiques où la GTZ intervenait déjà, notamment dans la Cinquième région du Mali et le Cercle de Kati. Le budget initial du projet était de 1 500 000 Euros pour une période de trois ans, mais en avril 2005, quelque 750 000 Euros seulement étaient dépensés et la durée du projet fut réduite de plusieurs mois.

Ce projet travaillait avec les enseignants, les jeunes (scolarisés ou non) et des groupements féminins. Il confectionnait et distribuait du matériel de prévention du VIH/SIDA (guides imprimés et cassettes audio) dans les trois langues locales (Dogon, Ffuldé et Bambara).

La question de la poursuite du financement par la GTZ d'autres activités liées au VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation reste posée.

Pour en savoir plus sur la GTZ au Mali, visiter : <http://www.gtz.de>

4.2.3 BAILLEURS DE FONDS MULTILATÉRAUX

Les bailleurs de fonds multilatéraux du système des Nations Unies participent au groupe thématique d'ONUSIDA. Cet organe est coordonné par l'ONUSIDA et supervisé à tour de rôle par les représentants des différentes agences des Nations Unies au Mali. Les cinq objectifs du groupe thématique sont ::

- le plaidoyer en faveur des « Trois Principes » au sein du programme national de lutte contre le SIDA,
- une meilleure connaissance des effets socio-économiques de l'épidémie afin de pouvoir les atténuer,
- la création d'un environnement favorable au respect de la dignité et des droits des personnes vivant avec le VIH/SIDA,
- la prévention et les activités de promotion du changement de comportements parmi les jeunes et les femmes,
- la prise en charge et le soutien aux personnes vivant avec le VIH/SIDA, aux orphelins et aux enfants vulnérables.

Le tableau II ci-après montre les différentes agences des Nations Unies et leurs activités liées au VIH/SIDA. La Banque mondiale fait l'objet d'un traitement à part pour permettre une explication plus détaillée de son rôle.

TABLEAU II : AGENCES DES NATIONS UNIES ET ACTIVITÉS LIÉES AU VIH/SIDA AU MALI

AGENCE	ACTIVITÉS	COORDONNÉES
OMS	<ul style="list-style-type: none"> • PTME (médicaments et équipement de laboratoire); • Surveillance et suivi (formation des personnels de santé et supervision des sites sentinelles) • Sécurité des Transfusions; • Campagnes d'IEC et counselling; • Assistance technique aux ONG et associations locales 	<p>Ntomikorobougou, BP 99, Bamako, Mali</p> <p>Tél : 223-222 37 14; 223-222 46 83</p>
PNUD	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration d'un nouveau Plan Stratégique de Lutte contre le VIH/SIDA 2005-2009; • Renforcement de Capacités en planification et gestion avec le HCNLS; • Décentralisation et renforcement des différents bureaux du HCNLS par une intégration des activités VIH/SIDA; • Conseils stratégiques et opérationnels; • Développement de partenariat et plaidoyer 	<p>Immeuble Me Hamaciré N'Douré, Badalabougou Est, BP 120 , Bamako, Mali</p> <p>Tél : 223-222 01 81</p>
PAM	<ul style="list-style-type: none"> • Aide nutritionnelle aux femmes enceintes séropositives et nourrissons nés de mères séropositives dans les centres de PTME; • Aide alimentaire aux personnes vivant avec le VIH/ SIDA, à leurs familles et aux orphelins et veuves du SIDA ainsi qu'aux personnes sous traitement contre la tuberculose; • Nourriture contre formation pour les PVVIH/SIDA; • Collaboration avec les ONG assurant une prise en charge à domicile. 	<p>Badalabougou Est, Avenue de l'OUA, BP 120 Bamako, Mali</p> <p>Tél : 223-222 20 45</p> <p>wfp.bamako@wfp.org</p>
FNUAP	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion d'un recours plus fréquent aux services de santé de la reproduction et de prévention du VIH/ SIDA dans les zones d'intervention; • Renforcement des activités d'IEC et de prévention auprès des jeunes par la radiodiffusion de messages sur la santé de la reproduction; • Elaboration de matériel éducatif; • Contribution à plus de dépistage volontaire; • Appui aux activités liées à la santé de la reproduction auprès des organisations de jeunes; • Création de PTME à Sikasso 	<p>Immeuble Bakary Sylla, Badalabougou Est, BP 120, Bamako, Mali</p> <p>Tél : 223-222 01 81; 223-222 99 72</p>

UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> • Activités IEC dans les écoles; • Formation d'enseignants et animateurs aux aptitudes à la vie quotidienne; • Protection spéciale des OEV infectés ou affectés par le VIH/SIDA et assistance psychosociale; • Etudes sur l'exploitation sexuelle des OEV ; • Développement de centres de PTME; • Mobilisation des partenaires; et • Plaidoyer pour un cadre légal 	<p>Niamakoro, BP 96, Bamako, Mali</p> <p>Tél : 223-220 44 01</p> <p>bamako@unicef.org</p>
UNESCO	<ul style="list-style-type: none"> • Intégration de modules VIH/SIDA dans l'éducation formelle et non-formelle; • Formation d'enseignants aux aptitudes à la vie quotidienne; • Production et diffusion de matériel éducatif adapté à la jeunesse; • Mobilisation et création de Réseaux Clubs UNESCO; • Plaidoyer pour les PVVIH/SIDA 	<p>Immeuble Abdrahamane Chérif, BP E 1763, Badalabougou Est, Bamako, Mali</p> <p>Tél : 223-223 34 92; 223-223 34 93</p> <p>bamako@unesco.org</p>
ONUSIDA	<ul style="list-style-type: none"> • Élaboration d'un plan commun de suivi pour le système des Nations Unies pour la période 2005-2007; • Appui à l'exécution du Projet Accélération du financement (PAF); • Coordination des efforts du système des Nations Unies pour soutenir les structures nouvellement créées au niveau national telles que le Secrétariat Exécutif du HCNLS; • Plaidoyer pour une compréhension et une acceptation des "Trois Principes"; • Facilitation du partenariat entre le HCNLS et ses collaborateurs; • Soutien à l'Alliance des Elus Locaux (PAF); • Soutien à la création d'une unité sectorielle au Ministère de la santé; • Assistance pour la définition d'un Cadre Stratégique National pour la Communication (PAF); • Appui à l'élaboration d'un Plan Stratégique National pour les cinq prochaines années et la validation des plans opérationnels/sectoriels ; • Assistance au Ministère de la santé dans l'élaboration d'une politique de PTME; • Appui au système de Suivi-Evaluation du Secrétariat Exécutif du HCNLS (PAF); et • Assistance dans la gestion et les opérations des financements importants du MAP et du Fonds mondial au Mali 	<p>c/o WHO Ntomikorobougou, BP 99, Bamako, Mali</p> <p>Tél : 223-223 82 79</p>

Source: ONUSIDA, mars 2005

BANQUE MONDIALE

Le principal projet VIH/SIDA actuellement en cours au Mali est le projet multisectoriel VIH/SIDA de 25,5 millions \$ EU démarré en mai 2004 mais officiellement lancé en mars 2005. Ce projet MAP a pour objectif majeur d'appuyer les efforts de lutte contre la propagation de l'épidémie de VIH/SIDA et de donner aux personnes infectées ou affectées par le VIH/SIDA un accès durable au traitement et à la prise en charge. Le MAP entend réaliser cet objectif par le renforcement de la réponse nationale à l'épidémie par un plan complet de sensibilisation ciblant les groupes à haut risque tels que les jeunes, les travailleurs sexuels et chauffeurs-routiers. Par ailleurs, le MAP va appuyer le développement de l'accès durable au dépistage et au counselling et, le cas échéant, le traitement, la prise en charge et le soutien psychosocial aux personnes infectées ou affectées par l'épidémie. Le MAP va également renforcer les capacités pour un système de suivi-évaluation efficace de l'épidémie.

Les fonds MAP iront aux trois composantes du Projet :

- L'appui à la réponse du secteur public ; ministères et institutions publiques devront préparer des plans pour faire face aux défis du VIH/SIDA, mettant l'accent sur la prévention et les soins (5 millions \$ EU) ;
- La mobilisation du secteur privé par la création d'une coalition des entreprises contre le VIH/SIDA, ciblant les petites et moyennes entreprises tout en insistant sur la participation du secteur informel par le biais d'initiatives pilotes et de démonstration (10 millions \$ EU) ;
- Le développement des initiatives de lutte contre le VIH/SIDA des organisations de la société civile, à savoir, les OCB, OBR, ONG, groupements féminins ou de jeunes, associations de personnes vivant avec le VIH/SIDA et autres organisations communautaires (5 millions \$ EU).

Le reliquat des fonds servira à des fins administratives..

*Pour en savoir plus sur le projet MAP au Mali, contacter la Mission de la Banque mondiale:
Immeuble SOGEFIH, Quartier du Fleuve, BP 1864, Bamako, Mali
Tél: (223) 222 22 83*

FONDS MONDIAL

Le Fonds mondial a approuvé un budget global de 56 millions \$ EU avec une enveloppe de 24 millions \$ EU pour les deux premières années à compter de mai 2005. Ce financement sera géré par le HCNLS, Bénéficiaire Principal, tandis que les projets seront soumis à l'examen pour approbation du MNC.

4.2.4 ONG ET OPV CHOISIES

GRUPE PIVOT SANTE

Le Groupe Pivot Santé (GPS) est un organe de coordination des ONG qui compte quelque 166 ONG membres intervenant dans le secteur à travers le Mali. Les objectifs du GPS sont :

- la professionnalisation des ONG,
- la promotion de la coordination,
- la définition du rôle et de la place des ONG dans le secteur de la santé,
- le maintien d'une base de données sur les ONG et les projets, et
- Le développement du leadership des OSC.

Le GPS est membre du MNC au Fonds mondial.

*FPour de plus amples informations sur le GPS, contacter :
HIPPODROME - BP E 569, BAMAKO, MALI
Tél. : (223) 221 21 45*

WORLD EDUCATION

En 2003, l'USAID a confié à World Education la mise en oeuvre du projet IQEA (« Improved Quality of Education Activity » / Amélioration de la Qualité dans l'Éducation, soit 17 millions \$ EU d'Appui à la Qualité et l'Équité dans l'Éducation : Soutien au Ministère de l'Éducation. Ce projet est destiné à assister le Ministère de l'Éducation dans son plan décennal de développement du secteur de l'éducation appelé PRODEC. World Education est le premier mandataire pour IQEA, en partenariat avec World Learning DevTech Systems et sept ONG maliennes.

En étroite collaboration avec le ME, World Ed va travailler dans 105 communes et toucher ainsi près de 800 écoles (publiques, communautaires, religieuses et privées.) Les activités du projet se regroupent en trois composantes majeures : l'amélioration des performances des enseignants par la création de communautés d'apprentissage; l'élaboration et l'expérimentation de programmes pour les cours élémentaires et moyens, et l'amélioration de la qualité et de l'équité dans l'éducation par une plus grande implication des communautés. Ce projet administre les fonds et assure l'assistance technique et le renforcement des capacités auprès des associations de parents d'élèves (APE), fédérations desdites associations, comités de gestion des écoles, associations de mères et ONG locales.

La prévention du VIH/SIDA, l'atténuation de l'impact de l'épidémie et la prise en charge sont devenues une priorité du programme de World Ed au Mali, que l'on retrouve non seulement dans toutes ses activités, mais aussi au cœur de la politique de gestion des programmes et du personnel de santé. En mars 2005, World Ed a mis au point, avec des fonds privés un cadre stratégique pour assurer l'intégration d'activités liées au VIH/SIDA dans tous les projets et leur prise en compte dans sa politique en matière de personnel de santé.

Les principales composantes de cette stratégie sont :

- Faire mieux connaître comment le VIH/SIDA affecte la qualité de l'enseignement au Mali pour convaincre les personnels du ME et de World Ed que cette connaissance et la prévention doivent être une priorité pour tous les acteurs du secteur de l'éducation ;
- Réunir et former un groupe noyau de formateurs pour la mise en oeuvre du projet de World Ed, et
- Créer, au niveau décentralisé, dans les six régions du pays, les mêmes groupes spécialisés dans l'instruction et la prévention.

Pour en savoir plus sur le programme World Ed, contacter :
 BP 2137, Rue 145, Porte 53, Torokorougou, Bamako, Mali;
 Tél : (223) 228 15 57;
 E-mail: wemail@afribone.net.ml

INSTITUT DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

L'Institut de l'Éducation Populaire (IEP) de Kati expérimente depuis plusieurs années la prévention du VIH par l'enseignement des aptitudes à la vie quotidienne dans l'éducation de base. Il a en effet intégré des éléments du modèle VIH et Développement dans les programmes d'éducation de base et de formation des enseignants, sans rien perdre ni de l'esprit ni de la lettre de ces matériels.¹³

WALÉ

Depuis 1998, Walé a formé 100 à 200 professeurs de biologie et d'économie familiale choisis par le CAP, en information sur le VIH/SIDA des classes de cours moyen et de collège. Il s'est lancé dans un nouveau programme triennal qui va permettre de former ou retenir 100 enseignants pour 400 classes. Le projet couvre Ségou et les villages environnants, ainsi que la commune de Pellegrana.

¹³ Pour une description plus détaillée du travail de l'IEP et de Walé, voir Engelberg, Gary, Mali Mission Report for World Education and USAID, Dakar, Senegal, April 24, 2004..

4.3 GUINÉE

4.3.1 COORDINATION DU FINANCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LE VIH/ SIDA ET SECTEUR DE L'ÉDUCATION

Le Conseil national de Lutte contre le SIDA (CNLS) assure la coordination de tous les financements SIDA dans le pays et gère les fonds MAP. Créé en 2002 sous l'égide de la Primature, il est chargé de la coordination de la lutte contre le VIH/SIDA et de la mise en oeuvre des stratégies de lutte contre la maladie.

Le MNC qui reçoit et réaffecte les financements du Fonds mondial, comprend 54 membres ; le Ministère de la Santé publique étant le Bénéficiaire Principal des fonds. Le Ministère de l'Éducation est composé de trois départements distincts (pré-universitaire, enseignement technique et université) qui sont représentés chacun par une personne au MNC. Pour recevoir des fonds, ces trois départements doivent soumettre un plan commun.

En Guinée, comme ailleurs, un accent particulier est porté sur les plans sectoriels de développement pour les financements par le MAP et le Fonds mondial. L'Unité Santé en milieu Scolaire du Département Pré-universitaire a récemment entrepris une initiative ambitieuse d'élaboration d'un plan quinquennal détaillé qui sera envoyé aux bailleurs de fonds pour solliciter leur soutien.

Pour de plus amples informations sur le CNLS, contacter :
Tél. : (224) 21 78 78

4.3.2 BAILLEURS DE FONDS BILATÉRAUX

USAID

L'USAID/Guinée soutient l'extension et l'amélioration de la qualité de l'éducation de base pour près de 1,5 millions d'enfants en âge de scolarisation, avec un accent particulier sur l'équité qui doit garantir l'accès des filles et des enfants ruraux à la scolarité. Le programme comprend des activités de renforcement des capacités du ME et des OSC, la formation professionnelle des enseignants de l'école primaire de Guinée, un programme radiophonique d'instruction et l'élaboration de matériel didactique pour les enseignants et les élèves à travers la Guinée.

Le programme se concentre particulièrement sur :

- l'amélioration de l'enseignement dans l'Éducation de Base où l'USAID soutient les activités d'information et la prévention auprès des enseignants et l'élaboration d'une politique VIH/SIDA avec le ME,
- l'amélioration de la répartition régionale et l'équité des genres dans l'éducation de base,
- l'amélioration de la participation communautaire dans l'éducation de base et
- l'amélioration de la planification stratégique, la gestion et le processus décisionnel dans l'éducation de base qui implique des interventions de renforcement des capacités du ME pour lui permettre de procéder à la décentralisation financière, ainsi que l'appui aux efforts de décentralisation de l'éducation entrepris par le gouvernement de Guinée par le biais du programme « Education Pour Tous ».

En dehors du gouvernement, l'USAID a d'autres partenaires tels que l'Académie pour le Développement de l'Éducation, le Centre de Développement de l'Éducation, l'Institut de Recherche Triangulaire, Save the Children et World Education.

En 2004, l'USAID/Guinée et MTT/South avaient organisé un voyage d'étude pour 29 fonctionnaires guinéens. Accompagnés par les membres de MTT/West, les participants se sont rendus auprès de l'équipe de MTT/South en Afrique du Sud et dans les pays voisins pour mieux comprendre l'impact de l'épidémie de VIH/SIDA sur les ME des régions d'Afrique Australe et de l'Ouest. Cette expérience a été très enrichissante et a convaincu le ME d'inclure des activités liées au VIH/SIDA dans tous les programmes de son plan quinquennal.

Pour en savoir plus sur les actions de l'USAID en Guinée, contacter :

USAID

Quartier Cameroun, Corniche Nord

US Embassy, BP 603, Conakry, Guinea

Tél : (224) 46 87 15

(224) 46 87 16

(224) 46 87 17

Site Internet : <http://www.usaid.gov.gn>

GTZ

La GTZ mène actuellement un programme de prévention du VIH/SIDA, pour la période 2004-2009, pour un montant total de 7,5 millions Euros. Le volet VIH/SIDA est constitué de trois sous-composantes :

- la surveillance biologique,
- le traitement et le soutien (avec le Fonds Mondial), et
- le changement des comportements.

Pour ces trois sous-composantes, la GTZ travaille avec le ME, dans le cadre du projet d'Appui à l'Education de Base en Moyenne Guinée (PAPEMBGUI) qui est financé jusqu'en 2009. Pour réaliser le changement des comportements, la GTZ emploie « l'Approche Binaire. » Il s'agit de la combinaison de deux stratégies : la prévention dans les écoles par le biais de pairs éducateurs et de la formation soutenue des enseignants en santé de la reproduction et VIH/SIDA. Outre les financements de la GTZ, cette sous-composante a reçu 247 500 \$ EU du projet MAP pour mener des activités à Mamou, Faranah et Labé.

La GTZ exécute un autre projet, le « Backup Project » qui est une assistance au Mécanisme National de Coordination (MNC) pour le suivi-évaluation et apporte également une aide financière aux associations de personnes vivant avec le VIH/SIDA.

Pour de plus amples informations sur la GTZ en Guinée, contacter : Tél. : (224) 43 09 78

4.3.3 BAILLEURS DE FONDS MULTILATÉRAUX

BANQUE MONDIALE

Le Projet Multisectoriel SIDA (MAP) pour la Guinée fait partie d'un programme multi-pays VIH/SIDA pour la Région Afrique et a accordé à la Guinée 20,3 millions \$ EU. Il compte quatre volets principaux :

- la responsabilisation des communautés quant à la prévention du VIH/SIDA, sa prise en charge, l'atténuation de son impact et le soutien ;
- l'appui aux plans d'action annuels du secteur public élaborés par les ministères aux niveaux central et régional, ainsi que ceux d'autres agences publiques (près de la moitié des fonds prévus pour ce volet devraient aller au Ministère de la santé) ;

- le renforcement des capacités des agences gouvernementales, de la société civile, des organisations paysannes et du secteur privé, pour la préparation et la mise en œuvre de projets de prévention du VIH/SIDA et de prise en charge ; ceci pour améliorer la gestion des ressources et la capacité de suivi-évaluation des comités VIH/SIDA ;
- l'assistance destinée à faciliter la programmation, la coordination et le suivi des projets, avec, entre autres, l'appui aux comités VIH/SIDA.

*Immeuble de l'Archeveche
Face Baie des Anges
Conakry, Guinea
Mailing Address: Banque Mondiale, BP 1420
Conakry, Guinea
Tél : (224) 415 059
Fax: (224) 415 094*

FONDS MONDIAL

La Guinée s'était vue octroyer un financement de 13,23 millions \$ EU en 2003 avec une allocation initiale approuvée de 4,8 millions \$ EU et le décaissement de 1,38 millions \$ EU en août 2004. Le Bénéficiaire Principal de ce financement est le Ministère de la Santé. Le MNC compte quelque 53 membres appartenant à l'Etat, à la société civile et au secteur privé qui se réunissent pour passer en revue les propositions de projets et décider des financements.

*Pour en savoir plus sur le Fonds mondial, contacter :
Ministère de la Santé
(224) 45 20 10 ou
visiter le site : <http://www.theglobalfund.org>*

TABLEAU 12: QUELQUES PROJETS VIH/SIDA EN GUINÉE

BAILLEUR DE FONDS	ACTIVITÉ PRINCIPALE	MONTANT	COORDONNÉES
FNUAP	<ul style="list-style-type: none"> • Prévention auprès des jeunes • Soutien aux centres d'écoute pour jeunes 	321 443 \$ EU (2002-2006)	UNFPA Immeuble Union, 3 rd Floor, Ave. de la République, Conakry; Tel; (224) 45 1058 E-mail: Registry.unfpa.ckry@undp.org
UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> • PTMEDC • Prévention auprès des jeunes 	502 000 \$ EU (2005-2006)	UNICEF Rue du Marché Hyper Bobo Quartier Camayenne Conakry, Tél : (224) 228.746; E-mail: Conakry@unicef.org
Coordination Nationale des Associations de Jeunes en Guinée	<ul style="list-style-type: none"> • Formation de leaders à la prévention auprès des jeunes; • Suivi 	283 300 \$ EU (2005) du CNLS, du FNUAP, de l'OMS et de la GTZ	C/O UNFPA

Source: ONUSIDA, Résultats préliminaires de la cartographie des ressources (mars 2005)

TABLEAU 13: FINANCEMENTS ACCORDÉS AU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POUR DES ACTIVITÉS LIÉES AU VIH/SIDA EN GUINÉE EN 2004

ACTIVITÉ	BAILLEUR DE FONDS	MONTANT EN \$ EU (2 987FG = 1\$)
Concours radiophonique organisé par le ME à l'occasion de la JMS	CNLS	708 \$ EU
Organisation de concours radiophoniques	CNLS	3 572 \$ EU
Enseignement Supérieur (activités non-spécifiées)	CNLS	9 800 \$ EU
Approche Binaire: préparation d'un document sur la Santé en milieu scolaire	GTZ	335 \$ EU
Programme Jeunes, SNSSU, PAPENGAS de Santé en milieu scolaire	GTZ	2 343 \$ EU
Sélection d'écoles pour l'approche binaire: per diem pour l'assistance technique	GTZ	180 \$ EU
Supervision du plan stratégique de lutte contre le VIH/SIDA dans la région de Labé, Mamou	PSS/GTZ	145 \$ EU
Evaluation des besoins des étudiants et réalisation d'un document sur la SR	PSS/GTZ	368 \$ EU
Formation et sensibilisation des leaders locaux et parents d'élèves sur la santé de la reproduction	PSS/GTZ	2 008 \$ EU
Formation des membres de clubs anti-SIDA sur la prévention du VIH/SIDA et la SR chez les adolescents à l'école, Régions de Faranah, Labé et Mamou	GTZ	2 343 \$ EU
93 enseignants formés à l'utilisation de guides VIH/IST à Labé et Mamou	PSS/GTZ	1 406 \$ EU
Formation de 220 pairs éducateurs en SR dans les Préfectures de Dalaba, Pita, Léloum, Mali, Mamou, Faranah	PSS/GTZ	3 660 \$ EU
Perspectives d'un projet Santé en milieu Scolaire pour 2003	GTZ	137 000 \$ EU
Visite d'étude pour 29 professionnels du ME en Afrique Australe et l'équipe MTT en Afrique du Sud	USAID	334 500 \$ EU

4.3.4 OPV CHOISIE

WORLD EDUCATION

En collaboration avec Save the Children, Educational Development Center (EDC), Research Triangle Institute (RTI) et Academy for Educational Development (AED), World Education oeuvre à une plus grande implication des communautés dans l'éducation de base, en vue d'améliorer la qualité de l'éducation et d'assurer l'équité entre les genres. Le PACEEQ développe les compétences et les capacités institutionnelles des ONG guinéennes afin qu'elles puissent mettre en œuvre efficacement les activités de développement communautaire par le biais de services de formation et de soutien.

D'autre part, le programme travaille en étroite collaboration avec les ONG au renforcement des associations de parents pour accroître leur rôle dans l'amélioration de la qualité et de l'accès à l'éducation pour leurs enfants. Par ailleurs, sont également intégrés au PACEEQ, des programmes de radio rurale, d'alphabétisation pour adultes, et des stratégies de prévention et de lutte contre la propagation du VIH/SIDA.

En 2003, World Education avait organisé une formation en VIH/SIDA et Aptitudes à la Vie Quotidienne, ainsi qu'une formation de formateurs avec ACI et Groupe Vie Saine.

Pour de plus amples informations sur le World Education, contacter :

BP 111

Mamou, Republic of Guinea

<http://ies.edc.org/projects/guineaPACEEQfacts.htm>

4.4 GHANA

4.4.1 COORDINATION DU FINANCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA ET SECTEUR DE L'ÉDUCATION

La Commission SIDA du Ghana est le principal organe décisionnel en matière de VIH/SIDA et assure un rôle de leader dans la coordination de la lutte contre le VIH/SIDA par le biais du plaidoyer, de la planification conjointe, le suivi et l'évaluation de la prévention et de la lutte contre la maladie.

Le « District Response Initiative/DRI » (Initiative « Réponse des Districts ») constitue la principale stratégie nationale de lutte contre le VIH/SIDA au Ghana. Cette initiative reconnaît désormais que le niveau local offre une meilleure articulation pour la sensibilité, la vulnérabilité, l'impact et la réponse quant au VIH/SIDA. Par ailleurs, une action multisectorielle locale coordonnée est la plus appropriée pour relever les défis multidimensionnels du développement que représente le VIH/SIDA. Le principe qui sous-tend le DRI consiste à renforcer les capacités au niveau local, afin d'élaborer, de mettre en œuvre et de gérer des réponses multisectorielles au VIH/SIDA qui ciblent les communautés et groupes vulnérables.

La Commission SIDA du Ghana reçoit des financements de la Fondation Coca Cola Africa pour le marketing, la communication et l'appui aux infrastructures des programmes VIH/SIDA.

La Commission SIDA du Ghana travaille avec les organismes suivants :

- ADVANTAGE PR
- Centers for the Development of People (CEDEP)
- CHAG-UNAIDS
- ACDI
- CRDD/ME
- DFID Bureau Santé
- UE Ghana
- UE/Ministère des Finances
- Ghana Education Services, SHEP (GES, SHEP)
- Association des Employeurs du Ghana ("Ghana Employers Association »)
- Ghana Health Service (GHS)
- Ghana Social Marketing Foundation (GSMF)
- Ghana United Nations Students Association (GUNSA)
- GTZ International
- Fédération des Femmes Juristes ("Federation of Women Lawyers/FIDA")
- J.S.A Consult
- Ministère du Travail, du Développement & de l'Emploi (MMDE)
- Ministère de la Communication
- Ministère de l'Emploi & du Bien Etre Social

- Ministère des Finances (MF)
- Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
- Ministère de la Santé (Adabraka Polyclinic, MOH)
- Ministère de la Jeunesse & Sports (MOYS)
- Programme National de Lutte contre le SIDA (« National Aids Control Programme /NACP »)
- Commission Nationale pour la Planification et le Développement (« National Development Planning Commission/NDPC »)
- Secrétariat du Conseil National pour la Population (« National Population Council Secretariat /NPCS »)
- Population Impact Project, Legon (PIP)
- Département Santé Publique, ("MOH/PHD")
- Direction de la Médecine Traditionnelle
- ONUSIDA
- UNESCO
- FNUAP
- USAID
- Banque mondiale
- Organisation mondiale de la santé (OMS)

The Ghana AIDS Commission, P.O. Box CT 5169, Cantonments, Accra, Ghana
 Tél: (233) (0)21-782262/63;
 Email: info@ghanaims.gov.gh
 Site Internet: <http://www.ghanaims.gov.gh/main/default.asp>

4.4.2 BAILLEURS DE FONDS BILATÉRAUX

DFID

Depuis 1995, le DFID a engagé plus de 22 millions de Livres Sterling (39,6 millions \$ EU) dans l'appui à la réponse du gouvernement à l'épidémie de VIH/SIDA et a apporté des financements aux projets des ONG ciblant les adolescents avec des programmes novateurs de communication pour le changement de comportements.¹⁴ Le DFID fournit un appui budgétaire par le biais des systèmes gouvernementaux et à travers les mécanismes multi-bailleurs. Dans le cadre de la Composante Développement Humain du soutien du DFID, l'objectif visé est le renforcement des capacités humaines de tous les Ghanéens, notamment aux segments pauvres et vulnérables, par l'intermédiaire de programmes initiés par le gouvernement sur le VIH/SIDA, l'éducation et la santé tels que définis dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP).

Le DFID est actuellement le plus gros bailleur de fonds des programmes d'éducation et prévention du VIH/SIDA du Ghana et a convenu de financer et de mettre en œuvre un nouveau programme basé sur le VIH/SIDA couvrant tout le pays. Les financements du DFID dans le secteur de l'éducation s'élèvent à

¹⁴ HIV/AIDS: Taking Action, The UK's Strategy for Tackling HIV/AIDS in the Developing World, July 2004, <http://www.DFID.gov>.

50 000 000 de £ étalés sur une durée de cinq ans. Les activités prévues dans ce cadre seront menées essentiellement par le ME/GES et plus particulièrement par la Division Education de base du « GES ». Par ailleurs, le DFID finance, au niveau de son siège au Royaume Uni, plusieurs ONG qui apportent leur assistance au secteur de l'éducation au Ghana, tels que ActionAid, VSO et Care International.

DFID Ghana

Masida House, Sankara Interchange, P.O. Box 296, Accra, Ghana

Tél: (233) 21 253243 | Fax: (233) 21 253244

Email: ghana-enquiries@dfid.gov.uk

USAID

L'USAID finance actuellement un projet Education qui a pour but :

- l'amélioration de l'enseignement et de la supervision qui comprend la formation et un soutien de suivi des enseignants en méthodologies améliorées d'enseignement, les procédures d'évaluation et la préparation et l'utilisation du matériel d'enseignement et d'apprentissage ;
- l'accroissement de la Participation des Communautés par leur implication dans les services éducationnels et la gestion des écoles ;
- l'amélioration de la Gestion de l'Education (les responsables des districts bénéficient d'une formation et d'un suivi, en vue de renforcer les capacités des responsables de l'éducation en matière de planification, d'exécution et de suivi de programmes).
- l'amélioration de l'environnement éducatif par la construction de six blocs de salles de classe et la plantation d'arbres dans les écoles ;
- l'éducation sur le VIH/SIDA par le biais de l'assistance des ONG aux écoles dans l'instruction des élèves, enseignants et parents sur les menaces et la prévention du VIH/SIDA.

L'USAID travaille avec l'Academy for Educational Development, le Secours catholique, "Education Development Center" et World Education.

Pour en savoir plus sur l'USAID au Ghana, contacter :

E45/3 Independence Avenue, Accra;

Tél : (233) 21 780580, (233) 21 228440

Email ghanaweb@usaid.gov

Site Internet: <http://www.usaid.gov/missions/gh/>

4.4.3 BAILLEURS DE FONDS MULTILATÉRAUX

Le bureau d'ONUSIDA au Ghana soutient le groupe thématique VIH/SIDA dans la coordination de la réponse du système des Nations Unies au VIH/SIDA. L'ONUSIDA est donc impliqué dans les comités et groupes de travail suivants :

- Le comité de suivi-évaluation de la « GAC »
- Le comité de pilotage chargé de la Revue du programme commun sur le SIDA et
- Le groupe de travail technique, groupe thématique des Nations Unies, « TWG ».

TABLEAU 14: QUELQUES ACTIVITÉS VIH/SIDA AU GHANA

BAILLEURS DE FONDS	ACTIVITÉS	COORDONNÉES
ONUSIDA	<ul style="list-style-type: none"> • Appui technique au renforcement des capacités des démembrés des Nations Unies • Programmation et plaidoyer conjoints au niveau du groupe thématique central, ex. assistance du GT à SIPAA et "GAC"; • Plaidoyer et facilitation de l'élargissement de la réponse nationale (facilitation technique des réponses locales); • Assistance technique pour améliorer les programmes et la démultiplication de la réponse nationale ; • Plaidoyer et renforcement du leadership national ; • Programme Milieu Professionnel des Agences des Nations Unies ; • Mobilisation de ressources ; • S & E de la réponse par le biais de la gestion des connaissances et du système d'information de la réponse nationale ; • Appui aux groupes à haut risque (TS et MSM).. 	Coordonnateur Pays pour ONUSIDA Tél: (233) 21 23 82 56 Fax: (233) 24 433 06 26
UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> • Programmes d'instruction par les pairs chez les jeunes et ceux parmi eux qui sont impliqués dans des activités à hauts risques; • Prise en charge des IST; • Formation de pairs éducateurs et collaboration des ONG pour la création de centres de référence pour la prise en charge des IST; • Prévention de la transmission parent et mère– enfant du VIH; • Assistance aux orphelins et enfants vulnérables; • Renforcement des capacités auprès des travailleurs périphériques et • PTME avec l'OMS 	UNICEF House 4-8 Rangoon Close Ward 24 Cantoments, Accra Tél : (233) 21 77 35 83; (233) 21 77 35 84 E-mail: accra@unicef.org
UNFPA	<ul style="list-style-type: none"> • CCC pour les jeunes et les adolescents; • Renforcement de la prise en charge des IST par la formation; • Approvisionnement en préservatifs du secteur public et campagne pour la sécurité des produits sanguins; • Renforcement des capacités pour l'élargissement de la PTME au Ghana. 	UNFPA P.O. Box 1423 Accra Tel : (233) 21 77 38 90 / 21 77 59 78 Fax : (233) 21 77 38 99

Source: Ghana AIDS Commission, Avril 2005

4.4.4 ONG ET OPV CHOISIES

A l'exception de World Education, les informations concernant les ONG et OPV ci-après ont été collectées sur le site de la GAC (<http://www.ghanaid.gov.gh/main/partners.asp>) et s'inspirent d'un rapport de la GTZ intitulé « AN OVERVIEW OF KEY STAKEHOLDERS WORKING IN HIV/AIDS IN GHANA - 7/5/2004 ».

RÉSEAU VIH/SIDA DU GHANA (« GHANA HIV/AIDS NETWORK »)

Le réseau VIH/SIDA du Ghana (GHANET) est une organisation regroupant des ONG travaillant sur le VIH/SIDA au Ghana. C'est un forum de toutes les parties prenantes à la prévention des IST et du VIH/SIDA et à la prise en charge et au soutien aux PVVIH/S. Ses objectifs sont :

- La création d'un forum élargi des parties prenantes pour une meilleure connaissance des problèmes du VIH/SIDA, afin de planifier et d'exécuter des programmes VIH/SIDA plus efficaces;
- La promotion d'un partage plus fréquent d'idées, d'expériences, de compétences et de meilleures pratiques ;
- La lutte contre toutes les formes de discrimination ou stigmatisation contre les PVVIH/S ;
- La constitution en groupe de pression en faveur des PVVIH/S ;
- La constitution en organe d'auto-suivi afin d'assurer le respect des droits de la personne humaine relativement aux PVVIH/S.

Les activités du GHANET comprennent des ateliers de formation pour les membres ; formation en présentation de propositions de projets et gestion de programmes. Le réseau facilite également un processus d'encadrement, par des ONG bien établies, d'organisations plus récentes et moins expérimentées.

Le GHANET reçoit des fonds de la GAC, de Irish Aid et du projet SIPAA. Il entretient des relations avec la GAC, la NACP et la plupart des bailleurs de fonds. Il est membre du groupe de travail technique et du MNC. Il est en relation avec toutes les ONG travaillant sur le VIH/SIDA au Ghana.

Pour plus d'informations sur les activités de GHANET, contacter :

P.O.Box MB533, Ministries City Accra Region

Adresse physique : s/c Christian Council of Ghana Accra

Tél.: (233) 21-783923

HACI

Lancée en 2003, au Ghana, HACI soutient les interventions orientées vers l'atténuation de l'impact du VIH/SIDA. Outre la mise à disposition de dons au profit de ses sept partenaires principaux, HACI Ghana finance les activités de sept autres ONG/OCB, en vue d'atténuer l'impact de l'épidémie sur les enfants et leurs familles. La promotion d'un programme de plaidoyer axé sur les droits en cours d'exécution par Save the Children/Ghana et l'élaboration d'un manuel de formation sur les droits des enfants par la section ghanéenne de la Fédération Internationale des Femmes Juristes ou « FIDA » constituent une évolution intéressante de l'intervention de HACI au Ghana.

HACI Ghana est également en train de tisser des réseaux et liens stratégiques de collaboration avec des agences communautaires de base, y compris les chefs traditionnels afin d'assurer une réponse durable à l'épidémie. D'autre part, HACI Ghana a adhéré au Principe d'une Plus Grande Implication des Personnes vivant avec le SIDA, « GIPA ».

Coordonnées :

Tél.: (233) 21 785 728

(233) 21 779 194

Fax: (233) 21 785 730

Email: admin@hacighana.org

WORLD EDUCATION

World Education exécute la deuxième phase du projet triennal de renforcement des partenariats contre le VIH/SIDA dans l'éducation (SHAPE II : Strengthening HIV/AIDS Partnerships in Education) qui a pour but de prévenir la propagation du VIH/SIDA et d'atténuer l'impact de l'épidémie sur les écoles et communautés au Ghana. SHAPE II oeuvre au renforcement des capacités des organisations ghanéennes pour une planification plus efficace et une mise en œuvre d'activités novatrices de prévention dans 240 écoles dans les régions Ashanti, Volta, Eastern et Greater Accra. Grâce à SHAPE II, les organisations participantes ghanéennes ont pu améliorer l'efficacité de leurs interventions qui vont des clubs de théâtre et spectacles de marionnettes pour les jeunes à des programmes pour les groupements d'aide et d'instruction par les pairs pour les enseignants. Le projet SHAPE II continue son partenariat avec le ME et les établissements de formation d'enseignants, dans la mise en œuvre d'un programme national VIH/SIDA intitulé « Window of Hope » (Lueur d'Espoir) qui dispense aux élèves-enseignants des connaissances, compétences et formation pour aborder les questions liées au VIH/SIDA dans les classes.

En février 2004, une équipe de MTT/South¹⁵ avait examiné le programme SHAPE et conclu que « World Education devait être félicitée pour l'adaptation et la distribution d'un matériel participatif, engageant et, plus important encore, basé sur des preuves ; ce, avec leurs partenaires OSC dans SHAPE ».

Pour en savoir plus sur World Education au Ghana, contacter :

World Education

PMB Osu

F. 138/6 Labone Crescent

North Labone, Accra

Tél.: (233) 021 774 095, (233) 021 781 889

ACTIONAID

ActionAid est impliquée dans l'instruction par les pairs, le renforcement de capacités, la formation de partenaires ou la facilitation de leurs programmes. Ses principaux domaines d'intervention sont l'instruction par les pairs, l'assistance aux PVVIH/S et la collaboration avec d'autres ONG. ActionAid a eu à former des ONG, enseignants, étudiants de SSS et JSS et en secrétariat.

ActionAid est représentée dans les groupes de travail de la Ghana AIDS Commission, GHANET et de l'Association « Wisdom » (Sagesse). Il a également des liens avec plusieurs ONG telles que Pro-link, FOBET (Fondation pour de meilleurs lendemains), MURAG, African Computer Literacy Project et l'Alliance Internationale contre le SIDA.

Pour de plus amples informations sur les interventions de ActionAid au Ghana, contacter :

No. 13 La Tebu Street

Cantonments

Accra

Tél. : (233) 21 764931 2

Site : <http://www.actionaidghana.org>

¹⁵ Mukawashi, Patience and Dr. Kevin Kelly, Mobile Task Team on the Impact of HIV/AIDS on Education, REVIEW OF WORLD EDUCATION'S SHAPE ACTIVITIES AND RECOMMENDATIONS REGARDING PLANNED EVALUATION STUDIES, Durban, South Africa: 25 February, 2004

TABLEAU 15: ACTIVITÉS VIH/SIDA FINANÇÉES PAR LES BAILLEURS DE FONDS EN 2004 À TRAVERS LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ACTIVITÉ	BAILLEUR DE FONDS	MONTANT OCTROYÉ
Activités liées aux cinq domaines d'intervention: Sensibilisation, Prise en charge et Soutien, Création d'un environnement favorable, décentralisation, suivi-évaluation	Ghana AIDS Commission/ fonds MAPs	100 000 \$ EU
Elaboration d'un manuel pour les ONG intervenant dans le secteur de l'éducation	ActionAid	2 000 \$ EU
Frais consultant pour le Coordinateur Technique	USAID	18 000 \$ EU
Formation d'enseignants aux questions liées au VIH/SIDA intégrées dans les programmes scolaires	DFID	2,5 millions \$ EU
Impression du Manuel de l'Enseignant	Banque mondiale	500 000 \$ EU

Source: Ministère de l'Education, octobre 2004

5. SITES INTERNET UTILES ET ADRESSES DE PROJETS

5.1 SITES INTERNET UTILES QUANT AUX FINANCEMENTS VIH/SIDA ET RESSOURCES TECHNIQUES

Afro AIDS Info	http://www.afroaidsinfo.org
Africa Alive, Youth AIDS Initiative	http://www.africalive.org
Bill and Melinda Gates Foundation	http://www.gatesfoundation.org
Center for Communications Programs, Johns Hopkins University	http://www.jhuccp.org
Corporate Council on Africa (USA)	http://www.africacncl.org
Development Gateway	http://topics.developmentgateway.org/hiv
Doctors of the World	http://www.doctorsoftheworld.org
Education for All	http://www.unesco.org/education/efa/index.shtm
Education International	http://www.ei-ie.org/aids.htm
Education Development Center	http://www.edc.org
Eldis HIV/AIDS Resource Guide	http://www.eldis.org/hivaids/index.htm
Elizabeth Glaser Pediatric AIDS Foundation	http://www.pedaids.org
Funders Concerned About Aids	http://www.fcaaids.org
The Future's Group International	http://www.tfgi.com
Global Network of People Living with HIV/AIDS (GNP+)	http://www.gnpplus.net
Global Reporting Initiative	http://www.globalreporting.org
HIV/AIDS Information on the Internet	http://www.aegis.com
HIV/AIDS action in developing countries	http://europa.eu.int/comm/development/body/theme/aids/html/othsite.htm
International Business Leaders Forum	http://www.iblf.org
International AIDS Trust	http://www.aidstrust.org
International AIDS Vaccine Initiative	http://www.iavi.org
International HIV/AIDS Alliance	http://www.aidsalliance.org
Organisation Internationale du Travail	http://www.ilo.org/public/english/protection/trav/aids/index.htm
Open Society Institute	http://www.soros.org/osi.html
Partnership for Child Development	http://www.child-development.org/
Pathfinder International	http://www.pathfind.org

Safe Blood for Africa	http://www.safebloodforafrica.org
ONUSIDA	http://www.unaids.org
UNESCO	http://www.unesco.org
UN Global Compact	http://www.unglobalcompact.org
UNICEF	http://www.unicef.org/programme/lifeskills/
Banque mondiale	http://www.worldbank.org/
OMS	http://www.who.ch/hpr
	http://www.who.int/hpr/gshi/publications.htm

5.2 RESSOURCES SIDA DE L'UNESCO

LE CLEARING HOUSE SUR L'IMPACT DU SIDA SUR L'ÉDUCATION (IIEP)

Clearing house interactif consacré à la collecte et la diffusion de documents sur le VIH/SIDA et son impact sur l'éducation.

<http://hivaidsclearinghouse.unesco.org>

LE CLEARING HOUSE INTERNATIONAL SUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION PRÉVENTIVE DU VIH/SIDA (IBE)

Clearing house mondial pour la collecte, l'évaluation et la dissémination de programmes, matériels et approches de prévention du VIH/AIDS.

<http://www.unesco.org/education/ibe/ichae>

LE CLEARING HOUSE VIH/SIDA RÉGIONAL SUR L'ÉDUCATION PRÉVENTIVE (UNESCO DAKAR)

Base de données bibliographiques sur les documents les plus récents pour faire face aux besoins en information de ceux qui travaillent sur le terrain dans le domaine du VIH/SIDA et l'éducation en Afrique sub-saharienne.

http://www.dakar.unesco.org/clearing_house/sida.shtml

BASE DE DONNÉES VIH/SIDA ET ÉDUCATION (UNESCO HARARE)

Site d'échange permanent d'informations et de documents les plus récents pour faire face aux besoins en information de ceux qui travaillent sur le terrain dans le domaine du VIH/SIDA et l'éducation en Afrique australe.

<http://www.harare.unesco.org/hivaids/db.asp>

5.3 RÉPERTOIRE DES PROJETS ONUSIDA EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

CO-SPONSORS SOUS-RÉGIONAUX ET SYSTÈME DES NATIONS UNIES

CO-SPONSORS SOUS-RÉGIONAUX

<p>UNICEF BUREAU RÉGIONAL DAKAR SÉNÉGAL</p>	<p>Ezio Gianni Murzi, Directeur régional E.mail : emurzi@unicef.org</p> <p>M. Théophile Nikyema, Directeur régional adjoint E.mail : tnikyema@unicef.org</p> <p>Dr. Eric Mercier, Conseiller régional VIH/SIDA E.mail : emercier@unicef.org</p>
<p>UNODC (EX PNUCID) BUREAU RÉGIONAL POUR L'AFRIQUE CENTRALE ET DE L'OUEST BP 4555 CP 18524 DAKAR SÉNÉGAL</p>	<p>M. Antonio Mazzitelli, Directeur régional Tél.: (221) 8494919. Fax : (221) 822 1386 E-mail : antoniom.maziTél. li@unodc.org</p> <p>M. Babacar Ndiaye, Chargé de Programme Tél. : (221) 849 4919. Fax : (221) 822 1386 E.mail : fo.senegal@unodc.org</p>
<p>UNESCO BUREAU RÉGIONAL DE L'UNESCO À DAKAR (BRED) BP 3311 DAKAR SÉNÉGAL</p>	<p>Mme. Lala Aïcha Ben barka, Directrice Tél. : (221) 849 2335 / 849 23 22 Fax : (221) 823 8393 E.mail : la.ben-barka@unesco.org</p> <p>M. Joseph de Laleu, Administrateur Tél. : (221) 849 2323. Fax : (221) 823 8393 E.mail : j.de-laleu@unesco.org</p>
<p>OIT 4, ROUTE DES MORILLONS CH-1211 GENÈVE 22 SUISSE</p> <p>BUREAU RÉGIONAL POUR L'AFRIQUE 01 BP 3960 ABIDJAN 01 CÔTE D'IVOIRE</p> <p>BP 414 DAKAR-PONTY SÉNÉGAL</p> <p>BP 13 YAOUNDÉ CAMEROUN</p>	<p>Mme. Regina Amadi N'Joku, (actuellement à Genève) Tél. : (41) 22 799 6111, Fax : (41) 22 798 8685 E.mail : ilo@ilo.org E.mail : amadinjoku@ilo.org</p> <p>M. Duysens Daniel, Directeur régional Adjoint Tél. : (225) 20 31 89 11 / 25. Fax : (225) 20 21 28 80 E.mail : d.duysens@ilo.org</p> <p>M. A. Tabi-Abodo Chef Unité Programmation, Bureau régional OIT pour l'Afrique, Abidjan, Côte d'Ivoire Tél. : (225) 20 31 89 00 ou 09 58 Fax : (225) 20 21 71 49 ou 20 31 89 81 E.mail : tabi-abodo@ilo.org</p> <p>Mohamed Ali Ould Sidi Représentant résident à Dakar Tél. : (221) 889 29 89. Fax : (221) 822 8382</p> <p>Alice Ouedraogo, Groupe consultatif multidisciplinaire pour l'Afrique centrale Tél. : (237) 21 74 47 / 48. Fax : (237) 21 74 46</p>

<p>FNUAP EQUIPE D'APPUI TECHNIQUE SOUS-RÉGIONAL BP 21090 DAKAR-PONTY SÉNÉGAL</p>	<p>Mme. Sanogoh Bintou, Directeur Tél. : (221) 889 03 69. Fax : (221) 822 8382 E.mail : sanogoh@unfpa.org</p> <p>Dr. Sibili Yelibi, Expert, VIH/SIDA Tél. : (221) 822 8924. Fax : (221) 822 8382 E.mail : yelibi@unfpa.org</p>
<p>PNUD VIH/SIDA ET DÉVEL- OPPEMENT PO BOX 6541 PRETORIA 0001 SOUTH AFRICA</p>	<p>Scholastica Kimaryo Représentant résident PNUD / Coordonnateur résident NU Tél.: (27) 12 354 8026 Fax: (27) 11 354 8058 Email : Scholastica.kimaryo@undp.org Site Web : www.undp.org</p> <p>Dr. Roland Msiska, Directeur régional Tél.: (27) (12) 338 50 61 / 62 Fax : (27) (12) 320 40 74 E.mail: roland.msiska@undp.org</p> <p>M. Lamine Thiam, Spécialiste Politiques Afrique de l'Ouest Tél. : (27) (12) 338 5061 / 2 Fax : (27) (12) 320 40 74 E.mail : lamine.thiam@undp.org</p>
<p>OMS BUREAU RÉGIONAL POUR L'AFRIQUE BRAZZAVILLE BP 06 BRAZZAVILLE CONGO</p> <p>BUREAU RÉGIONAL DE DAKAR</p>	<p>Dr. Komla Siamevi Tél. : (47) 241 39235 Fax : (47) 241 39501/39674 Mobile : (242) 607 9951 E.mail : siamevik@afro.who.int</p> <p>Dr. Sambo Louis Gomes Directeur régional Tél. : (221) 869 59 30 E.mail : sambol@whoafr.org</p> <p>Dr. A.B. Kabore, Directeur, Division Prévention et lutte contre les Maladies transmissibles Tél. : (263-4) 746 000 Fax : (263-4) 746 127 E.mail: kaborea@whoafr.org</p> <p>Dr. Moeti Matshidiso, Conseiller régional VIH/SIDA Tél. : I (407) 733 92 44 / (263-4) 707 493 Fax : I (407) 726 5062 E.mail : moetim@whoafr.org</p>

AGENCES SOUS-RÉGIONALES DES NATIONS UNIES

UNIFEM BUREAU RÉGIONAL BP 154 DAKAR SÉNÉGAL	Mme. Micheline Ravololonarisoa , Directrice régionale Tél. : (221) 839 90 79 Fax : (221) 823 50 02 E.mail : micheline.ravololonarisoal@undp.org
HCR BUREAU RÉGIONAL POUR L'AFRIQUE BP 7982 ABIDJAN CÔTE D'IVOIRE	M. Abou Moussa , Directeur régional Tél. : (225) 20 31 55 77. Fax : (225) 20 31 55 75 E.mail : moussa@unhcr.ch Daisy Dell , Directeur régional Adjoint Tél. : (225) 20 31 55 77 Fax : (225) 20 31 55 88 E.mail : dell@unhcr.ch
IOM 17 ROUTE MORILLONS GE- NÈVE 19 SUISSE BP 16.838 DAKAR SÉNÉGAL	Haour Knipe Mary , Coordinateur VIH/SIDA Tél. : (41) 22 717 9234 Fax : (41) 22 798 6150 E.mail : mhaourknipe@iom.ch Armand Rousselot , Représentant régional, Afrique de l'Ouest et du Centre Tél. : (221) 865 1900. Fax : (221) 865 1933 E.mail : arousselot2@iom.int Toto Jean Paul , Point focal VIH/SIDA Tél. : (221) 865 1900. Fax : (221) 865 1933 E.mail: totojeanpaul@iom.int
PAM 6288 DAKAR ÉTOILE SÉNÉGAL	M. Moustapha Barboe , Directeur régional Tél. : (221) 849 65 00 Mme. Maguette Ndiaye Consultante chargée de programme VIH/SIDA E.mail : maguette.ndiaye@wfp.org

**GROUPES THÉMATIQUES ONU / CONSEILLERS PROGRAMME-PAYS
ONUSIDA (CPA) /POINTS FOCALX**

GUINÉE CONAKRY	Ide Gnadou Représentant local Banque Mondiale Tél. : (224) 415 059 Fax : (224) 415 094 Email : lgnandou@Worldbank.org	M. Damien Rwegera CPP BP 222 Conakry Tél. : (224) 22 87 46/47 Fax : 874 762 365 219 E.mail : rwegerad@aviso.ci
LIBERIA	M. Déji Popoola Représentant FNUAP Tél. : (231) 226 219 Fax : (231) 226 210 E.mail : popoola@unfpa.org	Dr. Musu C. Duworko Point focal OMS PO Box 274 Monrovia Tél. : (231) 22 62 08 E.mail : mcduworko@yahoo.com

MALI	M. Mamadou Tété Diallo Représentant du FNUAP BP 120 Bamako Tél. : (223) 222 01 81 / 222 37 23 Fax : (223) 222 07 50 E.mail : mdiallo@unfpa.org	Dr. Jean –Louis Ledecq CPA Bp 99 Bamako Tél. : (223) 74 27 76 Fax : (223) 23 82 94 E.mail : ledecqjl@omsmali.org
MAURITANIE	Dr. Diallo Souleymane Représentant de l'UNICEF BP 320 Nouakchott Tél. : (222) 52 53 766 / 52 53 784 Fax : (222) 52 51 346 E.mail : sdiallo@unicef.org	Dr. El Hadji Abdalli Conseiller national de Programme BP 320 Nouakchott Tél. : (222) 52 52 402 Fax : (222) 52 54 336 Cell : (222) 64 20 307 E.mail : unaids@oms.mr
NIGER	Dr. René Coddy Représentant de l'OMS BP 10739 Niamey Tél. : (227) 75 21 33 Fax : (227) 75 20 41 E.mail : coddyz@oms.ne	
NIGERIA	M. Niangoran Essan Représentante du FNUAP Lagos, Nigeria Tél. : (234) 1 269 3108 Fax : (234) 1 269 0531 E.mail : essan@unfpa.org	M. Berhe Costantinos CPA Abuja, Nigeri Tél. : (234) 9 413 56 71 Fax : (234) 9 413 21 10 E.mail : berhe.costantinos@undp.org
SAO TOME	Dr. Teresa Araujo Représentant OMS Case Postale 287 Sao Tome Tél. : (239) 12 24 066 Fax : (239) 12 21 766 E.mail : taraujo.who@undp.org	M. Sousa Lazaro Point focal OMS Case Postale 287 Sao Tome Tél. : (239) 12 24 066 Fax : (239) 12 21 766 E.mail : lasaro.who@undp.org
SÉNÉGAL	M. Ian G. Hopwood Représentant UNICEF BP 429 Dakar Tél. : (221) 889 03 00 Fax : (221) 823 46 15 E.mail : ihopwood@unicef.org	M. Amadou Seck Point focal UNICEF BP 4039 Dakar Tél. : (221) 889 03 00 Fax : (221) 823 32 55 E.mail : aseck@unicef.org
SIERRA LEONE	Cappelaer Geerp Représentant UNICEF P.O. Box 221 Freetown Tél. : (232) 22 226 825 / 223 865 Fax : (232) 22 242 109 E.mail : gcappellear@unicef.org	
TOGO	M. Fidèle Sarassoro Représentant du PNUD BP 3915 Lomé Tél. : (228) 221 53 90 Fax : (228) 221 89 49 E.mail : fsarassoro@undp.org	Dr. Yamina Chakkar CPA (Togo, Bénin) BP 1530 Lomé Tél. : (228) 222 62 50 Fax : 228 221 08 23 E.Mail : chakkary@laposte.tg

PROGRAMMES NATIONAUX DE LUTTE CONTRE LE SIDA/ CONSEILS NATIONAUX SIDA

GAMBIE	<p>M. Saihou M. Ceesay, Directeur; Secrétariat national SIDA Présidence de la République 7 Clarkson Street, Banjul Tél. : (220) 22 32 63 Fax : (220) 22 32 46 E-mail : nasl@gamtel.gm</p> <p>Alhagie Kolley, Manager NACP Department of State for Health, Banjul Tél. : (220) 22 37 53 / 37 56 12 Fax : (220) 22 32 46 E.mail : nacp@ggfp.gm</p>
GUINÉE BISSAU	<p>Dr. Paulo Rabna, Directeur PNLS Caixa postal no. 322, Bissau Tél. : (245) 20 11 83 Fax : (245) 20 11 79 E.mail : omsbissau@sol.gtelecom.gw</p>
GUINÉE CONAKRY	<p>Dr. Fodé Moussa Dansoko, Coordonnateur national Ministère de la Santé publique BP 3820, Conakry Tél. : (224) 41 26 07 Fax : (224) 41 25 68 E.mail : pnlsgui@biasy.net</p>
GHANA	<p>Ministère de la Santé P.O. Box M44 Accra, Ghana Tél. : (233) 21 666 151 Fax: (233) 21 663 810 Site Web : www.ghana.gov.gh</p> <p>Dr. Adu Ghana AIDS Commission Tél. : (233) 21 678 458 Website: www.ghanaims.gov.gh</p>
LIBERIA	<p>Mlle. Sara Beysolow-Nyanti, Manager NACP Ministry of Health and Social Welfare P.O. Box 9009, Monrovia Tél. : (231) 22 61 93 Fax : (231) 22 62 10 E.mail : sbeysolow@yahoo.com</p>
MALI	<p>Dr. Daouda Kassoum Minta, Coordonnateur PNLS Direction nationale de la Santé BP 594, Bamako Tél. : (223) 22 36 15 Fax : (223) 22 51 35</p>
MAURITANIE	<p>Dr. Abdallah Ould Horma, Secrétaire exécutif du CNLS BP 612, Nouakchott Tél. : (222) 525 99 26 2 564 69 Fax : (222) 525 6469 599 26 E.mail : pnls@toptechology.mr</p>

NIGER	Dr. Kadri Mounkaila , Coordonnatrice PNLS/IST Ministère de la Santé Publique BP 623, Niamey Tél. : (227) 73 54 60 Fax : (227) 73 35 70 E.mail : pnls@intnet.ne
NIGERIA	Prof. Babatunde Osotimehin , Chairman, National Action Committee on AIDS Room 3A 144-48, Federal Secretariat, Abuja Tél. : (234) 9 523 8950 Fax : (234) 9 523 4590 E.mail : osotimehin2000@yahoo.co.uk
RWANDA	Agnes Binagwaho CNLS Tél. : (250) 582 018 Fax: (250) 583 325 Email : cnls@rwanda.l.com
SAO TOMÉ & PRINCIPE	D. Antonio Amado VAZ Directeur PNLS Ministère de la Santé, Case Postale 23 Tél. : (239) 12 23 309 Fax : (239) 12 21 766
SÉNÉGAL	Dr. Ibra N'Doye , Secrétaire permanent CNLS BP 3435, Dakar Tél. : (221) 869 91 05 Fax : (221) 822 1507 E.mail : sensidacons@sentoo.sn , indoye@cnls-senegal.org Dr. Abdoulaye Sidibé Wade , Chef de Division IST/SIDA Ministère de la Santé BP 3445, Dakar Tél. : (221) 822 9045 Fax : (221) 822 1507 E.mail : sabwade@hotmail.com, sidaist@yahoo.fr
SIERRA LEONE	Prof. Sidi T.O. Alghali , NAS Director State House Freetown Tél. : (232) 22 22 65 20 Fax : (232) 22 22 62 92 E.mail : npac@sierratel.sl Dr. Brima Kargbo , NACP Manager Health Department, c/o Connaught Hospital P.O. Box 1111, Freetown Tél. : (232) 22 22 63 64 Fax : (232) 22 22 44 39 E.mail : sorie@sierratel.sl
TOGO	Dr. Bassabi Kpanté , Directeur PNLS BP 1504, Lomé Tél./Fax : (228) 21 89 41

MINISTÈRES DE L'ÉDUCATION EN AFRIQUE DE L'OUEST : POINTS FOCaux VIH/SIDA

PAYS	POINT FOCAL VIH/SIDA
BÉNIN	M. Adrien ADE Coordonnateur Ministère des Enseignements primaire et secondaire Unité focale de Lutte contre les IST et le VIH/SIDA 08 BP : 1055 Cotonou, Bénin Tél : (229) 01 69 47 E.mail : adrienade@hotmail.com
BURKINA FASO	Mme. Gabrielle BANDRE Point focal CMLS/MESSRS Tél : (226) 76 60 34 75 E.mail : bgabo 2004@yahoo.fr Adama BOLOGO Point focal CMLS/MEBA Tél: (226) 76 62 23 83 / 50 30 66 00 E.mail : bologo_adama@yahoo.fr
CAP VERT	Mme. Lidia Evora Directrice de l'Enseignement secondaire Point focal VIH/SIDA BP 111-Praia, Republica de Cabo-Verde Tél. : (238) 2610225/26/28 E.mail : LidiaEvora@PALGOV.gov.cv
CÔTE D'IVOIRE	M. KOFFI Yao Faustin Point focal VIH/SIDA Ministère de l'Education 20 BP 1471 Abidjan 20, Côte d'Ivoire Tél. : (225) 20215176 Tel/fax. : (225) 20215071 E.mail : dmeps_educnat_ci@yahoo.fr; faustin_ky@yahoo.fr
GAMBIE	Mme. Amicoleh Mbaye HIV/AIDS Unit Department of State for Education, Willy Thorpe Place Bld Banjul, The Gambia Tél. : 00220 4391105 E.mail : amicoleh@hotmail.com, mbyeameie@yahoo.co.uk
GHANA	Mme. Hilda Eghan HIV/AIDS Secretariat Ministry of Education, Youth and Sports Po.Box M45 Accra, Ghana Tél. : (233) 021661454/233021683424 E.mail : hilgan2003@yahoo.co.uk

GUINÉE	<p>Dr. Balla CAMARA Point focal pour la lutte contre le VIH/SIDA Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Education civique (MEPU-ECBP 781 – Conakry, Guinée) Tél. : (224) 011 21 07 99 – (224) 41 19 30 Fax (224) 45 36 98 E.mail : santesco@mirinet.net.gn</p> <p>Mme. Aïssata TRAORÉ Point focal pour la lutte contre le VIH/SIDA Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique BP 561 Conakry, Guinée Tél. : (224) 43 38 62 Fax (224) 45 36 98 E.mail : astages@yahoo.fr</p> <p>Mr Alpha Ibrahima BARRY Point focal de la lutte contre le VIH/SIDA Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle BP 537 Conakry, Guinée Tél. : (224) 33 80 67 E.mail : barrynian@yahoo.fr</p>
GUINÉE BISSAU	<p>M. Mamadù Danfa Point focal /Guinée Bissau BP 353 Bissau, Guinée-Bissau Tel : (245) 661-35-39 E.mail : mamadudanfa@hotmail.com</p>
LIBERIA	<p>Charsley K. Kumbly School Health Division/MDE Po.Box 9012, Monrovia, Liberia Tél. : MoE (231) 651 5779 E.mail : ckumbly2000@yahoo.com</p>
MALI	<p>M. Wéléba Bagayoko Coordonateur national du Projet EVF/EMP, Point focal du PNLS Ministère de l'Education nationale Direction nationale Education de Base BP 71 Bamako, Mali Tél. : 223-18-46</p>
MAURITANIE	<p>Mme. Aicheta Mint Ely SALEM Coordination sectorielle de lutte contre le SIDA E.mail : aicheta2003@yahoo.fr</p>
NIGER	<p>M. YOUNOUSSA GOMEY Point focal VIH/SIDA Ministère de l'Education de Base et de l'Alphabétisation BP. 557 Niamey, Niger Tél : (227) 80 42 15 Fax : (227) 72 21 05</p>

NIGER	<p>M. ATTAMAKA KARIMOU Point focal VIH/SIDA Ministère des Enseignements secondaire et supérieur, de la Recherche et de la Technologie Niamey, Niger Tél : (227) 93 99 65</p>
NIGERIA	<p>Mme. E.M. Oyinloye HIV/AIDS Unit Federal Ministry of Education, Taves G Phase III Federal Secretariat, Abuja, Nigeria E.mail : eccuaoyinloye@yahoo.com</p>
SÉNÉGAL	<p>Prof. Malick Sembene Ministère de l'Education Division Contrôle médical scolaire BP 5252 Dakar Fann, Sénégal Tel : (221) 822 08 59 Fax : (221) 822 30 17 E-mail:msembene@ucad.refer.sn or santesco@refer.sn</p>
SIERRA LEONE	<p>Mme. Maybelle G. Gamanga Ministry of Education Science and Technology Freetown, Sierra Leone E.mail : mayisha2@yahoo.com</p>
TOGO	<p>M. ATABA Abalounorou Ministère des Enseignements primaire et secondaire Directeur des Examens et Concours/ Point focal VIH/SIDA dudit Ministère BP 986 Lomé, Togo Tél. : (228) 221 51 13/221 06 82</p>



MTT West
Africa Consultants International
BP 5270
Dakar-Fann, SENEGAL
<http://www.acibaobab.org>

